

ARGUMENTS DE LA LIBRE PENSÉE

FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

35

JUILLET 2026 - MESSIDOR CCXXXIV

LA GUERRE / D'ALGÉRIE LE FLN ET LES HARKIS



Les Éditions de la Libre Pensée

LA GUERRE ,
D'ALGÉRIE
ET LES **LE FLN**
HARKIS

SOMMAIRE

7 - Préface - Introduction :

France / Algérie, Anatomie d'une déchirure

de **Thomas Snégaroff** et **Benjamin Stora**

par **Christian Eyschen**

13 - *Calendrier de la Guerre d'Algérie* par **lexpress.fr**

17 - *La Guerre d'Algérie, le FLN et les Harkis*

par **Christian Eyschen**

97 - *Entretien avec Djanina, fille de Messali-Hadj,*

réalisé par la **Libre Pensée des Deux-Sèvres**

105 - *Conférence à Niort sur Paul Ruff, l'Algérie et la
Question coloniale*

par **Jean-Marc Schiappa**

147 - *Un massacre en Kabylie*

par **Dominique Goussot**

Deux textes pour une même cause :

151 - *Le Déserteur* par **Boris Vian**

155 - et *Je ne répondrai pas* par **Claude Sixou**

THOMAS SNÉGAROFF

BENJAMIN STORA

45
QUESTIONS
POUR TOUT
COMPRENDRE

FRANCE / ALGÉRIE

ANATOMIE D'UNE DÉCHIRURE

« L'histoire franco-algérienne n'est pas derrière nous :
elle est au cœur de nos fractures les plus vives. »

Benjamin Stora

Les Arènes



EN GUISE DE PRÉFACE

France / Algérie, Anatomie d'une déchirure
par **Thomas Snégaroff** et **Benjamin Stora**

La formule est connue pour le **Régime de Vichy**, elle s'applique pleinement pour l'Algérie : c'est un passé qui ne veut pas passer. Rien n'y fait, tant que les comptes ne seront pas soldés, tant que toute l'Histoire ne sera pas contée, tant que le fonds des choses ne sera pas pleinement abordé, rien n'y fera, le Serpent de mer de l'Algérie resurgira inévitablement, et toujours avec force.

Il suffit de voir la puissance et la violence du débat sur les propos de **Jean-Michel Apathie** sur les enfumades de **Bugeaud** pendant la conquête coloniale de 1830, qui n'ont à rien à « *envier* » aux massacres commis par les nazis, comme à **Oradour-sur-Glane** pendant la Deuxième Guerre mondiale, pour s'en rendre compte.

Il suffit de constater comment l'électorat des Nostalgiques de l'**Algérie française** et des descendants des « Pieds-Noirs » est l'objet d'un démarchage virulent et disputé entre les partisans de **Le Pen** et de **Zemmour**, pour voir que « *le ventre est encore fécond d'où est sortie la bête immonde* » (**Berthold Bretsch**) et que « le procès est encore devant le juge ». (**Horace**).

C'est partant de ce constat que **Benjamin Stora**, spécialiste reconnu, avec raison, de la **Question algérienne**, avec **Thomas Snégaroff**, a publié

récemment un ouvrage sur l'*Anatomie d'une déchirure*. C'est un ouvrage intéressant, clair, précis et très pédagogique et surtout instructif, destiné à tout public. Il permet, sans être un spécialiste, de comprendre les raisons, les faits et la situation actuelle.

Il éclaire utilement le débat qui vient de s'ouvrir, à nouveau, sur la loi algérienne votée le 24 décembre 2025 par le **Parlement algérien** avec un fort soutien du gouvernement algérien et qui condamne la colonisation française comme «*crime d'État*» et exige de l'**État français** Justice et Réparation.

LA LOI NOUVELLE ALGÉRIENNE, VUE PAR LES MÉDIAS FRANÇAIS

Le Monde du 27/12/2025 : À rebours des discours affirmant que l'**Algérie** serait une «*création de la France*», la nouvelle loi rappelle qu'avant 1830 l'Algérie n'était pas un territoire vacant, mais une entité politique organisée, signataire de nombreux traités internationaux. En conséquence, l'invasion française du 14 juin 1830 – suivie de cent trente-deux ans de domination coloniale – est qualifiée de «*violation flagrante et continue du droit international*» ayant instauré un système méthodique de «*dépossession*», d'«*oppression*» et d'«*exclusion*», jusqu'aux **Accords d'Évian** signés le 18 mars 1962.

La Croix du 26/12/2025 avait ouvert le chemin : La loi détaille 27 formes de crimes coloniaux français : «*Le meurtre et la direction d'attaques*



militaires contre la population civile; l'usage excessif de la force armée; l'emploi d'armes non conventionnelles et internationalement prohibées; la pose de mines et les essais et explosions nucléaires; les exécutions extrajudiciaires... » La liste ne s'arrête pas là. On y trouve « la pillage du Trésor public algérien » ou encore « la pratique généralisée de la torture physique et psychologique brutale ».

En plus des peines d'emprisonnement (jusqu'à douze ans) et de lourdes amendes en cas d'« apologie » de crimes coloniaux, le texte demande à la France « la reconnaissance et les excuses » sur « les crimes commis ».

Les mots du Président de l'Assemblée, **Brahim Boughali**, après le vote des députés, allaient dans ce sens : « *L'adoption de cette loi ne vise pas à se venger ou à rouvrir les plaies. Elle vise à confirmer une vérité historique et à protéger la dignité de la nation et le combat de ses enfants.* »

On peut s'interroger ou pas sur les motivations réelles du **Gouvernement algérien** pour la faire

adopter, dans une mise en scène très « *patriotique* », mais le descriptif du fait colonial, de ses conséquences et de ses crimes est indiscutable. Oui, il y a bien un problème de décolonisation qui se pose en France et qu'il faudra bien résoudre un jour.

UN PEU D'HISTOIRE

L'Algérie, terre de conquête, a vu passer bien des envahisseurs. Elle a toujours su garder une certaine autonomie, même sous la férule ottomane. Mais jamais, dans la colonisation française, le Peuple algérien n'a accepté cette oppression. Il a été en révolte sans cesse.

Pour sa Libération, il a payé le prix du sang : à Sétif et Guelma en 1945, entre 5 000 à 30 000 Algériens assassinés. La **Guerre d'Indépendance** (1955-1962), coutera la vie, selon les estimations des Indépendantistes à 400 000 algériens civils ou combattants dont 130 000 de l'**ALN** (Armée de Libération Nationale).

Le rôle des « *Politiques* » français est aussi bien passé en revue, notamment celle de **François Mitterrand** qui, quand il était au Pouvoir faisait guillotiner les Nationalistes algériens et, plus tard, amnistia les généraux « *félons* » fascistes de l'**OAS** qui avaient répandu un flot de terreur en Afrique-du-Nord et en Métropole. Une certaine conception de la constance en politique.

Les **Libres Penseurs** trouveront un intérêt certain à sa lecture, on y voit tous les problèmes de

laïcité, plus exactement ceux liés à la non-application de la **loi de 1905**, dont l'application était revendiquée par les **Indépendantistes algériens**, de même que par l'**Assemblée des Oulémas**, alors que son extension était prévue par la loi elle-même.

On y retrouve aussi, dans une large place, la personnalité plus que respectable, le rôle, l'action de **Messali Hadj** qui combattait depuis toujours pour l'Indépendance de son pays, « *une terre qui n'est ni à vendre, ni à acheter, ni à hypothéquer* ». Celui-ci fut toujours réprimé et la **Libre Pensée** a toujours exigé sa libération et **André Lorulot** en premier lieu conduira une délégation officielle du **Congrès national de Niort** de 1954 pour lui apporter tout son soutien.

L'ouvrage se termine par une excellente formule de **Paul Ricœur** : « *La mémoire n'est pas une fidélité au passé, c'est une exigence pour le présent* ». Nous sommes bien au cœur de cette problématique avec cet ouvrage que je vous invite à lire.

Christian Eyschen

France / Algérie, Anatomie d'une déchirure,
Thomas Snégaroff et Benjamin Stora,
Éditions les Arènes, 195 pages, 17€

Cet article a été publié dans *la Raison* de Mars 2026 et dans le **Numéro 33** de notre **Collection Arguments** sur *La Question Noire*. Il constitue une excellente Préface à ce nouveau **Numéro 35** de notre **Collection Arguments** sur *La Guerre d'Algérie, le FLN et les Harkis*.



CHRONOLOGIE DE LA GUERRE D'ALGÉRIE d'après **lexpress.fr**

– 1954

1^{er} novembre : proclamation du Front de libération nationale (FLN), qui demande l'indépendance.
Toussaint rouge : vague d'attentats contre les Français en Algérie.

– 1955

18-24 avril : le FLN participe à la conférence des non-alignés de Bandung. La conférence exprime sa solidarité avec l'Algérie combattante.

– 1956

18 mai : 19 appelés français, en Algérie depuis seulement une semaine, sont massacrés.

5 juillet : grève générale des Algériens en France et dans le département d'Alger.

1^{er} novembre : Attentats en Algérie. Les civils français procèdent à des ratonnades à Alger.

– 1957

Bataille d'Alger

– 1958

26 avril : manifestations à Alger en faveur de l'Algérie française.

13 mai : Manifestation à Alger pour faire appel au général De Gaulle.

4 juin : dans un discours à Alger, De Gaulle déclare aux européens « *Je vous ai compris* ».

23 octobre : dans une conférence de presse, De Gaulle propose au FLN la paix des braves.

21 décembre : De Gaulle est élu président de la République.

– 1959

16 septembre : De Gaulle proclame le droit des Algériens à l'autodétermination par référendum, propose sécession, francisation, association. Le GPRA refuse.

28 novembre : Ben Bella et les dirigeants arrêtés en 1956 sont désignés comme négociateurs par le FLN.

– 1960

24 janvier : début de la semaine des barricades à Alger. 22 morts et 150 blessés le premier jour.

3 - 5 mars : deuxième tournée des « *popotes* ». De Gaulle y évoque une « *Algérie algérienne liée à la France* ». Il renouvelle l'offre de négociations.

20 décembre : les Nations unies reconnaissent à l'Algérie le droit à l'autodétermination.

– 1961

8 janvier : Référendum en France : 75 % pour l'autodétermination en Algérie.

Fin janvier : création de l'Organisation armée secrète (OAS).

26 avril : échec du Putsch des généraux à Alger.

17 octobre : manifestations pacifiques de plusieurs dizaines de milliers d'Algériens dans les rues de Paris. La répression est brutale et fait des dizaines de morts.



« Le Quarteron des 4 Généraux Félons et Factieux », selon De Gaulle

– 1962

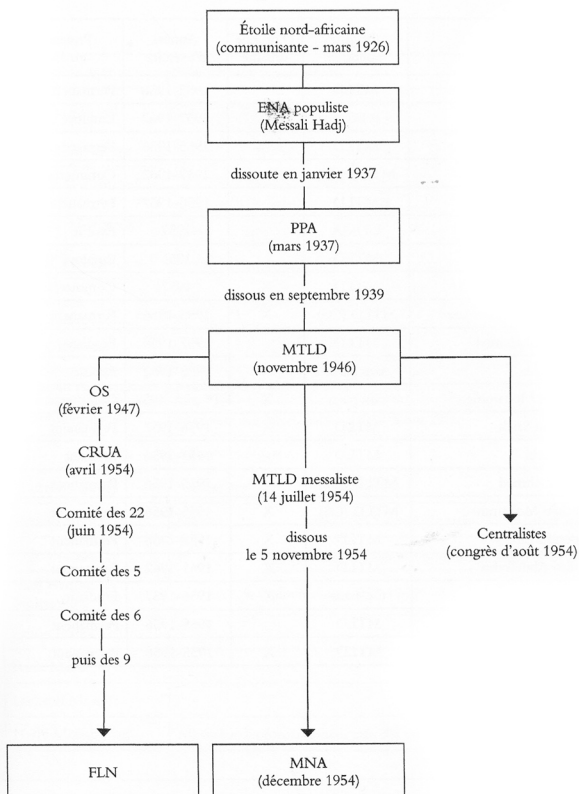
Janvier : attentats à Alger et en métropole commis par l'OAS et les anti-OAS.

8 février : manifestation, à l'appel des syndicats et de partis politiques, contre les exactions de l'OAS et pour la paix en Algérie. Violente réaction policière : 8 morts et plus de cent blessés au métro Charonne.

16 mars : signature des accords d'Évian.

5 juillet : date de proclamation de l'indépendance nationale.

ANNEXE 1
GÉNÉALOGIE DU NATIONALISME ALGÉRIEN DES ORIGINES À L'INSURRECTION



LA GUERRE D'ALGÉRIE, LE FLN ET LES HARKIS

*« La Vérité est un miroir tombé de la main de Dieu
et qui s'est brisé. Chacun en ramasse un fragment
et dit que toute la Vérité s'y trouve. »*

Djalâl ad-din Muhammad Rûmi

L'idée de cette étude sur la Guerre d'Algérie et sur quelques-uns de ses acteurs vient de la lecture d'un ouvrage de **Franz Fanon** pour la confection de l'*Arguments n° 33* de la **Collection de la Libre Pensée** sur *La Question Noire* où des propos m'ont un peu interloqué. Je disais dans ma Présentation de **Franz Fanon** : *« Ainsi, cédant à une propagande d'État avant l'heure, il assimile pleinement, dans Les Damnés de la Terre (page 132), Messali Hadj et ses camarades, comme ayant la même base sociale que les Harkis : le lumpenprolétariat. »*

Je vais m'intéresser ultérieurement et plus précisément aux Harkis et à ce qu'ils représentaient, mes connaissances ne sont pas suffisantes à ce jour pour être d'accord ou pas avec Fanon là-dessus. Cela fera sans doute l'objet d'un Dossier pour la Raison. Mais sur les Messalistes, je ne dirai pas que c'est une « Hérésie », cela ferait bizarre pour un Libre Penseur, mais il s'agit d'une erreur totale, basée sur un aveuglement sans faille sur le FLN.

Si on peut penser – à priori – que les Harkis pouvaient être représentatifs d'une couche de la population et surtout de la paysannerie, couche déclassée et n'ayant d'issue qu'en liant son sort à la défense du Colonialisme, il est clair que la base sociale du Messalisme, c'est le

***Prolétariat algérien** qui se constitue en émigrant en Métropole pour vendre sa force de travail. »*

Mes différentes lectures d'ouvrages et de documents m'ont montré que mon intuition était bonne, les propos de **Franz Fanon** étaient aussi erronés pour les **Harkis**. L'Algérie à l'époque est un pays à 80 % paysan et les **Harkis** (nom Arabe qui veut dire « *Mouvement* ») sont ultra-majoritairement des gens liés à la terre. Le ***Lumpenprolétariat*** se définit ainsi : « *Le lumpenprolétariat (de l'allemand **Lumpenproletariat**, littéralement "prolétariat en haillons"), parfois appelé "sous-prolétariat", est, dans le **Marxisme**, la partie du prolétariat constituée des "éléments déclassés, voyous, mendiants, voleurs, indicateurs de police" »*. (Source : *Wikipédia*)

Ce qui implique aussi que c'est un phénomène social « *urbain* » et non paysan. Je cite dans cette étude un propos de **Mohammed Harbi** (dans son remarquable ouvrage ***Le FLN : Mirage et Réalité***, incontournable pour qui veut savoir les éléments essentiels sur la période de la Guerre d'Algérie et ses suites) qui indique que c'était plutôt les **Maquisards du FLN** qui étaient des « *déclassés* », et la ***Direction du Front de Libération Nationale*** était plutôt urbaine. Nul ne peut contester qu'il connût le sujet.



Franz Fanon va développer, au sein de la **Direction du FLN**, une théorie politique qui s'avérera erronée : celle de la concomitance entre la **Libération du Territoire** et la **Révolution sociale et économique**. Je réitère mon propos exprimé dans l'**Arguments n° 33** sur *La Question Noire* : si **Franz Fanon** est excellent, profond et brillant sur ses analyses psychiatriques et psychologiques, notamment sur les rapports entre Colonialistes et Colonisés, politiquement, il est quasiment toujours à côté de la plaque.

LA VRAIE RESPONSABILITÉ DE LA FRANCE

La France colonisatrice a une immense responsabilité dans le caractère « *déclassé* » du Peuple algérien. En 1954, au moment du déclenchement de l'**Insurrection**, 80 % des Algériens ne sont pas ou n'ont pas été scolarisés, ce qui entraîne un taux d'analphabétisation qui s'élève à 94 % chez les Hommes et 98 % chez les Femmes. 85 % de la Population masculine algérienne ne s'exprime pas en Français. Quand l'Armée mettra en place les 192 **SAS** (Sections Administratives Spécialisées) pour encadrer la population dans le contexte de la nouvelle Théorie de la « *Guerre révolutionnaire* » contre le **FLN**, le taux de scolarisation des jeunes Algériens passera de 15 % en 1954 à 50 % en 1960.

Il y a un million de chômeurs ruraux pour 112 000 salariés agricoles et 133 000 chômeurs dans les activités non agricoles pour 46 000 salariés en

1954. On est loin de l'apport des *Lumières de la Civilisation* aux peuples colonisés. Le seul apport sans doute est la création du mot « *Algérie* » qui est inventé par la France et utilisé couramment à partir de 1839. L'ethnologue **Germaine Tillon** produira un rapport en 1954 où elle parlera de « *l'état de clochardisation* » de la population algérienne.

Le territoire de l'Algérie, constitué en trois départements « *français* », est sous l'autorité du Ministère de l'Intérieur, et non sous celui des Colonies comme pour le Maroc et la Tunisie. Cela va modifier la question de l'*Indépendance* sur la forme et sur le fond, y compris pour la suite.

Les révoltes n'ont jamais cessé en Algérie contre l'*Occupation française* : en 1871 en Kabylie, en 1916 dans l'Aurès, en 1934 à Constantine, en 1935 à Sétif, en mai 1945, ce sont les soulèvements de Sétif et Guelma. Tout cela entraîne ensuite des massacres d'Algériens par l'Armée française et les Colons armés par elle.

On connaît la légende d'**Abd el-Kader** qui mena la révolte à partir de 1832 contre la conquête par la France de l'Algérie. Il mena une lutte acharnée pendant 15 ans, il fut vaincu, emprisonné en France et ensuite exilé à Damas, où il sera enterré selon ses vœux près de son maître spirituel **Ibn al-Arabi** (voir l'ouvrage *La Libre Pensée dans le Monde arabo-musulman*). Il sauva





nombre de **Chrétiens** dans la guerre entre **Druzes** et **Maronites** en 1860. Pour cela, il reçut de la France une pension de 4 000 louis d'or et le titre de **Grand-Croix de la Légion d'honneur**. La légende rajoute qu'il fut alors reçu **Franc-Maçon** au **Grand Orient de France**.

Pour se donner une légitimité, **Houari Boumediene** fit ramener en 1966 ses cendres de Damas et elles furent inhumées sur la Place des Martyrs du cimetière d'El-Alia à Alger. Ce fut l'occasion de grandes cérémonies, toutes à la gloire de **Boumediene** « *digne continuateur de l'Émir* » qui s'était battu contre la France.

MOHAMMED HARBI

Né en 1933 à El-Harrouch, **Mohammed Harbi** adhère dès l'adolescence au **PPA-MTLD** (Parti du

Peuple Algérien - Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). Étudiant à Paris en 1953-1954, il devient Secrétaire général de l'**AEMNA** (Association des Étudiants Musulmans Nord-Africains), puis rejoint le **FLN** dès les premiers mois de la lutte armée.

Membre de la direction de la **Fédération de France du FLN** en 1956-1958, (**Franz Fanon** l'est de 1954 à 1962) il occupe ensuite jusqu'en 1962 différents postes de responsabilité au sein du **GPRA** (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne), dont Expert aux premières négociations d'Évian.

Après l'**Indépendance**, il est Conseiller auprès du Président **Ben Bella** pour le secteur autogéré et directeur de *Révolution africaine* en 1963-1964. Opposant au coup d'État de juin 1965 de **Houari Boumedienne**, il est arrêté et emprisonné jusqu'en 1973, année de son évasion d'Algérie. Il reprend ses études en France puis enseigne à l'Université. Historien, il entreprend alors un travail critique et lucide sur l'Algérie contemporaine.



Benjamin Stora, Mohammed Harbi et Edwy Plenel
au Musée de l'Immigration

À l'occasion de son décès en 2026, l'Historien **Benjamin Stora** lui rendait hommage : « *Dans les premières années de l'Indépendance, avant de subir en 1965 la répression qui suivit le coup d'État de **Houari Boumédiène**... **Mohammed Harbi** est allé encore plus loin avec son second ouvrage, **Le FLN Mirage et Réalité**, paru en 1980.*

*Racontant l'histoire de la Guerre, du côté des Algériens, il a cette fois mis l'accent sur le rôle de la violence dans la construction du **FLN** et son emprise par la force dans les villes et les campagnes; raconté la "Guerre dans la Guerre", c'est-à-dire l'affrontement meurtrier entre le **FLN** et les militants restés fidèles à **Messali Hadj**; et décrit dans le détail toutes les luttes intestines, complots, assassinats et règlements de compte pour la conquête du pouvoir, et après (avec les assassinats de **Mohammed Khider** en 1967 et **Krim Belkacem** en 1970)....*

*D'autres intervenants ont souligné comment les analyses de **M. Harbi** avaient servi à comprendre les crises actuelles en Algérie, toujours en quête de légitimité historique. La tenue de ce colloque autour de **Mohammed Harbi**, dont les livres ont été interdits pendant plus de vingt ans en Algérie, avait été évidemment un événement considérable.* »

LA GUERRE D'ALGÉRIE

Elle commence « officiellement » le 1^{er} novembre 1954 par la vague d'attentats (environ 70 recensés, il y en aura 223 recensés entre le 1^{er} novembre 1954

et le 20 janvier 1955) déclenchée par le Front de Libération Nationale (FLN) pour devancer la date prévue du 1er janvier 1955 de l'*Insurrection* décidée par **Messali Hadj** afin de lui couper l'herbe sous le pied.

Dès 1951, **Messali** rencontre **Aït Ahmed** (un des dirigeants du **FLN**) dans la forêt de Chantilly et lui demande de reconstituer l'**OS** (Organisation Spéciale, bras armé du **MTLD**) pour lancer l'*Insurrection*, car il est désormais convaincu qu'il ne reste plus que cette solution pour arracher l'**Indépendance de l'Algérie**. Il fait des voyages au Moyen-Orient pour solliciter l'appui d'États arabes pour cela, mais n'obtient qu'une écoute favorable du **Roi Séoud d'Arabie**.

Un embryon d'armée se constitue sous la direction de **Mohammed Bellounis**, Militant nationaliste et notable de la Commune de Bordj Menaïel. Son implantation militaire est le Sud, l'Oranie, Alger, la Kabylie. Cela a une véritable réalité et le **MNA** (Mouvement National Algérien de **Messali Hadj**) a effectivement participé à la lutte armée contre l'Occupation coloniale.

L'objectif de cette date anticipée et précipitée du **FLN** était non seulement d'évincer le **MNA** et **Messali**, mais aussi de l'exterminer physiquement. On comptera plus de 5 000 **Messalistes** assassinés par le **FLN**, en France et en Algérie. On le verra aussi clairement à l'*Indépendance* où les **Messalistes** seront pourchassés, emprisonnés, torturés, assassinés en nombre.

Mohammed Harbi estime que déjà en France, avant la Guerre, le bilan sanglant est lourd : 12 000 agressions, 4 000 morts et 9 000 blessés. L'Avant-Garde nationaliste et indépendantiste algérienne paie le prix du sang et cela frappe, dans l'Émigration, des Cadres politiques qui vont manquer cruellement dans la lutte et après l'**Indépendance** pour construire l'**Algérie algérienne**. **Messali Hadj** est lui-même victime d'un attentat le 17 septembre 1959 (quand le **FLN** domine en maître et qu'il n'y a plus aucun enjeu à cela, sinon la basse vengeance motivée par la haine et la rancune) qui coûte la vie à l'un de ses camarades **Ali Djouadi**, chargé de le protéger et qui lui sauve la vie.

Même quand **Messali Hadj** appellera en 1957 à cesser les luttes fratricides et les massacres, devant la réalité des faits (la totalité de l'Algérie rurale comporte alors des *Maquis du FLN*), et à rejoindre le **FLN** dans l'**Insurrection**, il se voit opposer un refus et l'ordre fut donné par le **FLN**, le 12 février 1956, de liquider physiquement les Militants du **MNA** et de l'**USTA** (Union Syndicale des Travailleurs Algériens) qui en était le pendant syndical. Le **Comité de Coordination et d'Exécution** ou **CCE** (organe central de la direction du **FLN** créé par le **Congrès de la Soummam**, en août 1956) énoncera clairement, en juin 1957, ses objectifs : « *Lutter contre le MNA, abattre tous les Dirigeants de ce Parti* ».

L'**USTA** est créée le 14 février 1956. En réponse, quelques jours après, le **FLN** constitue l'**UGTA** (Union Générale des Travailleurs Algériens).

Auparavant, le **FLN** avait constitué l'**AGTA** (Association Générale des Travailleurs Algériens) qui regroupait les Travailleurs algériens membres de la **CGT**, Syndicat qui était contre l'Indépendance s'alignant sur le **PCF**. Mais là, le **FLN** est contraint de s'adapter à ce que fait le **MNA** pour le contrer sur tous les terrains. Une grande distanciation s'opérera entre l'**UGTA** et la **CGT** en 1956. Du fait du vote des *Pouvoirs Spéciaux* par le **PCF**, des responsables syndicaux algériens seront exclus de la **CGT**. En 1958, il y aura à nouveau des rapprochements.

L'*Insurrection* se termine le 19 mars 1962 par le cessez-le-feu négocié entre le Gouvernement français (**Charles De Gaulle**) aux *Accords d'Évian* et le **FLN** et « officiellement » le 5 juillet 1962, par la reconnaissance de l'*Indépendance de l'Algérie* par la France. Ces deux dates font, depuis, l'objet de controverses mémorielles, notamment par les Nostalgiques réactionnaires, partisans de l'Algérie française.

Ce n'est qu'en 1999 que l'État français reconnaîtra qu'il y avait eu une Guerre en Algérie et non plus des « événements ». Cette guerre a coûté la vie à 30 000 Français dont 27 000 soldats et à entre 300 000 et 600 000 Algériens. 113 prisonniers politiques algériens du **FLN** ont été guillotins par la France, notamment sur ordre de **François Mitterrand**. Au moment de la proclamation de l'*Indépendance*, il y a 3 000 Militants algériens dans les geôles françaises, la plupart en Métropole.

LES SUPPLÉTIFS ALGÉRIENS

Les **Harkis**, ne sont qu'une des quatre catégories de *Supplétifs Algériens et Musulmans* sous le commandement de l'Armée française. On y trouve les **Harkis** donc, mais aussi les Groupes d'auto-défense – **GAD** et les *Moghaznis* des Groupes Mobiles de Sécurité – **GMS**, qui sont tous composés d'Algériens Musulmans appelés **FSNA Français de Souche Nord-Africaine** et enfin, les **Engagés** dans l'Armée française. Il faut ajouter à cela les **Unités Territoriales** composées de Français de Souche Européenne-**FSE**. Au plus fort moment de la mobilisation des **Harkis** (en 1957), il y en aura 60 000. De toutes les Forces supplétives, ce sont eux qui paieront le prix du sang le plus élevé : officiellement 1 800 morts en « *Service commandé* ».

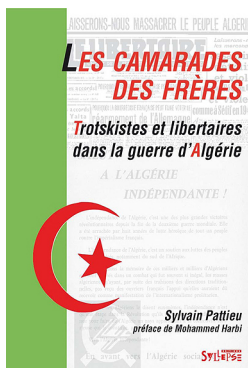
Les **FSNA** furent entre 250 000 et 400 000 à être enrôlés et, selon des estimations diverses, 60 000 furent exécutés par le **FLN** durant la Guerre et surtout après l'**Indépendance**. Certaines familles de **Harkis**, rapatriés en France après 1962, vécurent 20 ans dans des camps de regroupements, insalubres et précaires, dont certains étaient des anciens Camps de concentration de 1940 à 1945, comme Rivesaltes et Saint-Maurice-l'Ardoise.

2 millions de jeunes français ont été mobilisés en Algérie sur 2,8 millions de soldats qui ont servi sous les plis du *Drapeau tricolore*. Quand le sol se dérobe sous les pas de l'Armée française, qui n'arrive plus à contenir l'**Insurrection**, il sera

procédé au **Rappel des Hommes** ayant déjà fait leur **Service Militaire**. Cette Mobilisation n'eut d'égale dans l'Histoire que celle de la **Mobilisation générale de 1939**, au début de la Deuxième Guerre mondiale.

Sylvain Pattieu raconte dans son ouvrage cité en référence : « *En août 1955, Edgar Faure, Président du Conseil, avait déjà procédé au rappel des classes d'âge de 1954 (qui devaient être libérés en novembre) et 1953, ce qui avait provoqué de nombreuses manifestations de ces Rappelés qui refusaient d'aller combattre : le 11 septembre 1955, les Soldats refusent de monter dans les trains à la gare de Lyon à Paris pour se rendre en Algérie ; les Civils s'en mêlent, épouses, familles et amis des "Rappelés", la gare est bouclée ; dans le train où on les a enfin forcés à embarquer, les "Réfractaires" tirent les*

sonnettes d'alarme tous les 300 mètres pour l'obliger à s'arrêter. C'est finalement par avion qu'ils sont expédiés en Algérie. Dans toute la France, des mouvements similaires se produisent : à Rouen en septembre 1955, de violents affrontements opposent les Soldats soutenus par une partie de la population aux Gardes mobiles...



Quand, le 12 avril 1956, le Conseil des ministres décide de mobiliser les Rappelés et d'envoyer le Contingent en Algérie, les manifestations de refus des Rappelés et de ceux qui les soutiennent reprennent et les

trains sont de nouveau bloqués: le 3 mai à Lézignan, le 10 à Saint-Aignant-des-Noyers dans le Loir-et-Cher, le 17 mai au Mans, le 18 à Grenoble; dans les ports aussi des mouvements ont lieu, le 23 à Antibes, le 24 au Havre, le 28 à Saint-Nazaire. Souvent les affrontements sont violents et habitants, dockers et cheminots apportent leur soutien... »

DÉPORTATION ET CONTRÔLE DES POPULATIONS

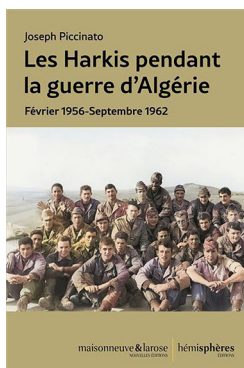
Au plus intense moment de la Guerre, l'Algérie est découpée en trois zones par l'Armée française d'Occupation: **Zone d'Opération**, **Zone de Pacification**, **Zone interdite**. La population comptait alors 8 millions d'Algériens Français de Souche Nord-Africaine (**FSNA**) et un million d'Européens (Français de Souche Européenne – **FSE**) dont 79 % sont nés en Algérie. On dénombre aussi 100 000 Juifs ou « *Israélites* » en Algérie.

Cette guerre fit plus de 2 millions d'Algériens, regroupés de force dans des camps et chassés de leurs terres et 3 millions de Ruraux seront déplacés entre 1954 et 1962, soit un tiers de la Population algérienne en tout et la moitié de la Population rurale. Ce sont les soldes militaires des **Supplétifs FSNA** qui font vivre les gens dans les camps, où meure, en moyenne un enfant par jour.

700 **SAS** (Sections Administratives Spéciales) cherchent à « *faire adhérer la Population algérienne à la fable de la Nouvelle Algérie française* ». 1 400 Officiers militaires les encadrent et 2 000 Instituteurs

français y sont affectés pour la lutte contre l'analphabétisation. 400 centres du Mouvement de Solidarité Féminine (**MSF**), créés par les femmes des Généraux **Salan** et **Massu** (des Humanistes !), sont constitués pour «*émanciper la Femme algérienne*», en procédant, entre autres, à des «*dévoilages*» de force en place publique.

Quand se déclenchent la *Bataille d'Alger* au début 1957 et son équivalent dans les campagnes, le **Plan «Pilote»**, le quadrillage et le ratissage avec les *Commandos de chasse*, va se faire intense et ne laisser aucun répit aux **Maquisards du FLN**. Ceci va les contraindre à se rabattre sur les villes, ce qui conduira à la multiplicité des attentats urbains. «*Il est à noter que les attentats sont le plus souvent des actes qui visent un nombre assez réduit d'individus. On retrouve peu de tuerie de masse*» note **Joseph Piccinato** dans son ouvrage cité en référence.



La torture est présente dès le début de l'*Insurrection*. On estime que 30 à 40% des habitants de la **Casbah d'Alger** furent arrêtés et «*interrogés*» à la «*Mode-Parachutiste*». Dès janvier 1955, **Claude Bourdet** et **François Mauriac** dénoncent ces méthodes. Le *Rapport Wuillaume*, qui confirme cette pratique barbare, est remis à **Jacques Soustelle**, Gouverneur général de l'Algérie.

MANIFESTE DU PARTI DU PEUPLE ALGERIEN

Soustelle approuve le recours à la Torture. Des massacres réciproques vont commencer, dans la Région de Constantine, le 20 août 1955, où 73 Européens et Notables musulmans (dont le neveu de **Ferhat Abbas**, fondateur du *Manifeste du Peuple Algérien*) sont assassinés. En réponse, 12 000 Algériens seront massacrés.

En France même, la répression est féroce contre les Manifestations en faveur des Algériens, le 14 juillet 1953 ou le 5 octobre 1961, quand le Vichyste **Papon** ordonne le massacre et où l'on voit apparaître l'inscription célèbre « *Ici, on noie les Algériens dans la Seine* », ou encore le 8 février 1962 à Charonne. Il y a des morts en nombre parmi les Partisans de l'*Indépendance*, qu'ils soient Français ou Algériens.

Quand **Guy Mollet** se fait élire en 1956 sur la ligne « *Paix en Algérie* » et devient Président du Conseil, il va mener une politique totalement opposée et entièrement dévouée à la préservation de l'**Ordre colonial**. Il est soutenu par le **PCF** qui vote les *Pouvoirs spéciaux* pour ne pas rompre la coalition avec les Socialistes. « *Se faire élire à gauche et gouverner à droite* », sera aussi une grande maxime politique que **François Mitterrand** mettra en œuvre. C'est l'Axiome du Reniement permanent.



VIVE L'ALGERIE LIBRE !

Une répression sauvage s'abat sur l'Algérie
De nombreux travailleurs algériens sont surveillés ou arrêtés.
Le M.T.L.D. et son journal "L'ALGERIE LIBRE" sont interdits.

Le Gouvernement Mendès-Mitterand et la presse pourrie à gages couvrent d'injures et de calomnies les

Résistants Algériens,

A cette campagne de haine destinée à camoufler les menées colonialistes, nous répondons :

Le terrorisme n'est pas un fait isolé, n'est pas provoqué par les émissions de la Radio du Caire.

La révolte est la conséquence de **124 ans d'expropriations, de surexploitation, de répression, de massacres.**

Elle est le seul espoir des fellahs et ouvriers agricoles à 250 fr. par jour, des centaines de milliers de chômeurs, d'émigrés refluant vers les bidonvilles, s'engageant dans une lutte à mort pour l'indépendance, c'est-à-dire contre le colonialisme exploiteur.

Tous unis, malgré les mensonges des uns et le silence des autres (les grands partis dits ouvriers), nous manifesterons notre **solidarité** avec les travailleurs algériens et nous exigeons :

— **le retrait du contingent** et de toutes les troupes d'Afrique du Nord.

Nous ne voulons pas une nouvelle guerre d'Indochine, nous ne voulons pas que nos fils et nos frères sous l'uniforme soient transformés en "chasseurs de fellaghas".

— **la levée de l'interdiction** du M.T.L.D. et de son journal **"L'Algérie libre"**.

— **la libération** de Messali Hadj et de tous les militants du M.T.L.D.

**En avant contre le colonialisme avec
l'Internationale Communiste Libertaire**

LA FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Chaque jeudi, tu lis le « Libertaire » en vente chez ton marchand de journaux. Jeudi prochain 11 Novembre, tu lis notre numéro consacré à l'Algérie. - Adhère à la F.C.L., 145, quai de Valmy, Paris (10) —

Nous ne ferons pas la guerre

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

Cinq-cent-huitième année. - N° 470
HEBDOMADAIRE. - La N° 20 Fr.
JELDI 15 MARS 1956

SECTEUR DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE

Fondé en 1895 par Louis MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 78, rue de Valenciennes, Paris (10)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 2051-76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 32 fr. 1.000 fr.
AUTRES PAYS : 32 fr. 1.250 fr.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande.

La situation est tragique
Alerte à tous les

DANS LA PROVOCATION COLONIALISTE
Gay MOLLET et LACOSTE

au
peuple
ALGERIEN !

OU SONT ILS ALLÉS ?

**LA MÉMOIRE ENFOUIE
DES CAMPS DE REGROUPEMENT
DE LA GUERRE D'ALGÉRIE**

*par Laure Marchand, Le Monde du 1^{er} Avril 2026
(Extraits)*

*...Entre 1954 et 1962, environ 2,3 millions d'Algériens, essentiellement des paysans, sont arrachés à leurs terres et à leurs moyens de subsistance pour être «regroupés» dans des camps. En les déplaçant, les autorités françaises cherchent à couper les Combattants indépendantistes du **Front de Libération Nationale** de leur soutien logistique.*

*Près du quart de la population musulmane a ainsi été parqué dans un des 2 392 «centres de regroupement» administrés par l'Armée française pendant le conflit. «Vu le nombre de personnes concernées, il est aisé d'imaginer l'ampleur des séquelles, ces camps représentent une dimension majeure de la guerre, voire son ossature», estime **Lorraine Rossignol**. Pourtant, de part et d'autre de la Méditerranée, ils ont sombré dans un quasi-oubli...*

*Dans ces centres, essentiellement peuplés par des femmes, des enfants et des hommes âgés, la nourriture manquait et les conditions sanitaires étaient désastreuses. **Fabien Sacriste**, le seul Historien à avoir consacré une thèse (soutenue en 2014) à ces camps, a tenté d'estimer le nombre de morts. Au moins 200 000 personnes, dont deux tiers d'enfants, y auraient péri...*

*Début 1959, **Michel Rocard**, alors jeune énarque en stage à Alger, a été horrifié par ce qu'il a découvert lors*

*de visites clandestines dans les camps et a rédigé un rapport. D'abord enfermé dans un coffre-fort à l'Élysée par le Secrétaire général du Président De Gaulle, il a fini par fuir deux mois plus tard dans **France-Observateur** et **Le Monde**. «Il n'y a pas d'argent pour nourrir les déplacés, alors ils meurent, c'est aussi simple que cela», dira-t-il en 2004 dans **Le Nouvel Observateur**.*

*Au début des années 1960, cette politique autoritaire de transfert des populations a également suscité l'intérêt de Chercheurs. **Pierre Bourdieu** et **Abdelmalek Sayad** ont ainsi montré comment la société algérienne, majoritairement rurale, a été déstructurée. Puis cet aspect de la guerre a été recouvert de silence.*

*En Algérie, «le récit nationaliste a mythifié et héroïsé la paysannerie alors que celle-ci avait été écrasée par la colonisation, ces camps ont été gommés», analyse l'historien **Benjamin Stora**. «En France, il faut attendre l'ouverture des archives militaires sur la Guerre d'Algérie, en 1992, pour que des travaux universitaires démarrent réellement sur ce sujet», souligne **Fabien Sacriste**...*

MESSALI HADJ, L'ÉTOILE NORD- AFRICAINNE, LE PPA, LE MTLD ET LE MNA AU CŒUR DE LA LUTTE POUR L'INDÉPENDANCE ALGÉRIENNE

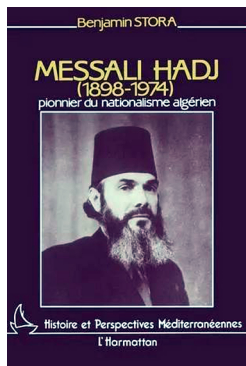
C'est incontestablement, et cela contre tous les «révisionnistes», **Messali Hadj** qui est le véritable Père de l'**Indépendance algérienne**. C'est le

Meeting du 2 août 1936, au Stade municipal d'Alger où il déclare : « *Cette terre bénie est la nôtre, elle n'est ni à vendre, ni à acheter, ni à hypothéquer, ses héritiers sont là et l'Étoile nord-africaine y veillera* » qui est l'Acte fondateur de l'**Insurrection** à venir.

Dès le début et jusqu'à la fin, dans les différentes formes d'Organisations qu'il constitue : l'Étoile Nord-Africaine (**ENA**) en 1926, le Parti du Peuple Algérien (**PPA**) en 1937, le Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques (**MTLD**) en 1945 et le Mouvement National Algérien (**MNA**) fin 1954, **Messali** est pour l'**Indépendance** de son pays.

S'il revendique l'**Égalité des Droits** entre tous, c'est pour alimenter le combat qu'il mène, par une Revendication transitoire, pour l'**Indépendance** et pas pour ce que propose le 1^{er} **Congrès musulman**, du 7 juin 1936 : l'égalité par le rattachement de l'Algérie à la France. Il condamnera cela le 2 août 1936. De même, c'est dans une vision libératrice qu'il revendique, avec l'**Assemblée des Oulémas**, l'application de la *loi de 1905 de Séparation des Églises et de l'État*.

Si le **PCF** transforme, le 17 août 1936, la Région algérienne du PCF en Parti Communiste Algérien (**PCA**), parce qu'il sent la montée en puissance de



la revendication d'*Indépendance*, après le Meeting d'Alger. Dès le 9^e Congrès du PCF de décembre 1937, celui-ci condamne fermement l'*Indépendance de l'Algérie*.

Ce n'est que sur le tard, devant le fait accompli de l'*Insurrection*, que le PCA constituera une «*organisation militaire*», les *Combattants de la Libération*, qui demandera son intégration dans le FLN, ce qui lui sera refusé. Le PCA montera un «*Maquis rouge*» dans la Région d'Orléansville, près d'Oran, qui sera écrasé par l'Armée française en 1956.

Pour **Messali**, pas question d'intégration à la France, seule une Insurrection populaire pourra rompre le lien colonial. Après les massacres de Sétif, Guelma, Kherrata, l'Organisation Spéciale (OS) est constituée en février 1947 ; c'est elle qui vise militairement à préparer l'*Insurrection*. Sa direction est confiée à **Hocine Aït-Ahmed**. L'OS est sauvagement réprimée et démantelée par les Services de répression français en 1950.

Ceci entraîne un processus qui effraie les «*Modérés*» du MTLN qui deviennent majoritaires au Comité central ; ils seront désormais appelés «*les Centralistes*». Ceux-ci, dont beaucoup d'Intellectuels, représentent, selon **Mohammed Harbi**, les intérêts de la petite-Bourgeoisie qui veulent bien que les Masses algériennes se mobilisent pour l'*Indépendance*, mais sous leur contrôle étroit pour éviter tout dérapage et débordement sociaux.

Mohammed Boudiaf, un ancien de l'**OS**, fonde le Comité Révolutionnaire d'Unité et d'Action (**CRUA**) en réalisant une alliance entre Centralistes et Anciens de l'**OS** contre **Messali**. Ce Comité cessera d'exister à la mi-1954 quand les préparatifs de l'**Insurrection** du 1^{er} novembre 1954 commencent. 22 membres anciens de l'**OS** (entrant dans l'Histoire sous le nom du « *Comité des 22* ») désignent un **Conseil de la Révolution** de 5 membres (qui deviendra « *le Comité des 5* »), dont font partie **Boudiaf** et **Ben M'Hidi**, auquel se rajoutera **Krim Belkacem** « *représentant* » des Maquisards de Kabylie.

Pour tordre aussi le coup à une légende noire contre **Messali** et ses Militants, les tentatives de l'Armée française de retourner les **Maquis du MNA** contre le **FLN** auront des résultats extrêmement limités. Le cas le plus connu étant celui de **Mohammed Bellounis** qui se prêtera à ce jeu un temps, tant il était révolté par les massacres des **Messalistes** par le **FLN** surtout par le massacre du village de **Melouza** où plus de 300 villageois, hommes, femmes, enfants, vieillards seront assassinés sauvagement par le **FLN**. Ce massacre provoquera une indignation internationale et nombre d'Algériens vivant en France reviendront en Algérie pour les venger. **Bellounis** basculera à nouveau assez vite dans l'**Insurrection nationale**. Il sera d'ailleurs assassiné par l'Armée française en juillet 1958, « *Mort au Champ d'Honneur de l'Indépendance algérienne* » en quelque sorte. Certains Maquisards Messalistes continueront le combat militaire contre l'Armée française jusqu'en 1962 au Sahara.

Écrasé par le poids des événements et par la répression féroce et sanglante conjointe entre le Gouvernement français et le **FLN**, **Messali** finira par plier et proposera à la France l'ouverture de négociations, sans faire de *l'Indépendance de l'Algérie* la condition préalable, cela pour tenter de continuer à exister et se dégager dans l'étau qui le broyait inexorablement. Il abandonne là, le combat de toute sa vie. **Pierre Lambert** tentera vainement de le dissuader de s'engager dans cette voie. De là, datera la rupture entre les deux hommes qui s'estimaient à un très haut point et qui étaient profondément unis par de nombreuses luttes communes. «*Ni rire, ni pleurer, mais comprendre*» disait **Spinoza**.

*L'œuvre de Mohammed Harbi,
Le FLN, Mirage et Réalité,
à la fois indispensable et indépassable*

C'est le regard à la fois d'un **Historien** du dehors et d'un **Militant** du dedans, qui ne se laisse pas prendre au piège de la *Pensée unique de l'État-FLN-ALN* qui mythifie, transforme et salit tout ce qu'elle touche. Comme il le dit lui-même, c'est aussi une œuvre de *Réhabilitation-Réévaluation* de **Messali Hadj**. Le **FLN** va réécrire l'histoire du **PPA-MTLD**, et de ses trois courants : les *Centralistes* (Comité central), les *Messalistes* et les *Activistes*. Leur but est de faire passer les anciens de l'**Organisation Secrète** (hors *Messalistes*) comme les seuls purs, et les autres comme des attentistes ou des réformistes qui fallait combattre.

Mohammed Harbi commence par poser le cadre d'ensemble : « *Le Nationalisme est porteur d'un projet de **Communauté** et non d'un projet de **Société civile**. Mais cette émergence a été contrariée autant par la permanence de solidarités traditionnelles que par une culture politique fondée sur la rémanence de la **Communauté**.* » Toute la problématique de la *Guerre nationaliste d'Indépendance* est là résumée.



Le Caire, 1960. Mohammed Harbi (à gauche)
avec le président égyptien Gamal Abdel Nasser. (Archives privées.)

Le fait que les Colons français ont massivement exproprié les Algériens de leurs terres, de leur culture et de leur religion pour « *Franciser* » l'Algérie en déracinant la **Culture arabe** et l'**Islam**, entrainera une paupérisation complète qui va faire se mélanger Nation opprimée et Classes exploitées. De fait, défendre sa Terre, sa Culture et sa Religion sont toutes des manières de s'opposer à l'Exploitation et à la Colonisation. Et cela fait que

tout se mélange et cela constitue le drame de la **Révolution algérienne** qui n'est dès lors ni « *bourgeoise* », ni « *démocratique* », ni « *prolétarienne* » et encore moins « *socialiste* ». Ce Melting-pot d'oppressions devient une contradiction mortelle pour le Peuple algérien où tous les choix politiques et de classes se paralysent mutuellement, pour tout laisser aux mains de l'**État-FLN-ALN**.

LE CHOIX NÉFASTE DU TOUT-MILITAIRE

Mohammed Harbi indique clairement le choix du **FLN** de faire de l'affrontement militaire la seule forme de lutte, au détriment de toutes les autres, ce qui lui évitait de se poser le problème de l'Union avec d'autres forces politiques, comme l'**UDMA** (Union démocratique du Manifeste Algérien) de **Ferhat Abbas** qui pliera sous sa férule (l'**UDMA** rejoint officiellement le **FLN** en janvier 1956) ou le **MNA** de **Messali Hadj** qui voulait maintenir son indépendance et qui fut liquidé dans le sang.

Les tentatives du **MNA** de rapprochement avec le **FLN** échouent (**Filali** en mai 1955 et **Debaghine** en septembre 1955). Le **FLN** exige d'abord la dissolution du **MNA**, et d'être le seul représentant pour négocier avec la France. **Messali** souhaite que tous les Mouvements engagés dans la lutte pour l'**Indépendance** puissent participer à la négociation et qu'à la fin, ce soit le Peuple algérien qui tranche. C'est la logique de la Constituante élue et souveraine. C'est le **Pluralisme** démocratique et politique contre le **Monolithisme** politique de type stalinien.

En procédant ainsi, en liquidant les Opposants, en passant par l'Armée, la Clé de Voûte du système du **FLN** était l'**ALN** : « *L'Armée se présente comme le principal canal d'ascension sociale d'élites nouvelles issues du monde rural. Mais ces élites devant lesquelles s'ouvrent, en un laps de temps très court, des carrières jadis inimaginables, n'avaient rien à voir avec le **Monde du Travail** et savaient, par expérience, que leur accès à l'État dépendait d'Appareils forgés sur la base de l'**expropriation politique du Peuple**. De leur ancienne condition, ne perdurera que la volonté de revanche sociale. Après les **Ottomans** et les **Français**, les **Algériens** se donnaient de nouveaux Maîtres, cette fois, issus d'eux.* » Tout le **FLN** est là.

Quand **Messali Hadj** formule le Programme de l'**Étoile Nord-Africaine (ENA)** en 1927, on y voit à la fois les éléments démocratiques et égalitaires (Abrogation de l'odieux *Code de l'Indigénat* et Instruction obligatoire en arabe), et sociaux (Reconnaissance par l'État algérien du Droit syndical, de coalition et de grève, élaboration de lois sociales, confiscation des grandes propriétés terriennes, nationalisation des biens d'intérêt général et des services). Il y a bien des frontières de classes et des choix politiques qui s'y expriment dans le cadre général de l'**Indépendance de l'Algérie**. Sous le **Régime de Vichy** à Alger, nombre de Pionniers de l'**ENA** paieront de leurs vies en prison de rester fidèles à ce programme.

Tout autre est le choix de **Ferhat Abbas** quand il lance le ***Manifeste du Peuple algérien***, le 10 février 1943, Manifeste qui est accepté par ce qui reste du

Régime de Vichy à Alger, après l'*Opération Torch* de débarquement des Alliés en Afrique-du-Nord. **Abbas** propose un État algérien fédéré à la France. Se constituent alors les **AML** (Amis du Manifeste et de la Liberté). **Messali** essaie, sans succès, d'y insuffler des revendications sociales et politiques comme l'**Assemblée constituante souveraine**.

Quand l'État Français se reconstitue après **Vichy**, la Bourgeoisie algérienne que représente **Ferhat Abbas** finira par y concéder du bout des doigts, car la situation a changé. Dès avril 1946, l'**UDMA** rompt avec le **PPA** pour participer aux élections truquées de l'Administration française. En septembre 1944, contre les **AML**, le **PCF** crée les *Amis de la Démocratie*.

LE FLN, MYTHES ET RÉALITÉS

L'ouvrage de **Mohammed Harbi** montre bien que – contrairement aux délires anti-communistes du 5^{ème} **Bureau de l'Armée française** partisan de la *Guerre révolutionnaire* contre l'**Insurrection nationaliste** pour l'**Indépendance de l'Algérie**, l'Insurrection n'était en rien le produit d'un complot dirigé par l'**URSS** ou la **Chine** de **Mao**.

Même s'il est exact de dire que le **FLN** utilisait les méthodes sanguinaires du **Stalinisme** et calquait ses méthodes de fonctionnement et d'endoctrinement sur celui-ci. Sinon comment expliquer que le résultat concret de la lutte pour l'**Indépendance** a débouché sur l'éradication

complète du **Parti Communiste Algérien**? En ce sens, le **FLN** suivait les pas de **Messali Hadj** qui avait rompu définitivement avec le **PCF** en 1933. D'ailleurs, juste après l'Indépendance, le **FLN** au pouvoir interdira le **Parti Communiste Algérien (PCA)**. Il retournera la Thèse du *Parti unique* contre les Staliniens.

Rappelons que 1925 voit la naissance de l'**Étoile Nord-Africaine** qui se démarque dès le début du **PCF** en se fixant pour but l'**Indépendance** de l'Algérie. En 1928, éclate la crise ouverte avec le **PCF**, ce qui conduit **Messali Hadj** à prendre la Direction de l'**ENA** en 1928. L'**ENA** est interdite une première fois en 1929. Le 28 mai 1933 c'est la rupture définitive avec le **PCF**. En 1937, l'**ENA** est une nouvelle fois interdite, cette- fois-ci par le Gouvernement de **Front Populaire**. Le 31 mars de la même année, **Messali** fonde en réaction le **PPA** (Parti du Peuple Algérien).

Le **FLN** a eu besoin du «*Bloc de l'Est*» et de la **Chine** pour s'armer, résister et combattre, mais cette dépendance ne s'est pas traduite, comme à **Cuba**, par un alignement progressif et complet sur le **Stalinisme**. Le fait que le **PCF** ne se soit jamais prononcé avant l'**Insurrection** pour l'**Indépendance de l'Algérie** et qu'il prônait l'assimilation et la coopération avec la France, et était même la défense de l'**Empire colonial** à partir de 1941, a laissé bien des traces ineffaçables. Le 9 novembre 1954, le **PCF** condamnera fermement le début de l'*Insurrection* conduite par le **FLN**.

La lutte mythifiée du **PCF** s'est faite sur « *Paix en Algérie* », comme pour l'Indochine, « *Paix* » entre les Colonisateurs et les Colonisés. Cela mettait chaque partie à égalité et lui évitait de se prononcer sur la question de l'**Indépendance**, pour ne faire de la lutte des Peuples indochinois et algériens qu'un épisode militaire et non politique pour l'**Indépendance nationale**. Les mêmes aujourd'hui nous rejouent ce scénario avec la « *Paix juste et équitable* » entre les **Sionistes-Fascistes** et les **Palestiniens**. Quelle « *Paix Juste et Équitable* » peut-il y avoir entre les Génocidaires israéliens et les Palestiniens massacrés ?

C'était le remake de ce qui s'était passé en Espagne à partir de 1936. Les **Staliniens** ont toujours dit qu'en Espagne il s'agissait d'une **Guerre** et non d'une **Révolution**, car dans une Révolution, s'allier avec un secteur de la bourgeoisie était une trahison, alors qu'en cas de guerre (comme avec **De Gaulle** de 1941 à 1944), cela devenait un « *accommodement raisonnable* ». On se bat militairement avec qui on peut. Et « *les ennemis de mes ennemis sont mes amis* », sauf que ceux-ci finissent toujours par se retourner contre leur amis d'hier. **Tchang Kaï-chek** en est un bel exemple.

L'**Indépendance** montrera aussi que le **FLN** n'est nullement *Soviétique, Centralisé, Jacobin*, mais que c'est un conglomerat d'intérêts différents et souvent contradictoires, où souvent les luttes de Pouvoir sont des luttes de personnes. Leur seule unité était la lutte pour l'**Indépendance nationale**. Une fois

celle-ci acquise, c'est la confrontation qui s'exprime ouvertement.

LE FLN, UN CONGLOMÉRAT D'INTÉRÊTS PARTICULIERS

Dans le **FLN**, il y a plusieurs pôles qui s'affrontent : d'un côté, **Ben Bella**, qui joue son destin personnel et sert les intérêts de sa clientèle, de l'autre, le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (**GPRA**) avec ses Ministres. On trouve aussi les **Wilayas** (Collectivités territoriales) qui oscillent entre les deux, et l'**ALN**, Armée dite des « *Frontières* » qui attend son heure avec **Houari Boumedienne**, qui deviendra Chef d'État-Major de l'**ALN** le 18 janvier 1960.

L'**ALN** en 1962, a un effectif dans « *l'Intérieur* » de l'Algérie de 5 000 soldats (environ 1 000 à 1 200 par Wilaya) et de 40 000 hommes à l'extérieur : 25 000 en Tunisie et 15 000 au Maroc. L'**ALN** de « *l'Extérieur* » a très peu participé à des combats et a eu une vie à peu près tranquille et confortable qu'elle voudra perserver plus tard dans la Bureaucratie d'État. L'essentiel des combats a été mené de « *l'Intérieur* » par les Wilayas. Ceci aura des incidences après l'*Indépendance* dans les questions de Pouvoir. **Houari Boumédiène**, qui en est à la tête, est à l'origine un Étudiant et n'a appartenu à aucun Parti avant son adhésion au **FLN**.

Dans un Rapport de 1957, **Abbane Ramdane**, la Tête pensante politique du **FLN**, qui sera assassiné le 6 décembre 1957 par le **FLN** pour

laisser la place au Tout-Militaire, écrira : « *Chacun de nous devra faire son examen de conscience. Des sommes énormes sont dilapidées par nous à l'extérieur. L'esprit d'économie n'existe chez aucun d'entre nous. Nous vivons dans des palaces, au moindre de nos déplacements, nous louons un taxi, des voyages inutiles et onéreux sont effectués par des nôtres. Tous les jours des millions sont ainsi gaspillés alors que le **Peuple** dans certaines régions, comme à Ténès par exemple, mange de l'herbe.* »

Le **Conseil National de la Révolution Algérienne**, où participent toutes les tendances du **FLN**, adopte à Tripoli (Libye) le 28 mai 1962 une résolution très critique (« *projet néo-colonialiste* ») des **Accords d'Évian**, qui a été conclu par les Ministres du **GPRA**. Il faudra la **Charte d'Alger**, adoptée par le 1^{er} Congrès du **Parti du Front de Libération Nationale** réuni à Alger du 16 au 21 avril 1964, pour redonner un semblant d'unité au **Front**.

Mahommed Harbi fait plusieurs tableaux des Responsables de Wilaya. Leurs origines sont très variées. Il y a une majorité de permanents du **FLN**, bien sûr, mais aussi des Employés, des Commerçants, des Avocats, des Agents de la SNCF, des Étudiants. Cette diversité va disparaître avec le temps. Dans le **Tableau des Épurés**, on voit les raisons évoquées : refus de la prédominance des Militaires, complot contre le **GPRA**, Régionalisme, rapports sexuels avec une combattante, homosexualité, rencontres avec **De Gaulle**.

De mars 1962, jusqu'à la mi-juillet de la même année, l'**ALN**, qui va prendre le nom de **ANP**

(Armée Nationale Populaire) **après l'Indépendance**, se comporte correctement avec les **Supplétifs FSNA** et les **Français** encore présents. Mais après, c'est le bain de sang et la répression la plus totale. C'est sans doute une conséquence de la lutte pour le Pouvoir où chacun veut être plus « *patriote* » que le voisin, comme en France à la **Libération**. Cela ressemble parfaitement aux luttes des clans dans la Bureaucratie stalinienne en Russie ; c'est sans doute sur cet aspect que le **FLN** est un peu « *Soviétique* ».

Les **Wilayas** 2, 3 et 4 soutiennent le **GPRA**, les **Willayas** 1, 5 et 6 sont avec **Ben Bella** et **Boumediene** (Armée des Frontières qui rentre en Algérie en juillet). La Wilaya 1 est celle des Aurès, la 2 celle du Nord-Constantinois, la 3 est celle de la Kabylie, la 4 est celle de l'Algérois, la 5 est celle de l'Oranie, et la 6 est celle du Sahara. La **Fédération de France du FLN** – très importante en Militants et Responsables, et surtout en soutien financier, récolté souvent par la terreur – était appelée par certains, mais pas par tous, « *la Wilaya 7* ».

Dès leurs constitutions, les **Wilayas** sont autonomes et il n'y aura pas de Commandement militaire vraiment centralisé. C'est un peu ce modèle que les **Gardiens de la Révolution** en Iran ont mis en œuvre. C'est d'ailleurs ce qui a évité de faire décimer toutes les Directions militaires lors des bombardements USA-Israël pour décapiter l'État-Major des **Pasdarans** afin d'éviter des ripostes. On sait que, grâce à ce dispositif décentralisé, ces ripostes ont eu lieu avec une

certaine efficacité contre les bases US au Moyen-Orient.

Fin août 1962, c'est « *la Marche sur Alger* » avec le **Bureau Politique du FLN** où les Wilayas 1, 2, 5 et 6 se battent avec l'Armée des Frontières contre la Wilaya 4. Le 20 septembre, l'**Assemblée constituante** élue donne le pouvoir à **Ben Bella** qui fait son entrée à Alger. 250 000 Algériens, exilés en Tunisie et au Maroc, font aussi leur entrée sur le territoire de la « *Mère-Patrie* ». Ils s'emparent souvent des biens et des habitations des Français partis.

UN BONAPARTISME SANS RÉELLE BASE SOCIALE

Mohammed Harbi note : « *Lorsque le cessez-le-feu intervient, le 19 mars 1962, le **FLN** est devenu un instrument de Pouvoir. Né pour surmonter l'impossibilité, pour chaque Groupe social, d'affronter seul les problèmes de la constitution de l'Algérie en Nation, le **FLN** possède d'emblée tous les traits que son histoire va développer : centralisme autoritaire et mystique du Secret, exclusivisme, recours à la Terreur pour développer le sentiment de Solidarité nationale, brider les égoïsmes de classe et les particularismes, intégration de la **Religion** au système d'Autorité, rejet d'une base de classe stable et priorité donnée à la préservation de l'Appareil par rapport aux aspirations tant ouvrières que bourgeoises.* » C'est le propre du **Bonapartisme**.

Les Dirigeants du **FLN** sont tiraillés entre deux mondes : l'**Occidental** où l'Individu et la vie privée

priment tout et le **Monde islamique** où l'individu se définit par rapport à la Communauté. *«La religion a joué, en Algérie, un rôle qu'elle n'a jamais eu dans aucun autre pays arabe. La destruction de l'État des **Deys** et des Communautés de base (**Tribus**) a précipité les Algériens vers ce qu'il y a de plus intérieur dans l'Homme, la Religion. L'Islam a été le substitut de l'État avant d'en devenir l'âme».*

*«Le **Programme de Tripoli** (août 1961) reflète une vision nationaliste et populiste qui sacralise et idéalise le **Peuple** et en même temps déifie l'**État**. La référence à la **Religion** est introduite à la demande de **Ben Bella**, qui remet en question la **Laïcité de l'État** et celle du **FLN**. »* Rappelons que cela se fait en tournant le dos à toute l'Histoire des **Nationalistes algériens** qui, du petit-fils d'**Abdel-Kader** à **Messali Hadj**, en passant par l'**Assemblée des Oulémas** exigeaient l'application de la loi française du **9 décembre 1905 de Séparation des Églises et de l'État**.

On a vu que le rôle de l'Armée **ALN-ANP** est au cœur de la Question du **FLN**. **Mohammed Harbi** reprend la célèbre formule de **Mirabeau** à propos de la Prusse de **Frédéric II** : *«Ce n'est pas un État qui a une Armée, c'est une Armée qui a un État»*. Dans notre ouvrage collectif de la **Libre Pensée**, *Judéïcité, Laïcité et Libre Pensée*, nous avons aussi appliqué cette formule judicieuse pour *Tsahal* et l'**État d'Israël**.

Judéïcité, laïcité et Libre-Pensée

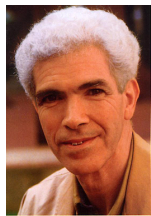


Collectif

THOULIER
RÉSISTANCES

Mohammed Harbi souligne 4 faits :

- « *Il faut d'abord souligner que c'est le défaut de développement national qui a, en grande partie, déterminé le cours de l'Histoire algérienne. C'est la Force qui a forgé la Nation et qui l'a unifiée* ».
- « *En novembre 1954, ce n'est pas la mise en mouvement de la force populaire qui a sécrété l'Armée, mais la constitution de noyaux armés qui est à l'origine de la mobilisation populaire* ».
- « *Au cours de l'été 1962, la pression populaire ne s'est manifestée qu'à Alger le 19 et 30 août, pour renvoyer dos à dos des cliques armées qui étaient la base des coalitions en présence. Par sa nature de Bureaucratie hiérarchisée, l'Armée extérieure avait un avantage sur tous les autres Appareils de la Révolution, y compris le GPRA, qui subissaient une infinité d'intérêts particuliers. Elle a pu dépasser les Régionalismes et prendre la forme d'un Instrument politique centralisé à un moment où les forces de la Révolution nationale étaient menacées de dispersion et de démoralisation* ».
- « *La contribution d'Aït Ahmed et Boudiaf (Mohammed) à l'hégémonie de l'Armée sur l'État, avant comme après 1962, n'est pas mince... On eut, après 1962, plusieurs exemples de l'opposition des Soldats à leurs chefs... N'est-ce pas d'ailleurs pour ces raisons que Boudiaf et Aït Ahmed, croyant à un retournement possible de l'Armée, se sont lancés dans l'action armée contre le Pouvoir de Ben Bella, renforçant du même coup le Colonel Boumediene ?* »



Mohammed Harbi
Une vie debout

Mémoires politiques
Tome 1 : 1945-1962

LA BUREAUCRATISATION PERMANENTE

Il en tire la conclusion suivante : « *Pour les chefs de file de la **Bourgeoisie bureaucratique** dans l'**Armée** et dans l'**Économie**, les concessions faites aux **Masses** n'étaient tolérables qu'autant qu'elles les liaient au **Régime** sans bouleverser les **Hierarchies sociales** et sans remettre en cause la suprématie du Pouvoir d'État. La lutte sociale des **Travailleurs** aboutit donc à l'expropriation de la **Bourgeoisie européenne**, mais au profit de la Bureaucratie qui élargit considérablement ses bases sociales et acquiert la possibilité de subordonner le processus économique à ses propres fins...* »

*Le morcellement du Pouvoir en entités quasi-féodales, dirigées par des Chefs inamovibles, au style de travail monocratique, favorise l'affirmation d'un arbitre tout-puissant, le Colonel **Houari Boumediene**. Ce fut l'homme qui apporta la stabilité à une Bureaucratie et qui incarna au plus haut point la Promotion sociale, à un moment où la Rente pétrolière permit d'ouvrir les canaux de l'Ascension sociale. »*



Alger, après l'indépendance.
Ben Bella (à gauche), Mohammed Harbi (au centre),
alors responsable de l'autogestion. (Archives privées.).

La comparaison avec **Joseph Staline**, protecteur, fédérateur et dominateur de la **Bureaucratie russe** naissante, est frappante. La seule différence de taille est que la **Bureaucratie du FLN** n'est pas le produit d'une Révolution prolétarienne authentiquement Communiste, qui dégénère

du fait de son isolement. Pour paraphraser **Goethe** : « *Au début était déjà la Bureaucratie dans le FLN* » et son Pouvoir était soutenu par des secteurs entiers de l'Impérialisme, dont la France de **De Gaulle**, avec qui elle troquait l'exploitation du Pétrole au Sahara contre l'aide économique prévue par le *Plan gaulliste de Constantine*.

Khrouchtchev (au pouvoir en **URSS** du 7 septembre 1953 au 14 octobre 1964) avait averti **Ben Bella** : « *Nous ne pourrions pas supporter deux Cuba. Vous avez un bon partenaire, le Général De Gaulle, gardez-le.* » Après 1988, le **FLN** au pouvoir abandonnera toutes références au **Socialisme** pour la clarté des choses, c'est un peu l'équivalent de la proclamation « *du Socialisme dans un seul pays* » de **Staline** contre « *la Révolution permanente et mondiale* » de **Lénine** et de **Trotsky**.

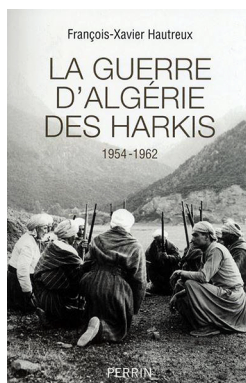
Si le fonds politique est différent entre ce qui s'est passé en **URSS** – qui fut au point de départ, répétons-le, une vraie **Révolution prolétarienne et socialiste** – et l'**Algérie** – qui fut une **Révolution nationaliste** pour arracher l'**Indépendance** – on peut voir que les formes de la Bureaucratisation, par contre, sont similaires en certains points

Les Harkis

Traditionnellement, les Algériens sont partagés depuis des lustres entre deux Tribus principales : les **Raïas** et les **Makhzens**. Ces derniers, depuis l'**Empire ottoman** fournissaient de l'aide pour récolter les impôts en échange de terres et

d'avantages fiscaux. À partir de 1830 (Conquête française), ils changeront tout naturellement de Maître et seront un terreau privilégié pour être les **Supplétifs de l'Armée française**. Armer une Tribu contre une autre, (diviser pour mieux régner) est l'un des fondements de l'Ordre colonial.

Comme le note également François-Xavier Hautreux : *« Depuis la conquête de 1830, l'Administration française avait en effet toujours su s'assurer le soutien et la participation d'une partie de la société algérienne : Caïds, Aghas, Bachagas, Gardes champêtres et policiers constituaient une petite société permettant à la France d'établir son Ordre, à légitimer son Autorité étrangère par le relais indigène. »*



Il a souvent été fait, par le **FLN**, la comparaison entre l'action des **Supplétifs musulmans** encadrés par l'Armée française contre l'**Indépendance de l'Algérie** et les épisodes de la **Collaboration** sous **Vichy** avec le **III^e Reich**. **Bouteflika** l'a fait encore il y a quelques années. Il y a bien des points communs, mais il faut bien discerner le dispositif.

Les **Supplétifs** ont fait le choix de lutter contre leurs **Frères algériens** pour bien des raisons, pas toujours réfléchies ou rationnelles, pas toujours pour de bas intérêts matériels (même si l'Armée

française les dénommera « *les Harkis de la gamelle* »), mais quelquefois pour se venger contre les exactions du **FLN** et aussi très souvent par le biais de leur appartenance à leur douaires, clan, tribu, leurs liens familiaux ou par le biais du hasard tout court.

Une étude publiée en 2004, portant sur 160 foyers de **Harkis** en France, montre que 23 % le faisaient pour des raisons familiales, 12,5 % pour leur sécurité, 11 % du fait de leur Conscription (ils étaient appelés sous les Drapeaux comme les autres Français), 11 % du fait des exactions du FLN, 11 % parce qu'ils étaient pro-français, 9 % pour commencer une carrière militaire, 9 % par les pressions de l'Armée française et 8 % pour des raisons économiques. Le film *Lacombe Lucien* montre à peu près la même chose pour la *Milice* et la *Collaboration* pendant le *Régime de Vichy*.

UNE CERTAINE RAISON DANS LA COMPARAISON

Si l'on devait faire un parallèle, on pourrait dire que :

- Les **Harkis** seraient la **LVF** (Légion des Volontaires Français contre le Bolchevisme) combattant sous l'uniforme militaire ennemi.
- La **Milice** serait les Groupes d'autodéfense – **GAD** et les *Moghaznis* des Groupes Mobiles de Sécurité – **GMS**.
- Le 5^{ème} **Bureau** de l'Armée française et ses dépendances locales, seraient le **PPF** (Parti Populaire Français) de **Jacques Doriot** et le **RNP** (Rassemblement National Populaire) de

Marcel Déat, l'armature «*politique*» de la *Collaboration*.

Maurice Papon, un spécialiste du *Vichysme*, constituera aussi la **Force de Police Auxiliaire à Paris** composée de 400 **Harkis** dont l'uniforme ressemblait comme deux gouttes d'eau à celui des **CRS**. Ils étaient à ses ordres exclusifs, échappant à tout autre contrôle. Cette force s'illustrera de manière sanglante et particulièrement barbare, odieuse et ignoble contre les Algériens en France, tant **FLN** que **MNA** et surtout dans les XIII^e et XIV^e arrondissements de Paris à forte présence musulmane et dans les bidonvilles à la périphérie. La comparaison avec la *Milice de Darnand* est là évidente.

Il y aussi un parallèle que l'on peut oser : quand la *Libération* viendra en 1945 en France et en 1962 en Algérie, les Pouvoirs des deux pays s'efforceront d'effacer les traces de la «*Collaboration*» en la minimisant. La France reniera tous ses engagements vis-à-vis des **Harkis**, les laissant à l'abandon, leur interdisant de venir en France et quand ils y étaient, en les renvoyant en Algérie.

VICTIMES DU SYSTÈME ET DE LEURS CHOIX

Cette trahison de la France conduira la **Communauté Harki** à la misère et à la détresse, relatant et ruminant sans cesse son malheur, sans jamais pouvoir tirer les leçons de leurs choix qui les avaient conduits à une impasse totale. Tous les

auteurs d'ouvrages sur les **Harkis** font le même constat, même plusieurs générations après, les **Harkis** reviennent sans cesse sur la trahison honteuse de la France et les exactions du **FLN**, mais jamais ne cherchent à comprendre ce qui s'est réellement passé.

Les études publiées dans ces ouvrages montrent que si leurs descendants, qui n'ont pas connus les massacres, puis les camps, semblent moins rongés par ces événements et ces blessures, un certain nombre s'en servent pour excuser leurs échecs en France. Les études sociologiques indiquent que si les Français dans leur ensemble estiment que l'abandon des **Harkis** fut méprisable, cela n'efface en rien leur choix de servir la France contre le Peuple algérien aspirant à l'**Indépendance**. « *Les Harkis ont pu être dupés, mais ils se sont laissés prendre au jeu, et c'est ce qui les torture* ».

Du côté algérien, on spolia leurs biens et leurs terres en écrivant aussi l'*Histoire des Vainqueurs*. On oubliera bien vite l'**Article 2** des **Accords d'Évian** signés le 18 mars 1962, entre la France et l'Algérie stipulant : « *Nul ne pourra faire l'objet de mesures de Police ou de justice, de sanctions disciplinaires ou d'une discrimination quelconque en raison :*

- *d'opinions émises à l'occasion des événements survenus en Algérie avant le jour du scrutin d'autodétermination*
- *d'actes commis à l'occasion des mêmes événements avant le jour de la proclamation du cessez-le-feu.*
- *Aucun Algérien ne pourra être contraint de quitter le territoire algérien ni empêché d'en sortir. »*

Les deux pays se ligueront de fait pour évacuer la question des **Harkis** en la mettant sans cesse sous le tapis. Ce qui fera dire à **Mohammed Harbi** qu'ils furent les victimes de « *deux monstres froids* » : la France et l'Algérie. Se pose alors la même question que celle qui s'est posée pour les enfants des **Nazis** en Allemagne : les enfants des **Harkis** sont-ils responsables des actes de leurs parents, même si par nécessité et par leur histoire familiale, ils s'approprient l'engagement de leurs parents ? C'est toujours le spectre hideux de la **Responsabilité collective** qui refait surface. Pour l'Algérie actuelle, la réponse est sans doute positive, puisque ces Enfants sont interdits de séjour sur la terre de leurs ancêtres.

Cet effacement de la Mémoire a commencé tôt. Longtemps les **Harkis** seront indiqués comme « **Goumiers** » : Unités d'infanterie légères de l'Armée d'Afrique composées de troupes autochtones marocaines sous encadrement essentiellement français. Ces unités ont existé depuis la mi-1800 : Campagne d'Italie en 1859, du Sénégal en 1860, du Mexique, d'Alsace-Lorraine en 1870, et du Tonkin de 1883 à 1886. On les appelle aussi **Zouaves**, **Spahis**, **Turcos**, **Tirailleurs** dans les circulaires de l'Armée française, comme s'ils n'existaient pas en soi.

L'Armée française était prise dans une contradiction permanente : en enrôlant les **Supplétifs Musulmans** ou en les plaçant sous son Commandement, elle craignait en permanence de constituer de fait l'embryon d'une **Armée**

algérienne qui aurait pu servir, contre ses intérêts, dans l'*Insurrection*, puis dans une Algérie indépendante. D'où les tergiversations permanentes sur leurs rôles, leurs statuts, leurs rémunérations, leurs droits, leurs fonctions, qu'elle précarisait en permanence.

D'autant que nombre de **Harkis** cotisaient clandestinement au **FLN**, comme pour avoir une police d'assurance en cas de retournement de la situation. Mais, comme dans toute assurance, il y a des risques de ne pas être couvert pour tout. Nombre d'entre eux furent quand même massacrés à l'*Indépendance*.

DÉTAILS DES CORPS DE SUPPLÉTIFS

Il y a aussi, dans les **Forces supplétives FSNA**, les 34 Groupes Mobiles de Police rurale (**GMPR**). Un Groupe est composé de 86 hommes, 1 Officer, 5 Sous-Officiers, 13 petits Gradés, 64 Hommes de Troupe et 3 chauffeurs. Ils sont répartis en un Peloton motorisé, un Peloton de Cavalerie et une Section d'Infanterie. Un Homme touche 21 000 Francs par mois, le salaire moyen d'un Agriculteur est de 16 900 Francs. En mars 1955, ce sont majoritairement des Goumiers marocains, environ 2 000.

On dénombre 20 000 *Moghaznis*, ces Algériens, membres des Groupes d'Autodéfense (**GAD**), chargés de la protection des villes, des villages, présumés « *acquis à la France* ». Ils se regroupent entre les **SAS (Sections Administratives Spécialisées)** et des **SAU (Sections Administratives**

Urbaines). Ils seront l'objet d'une intense propagande par les cadres militaires de la « *Guerre révolutionnaire* ».

La théorie qui appelle à leur constitution est empruntée à **Mao Tsé-Toung** pour qui la population est l'eau dans laquelle vivent les poissons ; plus d'eau, plus de poissons. Ils ne sont pourtant pas rémunérés comme les **Harkis** et les **Groupes Mobiles de Police Rurale**. Ils sont endoctrinés dans les Centres de Formation civique et militaire (**CFCM**) qui sont 13 en octobre 1959 et 90 dans le courant de 1960.

Les **Unités territoriales** sont composées de 16 500 hommes, nés en Algérie, ayant accompli leur Service militaire. Ils sont donc eux aussi des « *Rappelés* », essentiellement **FSE** (Européens) et plus rarement **FSNA** (Algériens).

Les **Harkis** étaient enrôlés pour une journée, avec parfois, selon leurs statuts, le Droit à la Sécurité sociale, à la Législation sur les Accidents du Travail, ou pas. Quand ils mouraient, pour une raison ou une autre, même dans les combats, ils n'étaient jamais « *Morts pour la France* » du point de vue militaire. Seulement 10,7 % sont reconnus « *Morts pour la France* » à titre civil pour éviter des pensions aux familles ou verser des pensions moindres, le Militaire l'emportant toujours sur le Civil.

Une **Harka** (unité de Harkis) est théoriquement composée de 100 hommes, 61 de Seconde classe, 25 de Première classe, 10 Caporaux et 4 Sergents.

Ils peuvent être éclatés en petite Section entre 15 et 30 membres. Aucun **Harki** ne peut accéder au Grade d'Officier. Ils ont un Statut de sous-ordre très précaire, contrairement aux **FSNA** engagés dans l'Armée régulière. Il n'y a aucun recrutement de **Harkis** dans les villes, c'est un phénomène purement rural.

Les **Harkis** se trouvent très majoritairement dans les Unités d'Infanterie qui demandent le moins de compétence et de qualification. Globalement de 1954 à 1956, ils sont plus utilisés pour le **Renseignement**, mais plus tard, quand le Conflit s'ensanglante, ils seront plus au Feu dans les Unités combattantes. C'est quand le Général **Raoul Salan** prend le commandement en Algérie en 1957, qu'il va les « *utiliser* » pour les combats directs, car il met en œuvre un Quadrillage croissant.

UN ENGAGEMENT RENFORCÉ AU SERVICE DE L'ARMÉE FRANÇAISE

C'est le Général **Maurice Challe**, qui prend le commandement en décembre 1958, qui va accroître encore plus leur engagement dans les combats. Quand les Troupes d'élites des Parachutistes, entre autres, affrontent et défont les unités de l'ALN et des **Maquis**, ce sont les Commandos de chasse des **Harkis** qui terminent le sale boulot. Plus les combats sont durs et s'intensifient, plus les **Harkis** sont impliqués, et plus la Haine des **Algériens indépendantistes** va se décupler contre eux.

L'une des tactiques de l'Armée française est de retourner les Maquisards du **FLN** et de l'**ALN** pour en faire des **Harkis** ; on en compte à peu près 3 000 dans ce cas. Ceux-ci sont sur la corde raide : ils ont trahi leur Patrie (comme tout **Harki** d'origine) et aussi leur camps d'hier, car ils ont rejoint l'Armée ennemie. Ils sont doublement traîtres. Ils sont donc d'une brutalité et d'une sauvagerie sans pareil, car ils risquent de tout perdre, la vie en premier. C'est eux qui forment l'essentiel des 6 000 **Harkis** de Commandos de chasse, comme le **Commando Georges** de sinistre mémoire.

Il y a aussi des Femmes algériennes dans les **Harkas**, les «*Harkettes*». Elles agissent dans le cadre des Équipes Médico-Sociales itinérantes (**EMSI**) en parallèle avec l'action des **SAS**. Mais le constat tiré est plutôt négatif car, certes les **EMSI** «*contribuent à l'émancipation de la Femme algérienne, mais ne servent pas assez le but final qui est l'action psychologique* (la Propagande française)». L'Armée française enrôlera même des Mineurs, à partir de 1958, pour en faire des Enfants-Soldats. Sur les 1 800 **Harkis** tués au combat, il y aura 173 Mineurs, installés, sans aucun ménagement du fait de leur jeune âge, directement sur la «*Ligne de Front*».

Début 1957, il y a 14 000 **Supplétifs FSNA** de mobilisés, 16 % dans les 66 **Harkas**, 25 % dans les Groupes d'Autodéfense (**GAD**), 25 % dans les 84 Groupes Mobiles de Police Rurale (**GMPR**) qui deviennent en mars 1958, les Groupes Mobiles de

Sécurité (**GMS**). Les désertions au profit du **FLN** se multiplient, 1,57 % dans les Forces supplétives, 4,43 % dans les Unités régulières, soit près de 2 000 hommes qui rejoignent les **Maquis FLN**.

Le 19 mai 1961, **De Gaulle** ordonne l'interruption des opérations offensives, ce qui accroît les inquiétudes des **Harkis** pour leur avenir. Quand se profile l'**Indépendance** (Fin 1961-Début 1962), les désertions des **Supplétifs musulmans** et des **soldats algériens de l'Armée française** avec leurs armes augmentent de manière exponentielle, ce qui renforcera la Volonté d'Indépendance du Peuple algérien. D'autant que le nombre de **Supplétifs musulmans** diminue drastiquement, ils sont 60 000 en 1961 et 42 000 en mars 1962.

L'Armée française leur propose trois choix : un engagement dans les troupes régulières, un engagement civil de 6 mois ou un « *licenciement avec prime* ». Ils sont 4,8 % à choisir le premier, 9 % le second et 87,8 % le troisième, ce qui implique leur retour immédiat dans la vie civile, sans aucune protection militaire.

L'une des craintes, au-delà des grandes déclarations humanistes du Gouvernement qui déclare « *vouloir protéger toute personne menacée pour sa vie* », est que les **Harkis** renforcent l'**OAS**. Sous couvert de les protéger, le Gouvernement va donc les enfermer dans des camps, ce qui permet de mieux les surveiller. Cela entraîne une crise gouvernementale entre **Louis Joxe** – qui exige que les Officiers français, qui ont fait venir en

Métropole par divers moyens, pas toujours légaux, les **Harkis** qui étaient sous leurs ordres en Algérie, soient sanctionnés durement – et **Pierre Messmer** qui lui rappelle que c'est une affaire qui ne concerne que l'Armée, tout en manifestant publiquement son accord avec **Louis Joxe**, solidarité ministérielle oblige.

LES HARKIS, EN QUÊTE PERMANENTE DE RÉHABILITATION ET DE RECONNAISSANCE

De 1962 jusqu'à nos jours, les **Harkis** et leurs descendants vont mener un combat pour obtenir plus de réparations financières de l'État français et une reconnaissance pour leur rôle dans la **Guerre d'Algérie** aux cotés et au service de l'Armée française. Les **Harkis** reçoivent le statut d'Anciens-Combattants en 1974. En 2001, **Jacques Chirac** décrètera la **Journée du 25 septembre** comme « *Journée d'Hommage aux Harkis* ».

La loi du 23 février 2005 leur accordera des Indemnisations et des Allocations plus importantes et son article 5 ouvrira la voie à la loi du 27 février 2012 créant un Délit pénal de « *Diffamation et d'Injure envers les Harkis* ». Une estimation, faite la même année, montre qu'il y a en 2012 entre 500 000 et 800 000 personnes résidant en France issues des « *Musulmans Français d'Algérie* », cela peut susciter des appétits électoraux. En 2021, **Emmanuel Macron** demande pardon aux **Harkis** et reconnaît les exactions en Algérie comme Crimes contre l'Humanité.

Wikipédia note: «*La loi du 23 février 2022 reconnaît la responsabilité de la France dans les conditions indignes du rapatriement et de l'accueil des **Harkis** et de leurs familles, rapatriés d'Algérie après les accords d'Évian de 1962.*

*La loi ouvre également un droit à réparation pour les **Harkis** et leurs familles qui ont séjourné dans des Camps de transit et des hameaux de forestage. Selon le gouvernement, 50 000 personnes pourraient bénéficier de cette indemnisation, pour un montant d'environ 310 millions d'euros sur six ans. Par ailleurs, cette loi institue également une Commission Nationale de Reconnaissance et de réparation des préjudices subis par les **Harkis** et leur famille.*

*La Commission nationale Indépendante de Reconnaissance et de Réparation des préjudices subis par les Harkis (**CNIH**) installée par le Premier ministre **Jean Castex** le 11 avril 2022, a pour mission de recueillir la parole des **Harkis**, de leur manifester la reconnaissance de la République, et de leur accorder les réparations prévues par la loi du 23 février 2022...*

*Le 4 avril 2024, la **Cour Européenne des Droits de l'Homme** a condamné la France pour les "traitements inhumains et dégradants des Harkis" dans les camps qui leur étaient destinés».*

Devant la **Cour européenne des Droits de l'Homme**, les **Harkis** ont voulu faire cesser l'application de la Prescription quadriennale qui empêchait toute réclamation de meilleures indemnisations dès lors que des indemnisations

avaient déjà été octroyées. En avril 2026, la **CEDH** a repoussé cette demande comme « *non-fondée* » indiquant que tous les recours n'avaient pas été épuisés dans le Droit national.

*Au-delà de la Guerre,
la question de l'Armée française*

L'Armée est au cœur de tous les problèmes politiques qui se posent. Elle est proclamée vainqueur en 1914-1918, mais c'est plus l'arrivée des Américains et l'effondrement de l'Allemagne qui en sont la véritable cause. Cette victoire à la *Pyrrhus* masquera la réalité qui se fera jour par l'écrasement spectaculaire de l'Armée française en 1940 par les troupes nazies.

L'*Armée de Vichy* collabore avec le **III^e Reich** et se rallie à la *Révolution nationale* de **Pétain**. Elle tourne en partie casaque après sa dissolution en novembre 1942 suite à la destruction de la *Ligne de Démarcation*, consécutive au Débarquement allié en Afrique-du-Nord. Elle tente d'effacer l'épisode de **Vichy** en participant avec les **Alliés**, comme une force supplétive, jusqu'à la fin de la guerre en 1945.

Elle subit une défaite majeure en Indochine, qui la traumatise profondément. Et en 1954, elle est confrontée à l'*Insurrection* en Algérie. L'armée va théoriser ses expériences du Conflit Indochinois dont la défaite a été infligée, selon elle par « *un complot communiste* » ; cela tourne à l'obsession. Elle va donc se structurer sur une perspective de « *Guerre révolutionnaire* », ce qui est une pure abstraction.

Mais elle se trompe d'époque et de guerre; l'Armée française a toujours eu une Guerre (au moins) de retard. Elle est persuadée que ce sont les méthodes «*communistes*» qui l'ont vaincue. Elle résume donc le problème par des questions «*de méthodes*» et non de fonds. Alors, elle va les théoriser pour les mettre en œuvre. Elle ignore totalement la profonde **Aspiration des Peuples à l'Indépendance** et elle pense que des «*procédures particulières*» pourront les empêcher.

Mais la **Politique**, qui est toujours un élément constitutif de la Guerre car «*elle en est la continuation*» (**Carl von Clausewitz**), est rentrée par la mauvaise porte, elle se réduit «*aux moyens*». La Lutte internationale des Classes et des Peuples et leurs aspirations à la Liberté sera toujours plus forte que les méthodes de propagande et de manipulation. Les Guerres d'Indochine, d'Algérie et de Décolonisation étaient perdues d'avance, car l'Histoire tourne.

Le Général **De Gaulle** et un secteur dominant de la Bourgeoise qu'il représentait l'avaient compris, à leurs dépens, mais l'avaient compris. Les temps avaient changé comme le chantera plus tard **Bob Dylan**; la situation avait changé, il fallait changer l'Armée. C'étaient de nouveaux types de guerre qui allaient venir, il fallait que l'Armée française devienne une Armée moderne, adaptée au temps présent et futur, autour de l'**Arme atomique**, facteur essentiel, avec en sus des moyens conventionnels à la marge, pour faire face à des conflits de moindre ampleur.

Il faut donc d'abord régler la Question algérienne, se débarrasser du poids de l'Armée, bien trop « *politique* » au goût du Général. Il s'en servira pour prendre le Pouvoir, car sans le Pouvoir, on ne peut rien faire. Une fois cette partie de dupes accomplie, il va utiliser le Coup d'État militaire de 1961 pour liquider l'État-Major et en premier lieu, les Théoriciens de la « *Guerre Révolutionnaire* » qu'il juge farfelus.

Les Forces du maintien de l'Ordre sont assez faibles au début de l'*Insurrection* : 3 000 Gendarmes et 7 000 Policiers en 1954. En novembre 1954, les deux corps confondus, ils sont 58 000 et 100 000 en juin 1955.

La mobilisation militaire ne cessera de progresser :

- 60 000 Réservistes sont rappelés début 1955.
- 100 000 Soldats sont mobilisés en juin 1955.
- 160 000 Soldats le sont en décembre 1955.
- 400 000 militaires sont opérationnels en septembre 1956.

Durant toute la Guerre, il y aura eu 2,8 millions de Français impliqués en Algérie sous l'uniforme, dont 2 millions de **Conscrits** et de **Rappelés**.

Le **Service militaire**, d'ordinaire de 18 mois, passa à 24, puis à 27 et finalement à 30 mois par conscrit. L'Algérie constitue la **X^{ème} Région militaire** et en 1956, elle est divisée en trois Corps d'Armée : Oran, Alger et Constantine.

LE COUP D'ÉTAT DU 13 MAI 1958

Ironie de l'Histoire : un Coup d'État chasse l'autre, celui de 1958 (Coup d'État des Militaires **POUR De Gaulle**, qui crée le **Comité de Salut Public**, présidé par **Massu** avec le soutien actif des **Pieds-Noirs** et des **Colons** qui n'hésitent pas à faire le coup de feu contre les **Forces de l'Ordre**, occasionnant un certain nombre de tués) a permis par anticipation d'effacer celui de 1961 (Coup d'État des Militaires **CONTRE De Gaulle**, avec les Généraux **Challe**, **Salan**, **Zeller**, **Jouhaud** qui débouchera sur la constitution de l'Organisation Armée Secrète, l'**OAS**, qui n'aura de cesse de vouloir assassiner **De Gaulle**). L'Armée, les Colons, les Pieds-Noirs, l'**OAS** ont bien été les dupes du Général. On comprend qu'ils lui en aient voulu, encore aujourd'hui. Pour une fois, **François Mitterrand** avait raison : **De Gaulle** et la **V^{ème} République**, c'est bien le *Coup d'État permanent*.

Dans le Numéro 22 de notre **Collection Arguments**, *Pour en finir avec la V^{ème} République*, nous avons republié l'analyse de **Robert Langlade** sur « *Comment De Gaulle a pris le Pouvoir ?* » J'y renvoie les lecteurs tant il est riche et descriptif sur tous ces événements. On peut y lire ceci : « *Un jour de manifestation selon le scénario désormais classique des manifestations ultras d'Alger : grève générale, rassemblements en fin d'après-midi, comme le 6 février 1956 et le 26 avril 1958. Le prétexte est fourni par l'exécution de trois prisonniers français par le **FLN**. ; le but recherché est de peser sur la formation du nouveau gouvernement :*

Comprendre le réel pour agir, revenir sur le passé pour préparer l'avenir.

Il semble clair à tout le monde que les choses ne peuvent plus durer en l'état du point de vue des institutions de la **V^e République**. Cela ne peut plus durer et pourtant cela dure, mais jusqu'à quand ? Tout peut s'effondrer à tout moment.

La crise politique ne fait qu'ouvrir des brèches toujours plus grandes dans les rangs de ceux qui sont censés soutenir le pouvoir et dont le pouvoir est censé représenter les intérêts. Il n'est pas rien, à la fois dans les institutions et dans le moment actuel, que le **macronisme** soit minoritaire et rejeté par le pays. La scène politique s'apparente de plus en plus à un théâtre d'ombres.

La seule solution est d'évidence : redonner la parole au peuple pour qu'il décide lui-même de son avenir sur les formes institutionnelles qu'il décidera lui-même, pour lui-même, par lui-même, pour emprunter à la formule d'**Abraham Lincoln**. C'est pourquoi, la **Libre Pensée** s'est prononcée pour l'élection d'une **Constituante libre et souveraine**.

Pour réfléchir à tout cela, nous avons cherché et exhumé des textes qui nous ont semblé propices à alimenter la réflexion de chacun. Chacun sera libre de penser qu'ils sont un peu connotés, c'est vrai pour certains. Mais il faut mieux un texte « connoté » riche qu'une page blanche qui n'entraîne aucune réflexion, remarque ou critique.



Les Éditions de la Libre Pensée



ARGUMENTS DE LA LIBRE PENSÉE

FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE 22
MAY 2023 - FLOREAL CCXXXI

POUR EN FINIR AVEC LA CINQUIÈME RÉPUBLIQUE

LES ANALYSES DE LA LIBRE PENSÉE



Les Éditions de la Libre Pensée

5€

après avoir refusé M. Bidault, l'Assemblée discute l'investiture de M. Pfmilin.

Rien de particulier jusqu'à 15 h., sinon au passage, le sac du Centre Culturel Américain. Mais soudain, du Monument aux morts où a lieu le rassemblement, un groupe se dirige vers le bâtiment du Gouvernement général. Repoussé une première fois par les C.R.S., il revient à la charge une heure plus tard, après que les Paras aient pris, devant le grand bâtiment blanc, la place des Forces de l'Ordre. L'étudiant-parachutiste Lagaiiarde en tête, la poignée de jeunes force les grilles et commence l'occupation progressive des 1400 bureaux, faisant disparaître au passage quelques papiers compromettants.

Follement acclamé, le général Massu arrive au Forum à 19 h15, suivi un quart d'heure plus tard par le général Salan qu'accueille une bordée de sifflets. À 21 heures, Massu annonce la formation d'un "Comité de Salut Public" sous sa présidence.

Tel est “le coup d’Alger”. Il s’inscrit dans une histoire longue et complexe qui est celle des capitulations, successives des gouvernants parisiens devant les ultras, et celle de l’action diversifiée et parfois concurrente des ultras et de leurs groupes d’action pour imposer à Paris leur politique. Le rôle joué depuis le début de 1956 par l’U.S.R.A.F. (l’Union pour le Salut et le Renouveau de l’Algérie Française), fondée et dirigée par Jacques Soustelle, est à signaler. En union avec Chaban-Delmas, gaulliste comme lui, Soustelle a été l’un des initiateurs de la manifestation du 13 mai 1958.»

Dans le texte commun du **Groupe parlementaire** et du **Comité central** du **PCF** (forme assez inhabituelle) après le 13 mai 1958, **Robert Langlade** note : «il n’y a pas de consignes précises d’action. Le texte stalinien parle bien “d’arrêts de travail”, mais dans les circonstances données, il est évident que seul un Mouvement général pourrait rencontrer un écho sérieux : le P.C. préfère se décharger sur les organismes de base du soin de donner l’illusion d’une lutte contre de Gaulle. Le P.C. entend avant tout orienter tous ses efforts sur le Parlement, les “**Institutions**”, le Président de la République, et pour ce faire ne pas appeler les Travailleurs à une réelle action de masse.

Une telle action de classe aurait évidemment abouti à une rupture avec les Partis bourgeois parlementaires. Le mythe du Parlement défenseur des Institutions démocratiques et le carcan qui enserme les masses, leur interdit de poser leurs propres problèmes et permettra la passation en douceur de tous les pouvoirs par le Parlement à de Gaulle. Il est rare dans l’histoire de la

Lutte de Classes, d'avoir pu suivre sur un si court laps de temps une telle faillite que celle qu'ont organisée les dirigeants S.F.I.O. et P.C.F.» Seule la **FEN** appellera à la **Grève générale**, c'est tout à son honneur.

Quant à celui d'avril 1961, **Sylvain Pattieu** dans son ouvrage *Les camarades des Frères, Trotskistes et Libertaires dans la Guerre d'Algérie* poursuit : « Cette dramatisation de la situation et du Régime gaulliste se trouve accentuée par l'apparition de l'OAS. Les Ultras d'Alger, Joseph Ortiz, Jean-Jacques Susini, Jean-Claude Pérez, Pierre Lagaillarde, rompent définitivement avec De Gaulle au début de 1960 lors de la "**Semaine des Barricades**" à Alger, insurrection meurtrière réprimée fermement par le Général **De Gaulle**.

ET VINT LE TEMPS DE L'OAS

Les **Ultras** se rabattent alors sur la tentation d'un Putsch militaire et comptent sur leurs appuis dans l'Armée. Mais le Putsch d'avril 1961 des généraux **Salan, Jouhaud et Challe** (et **Zeller**) et des civils **Susini** et **Pérez** échoue : les Activistes de l'Algérie française décident alors de se tourner vers le Terrorisme. Ils créent l'Organisation Armée Secrète (**OAS**) et assassinent en Algérie des Musulmans ou des Officiels français partisans du Général **De Gaulle**.

Le Capitaine **Sergent** pense quant à lui que c'est en métropole qu'il faut agir et il crée l'**OAS-Métro** et l'**OAS Métro-jeunes** en s'appuyant notamment sur l'extrême-droite royaliste, sur les militants de la **Restauration Nationale**, groupe Royaliste Maurassien dans la droite ligne de l'**Action-Française**. L'**OAS-Métro** fait parler le

plastic et les attentats se succèdent : déraillement du train Marseille-Strasbourg, bombes déposées contre des locaux du PCF, chez des personnalités du Mouvement gaulliste ou des Intellectuels favorables à l'Indépendance de l'Algérie, enlèvement du député UNR Paul Manguy. Un explosif déposé au logement d'André Malraux le 8 février 1962 défigure la fille de 4 ans de ses concierges. Les sièges des journaux et des Partis de Gauche sont gardés jour et nuit par des Militants volontaires.

La politique de l'OAS est de chauffer à blanc les Européens pour les utiliser quand ils seront en France : un parti fascisant va donc se créer (de fait) qui ne s'appellera pas (officiellement) OAS. » Cela prendra de multiples formes, toutes dans la mouvance d'extrême-droite. Pour donner une idée du Terrorisme de l'OAS, rien qu'en janvier 1962, il y aura 800 attentats en Algérie et en France, occasionnant 500 morts et 1 000 blessés. En mars 1962, l'OAS fit encore exploser 120 bombes par jour en Algérie et en Métropole.

« Le 17 juin 1962, un accord entre l'Exécutif provisoire du GPRA et l'OAS met fin aux combats et à la politique de la terre brûlée de ces derniers. Signé au nom du FLN, cet accord est tour à tour renié par Ben Bella, puis par le GPRA par la voix de Hocine Aït Ahmed. Du Caire où il se trouve, M. Aït Ahmed, ministre d'État sans portefeuille, rompt avec la discrétion qu'il a observée jusque-là et désavoue l'initiative en déclarant : "L'accord conclu dimanche à Alger l'a été entre l'Exécutif provisoire en Algérie et l'OAS. Il ne touche ni de près ni de loin les Accords d'Évian qui ont été signés par le Gouvernement français et le GPRA." » (Wikipédia).

L'*Accord* signé entre le **FLN** et l'**OAS** porte sur deux points : la participation des Européens à la **Force locale** – mise en place par les *Accords d'Évian* pour assurer la Sécurité juste après l'*Indépendance* (et qui sera vite laminée et expulsée par l'**ALN-ANP** qui rentre des Frontières de la Tunisie et du Maroc) et l'Amnistie des Militants de l'**OAS** pour les délits commis après le 19 mars 1962. On comprend qu'il fut largement critiqué par les Algériens, il remettait en cause l'*Indépendance* acquise *de facto* pour le premier point et *de jure* pour le second.

***La « Guerre révolutionnaire »
de l'Armée française***

L'Armée française est traumatisée par toutes ses défaites à répétition (1940, 1954, et l'impasse qui s'annonce en Algérie). Une fraction des Militaires obnubilée par le danger du « *Communisme* » va inventer une nouvelle forme de guerre : la Guerre communiste, sans le Communisme et contre le Communisme. C'est l'impasse programmée d'avance. La Politique n'est pas qu'une forme sans contenu.

Pour gagner la population (les deux composantes algérienne et européenne confondues) à l'idée de la « *Nouvelle Algérie* » égalitaire et démocratique, contre l'Algérie algérienne et l'Algérie française, l'Armée veut gagner les cœurs et les âmes. C'est un pari perdu d'avance, perdu contre les Algériens qui ont toujours résisté à l'*Occupant* et perdu contre les *Colons* européens qui ne veulent pas entendre parler « *d'égalité avec les Arabes* ».

Comme l'Armée française analyse que le **FLN** a constitué une Organisation Politico-Administrativo-Militaire, calquée sur celle du **Viet-Minh** en Indochine, elle va en constituer une avec la politique coloniale en plus, mais basée aussi sur des « *Commissaires politiques* ». C'est ce qui fonde la création des **SAS**.

L'Armée, au revers de toute son histoire qui veut que le **Militaire** soit subordonné au **Politique**, va mener une politique totalement contraire : elle veut dicter la Politique à mener au Pouvoir. **De Gaulle** ne l'acceptera pas et la cassera pour que cela cesse, tout en l'utilisant en même temps selon les moments : pour arriver au Pouvoir et ensuite pour l'exercer. Les têtes pensantes militaires vont alors constituer des **5^{ème} Bureaux**. On trouvera donc, à côté du Premier Bureau (chargé des effectifs), du Deuxième (chargé du Renseignement), du Troisième qui planifie les Opérations et du Quatrième qui assure la Logistique, à tous les niveaux, un Cinquième bureau chargé de la « *Bataille psychologique* », qui doublera tous les autres Bureaux de l'Armée et introduira une Hiérarchie parallèle.

Les **5^{ème} Bureaux** ont pour charge de mettre en œuvre la Propagande pour « *l'Algérie nouvelle* » et vont se doter d'instruments dans ce but : les **Officiers Itinérants**. La « *Semaine des Barricades* » de fin janvier 1960, qui voit les **Ultras** de l'Algérie française s'affronter au Pouvoir civil et aux Forces de l'Ordre, échouera à réaliser la soudure avec le reste de l'Armée. **De Gaulle** frappera fort pour reprendre les choses en mains et va dissoudre tous

les 5^{ème} **Bureaux** en même temps que les **Unités Territoriales**. La « *Guerre révolutionnaire* » en prend un sérieux coup.

À LA BONNE ÉCOLE D'URIAGE ET DE VICHY

En attendant, la « *Guerre Révolutionnaire* » sera traduite par une circulaire **TTA 117** sur « *L'Instruction provisoire sur l'emploi de l'arme psychologique* ». Les Militaires qui formulent cette « *Pensée* » viennent indistinctement de la *France Libre*, de la *Résistance*, de *Vichy* et le modèle mis en œuvre est celui de l'**École d'Uriage** qui était chargée de former les Cadres de *Vichy* et des **Chantiers de Jeunesse** de **Pétain**. Quand **Paul Delouvrier**, *Résistant* sur le tard, est nommé **Délégué général d'Algérie** en 1958 pour appliquer la politique du Général **De Gaulle**, il se souviendra de ce qu'il a appris lorsqu'il fut ancien élève de l'École d'Uriage.

À ceci près que des pseudos théories de **Léon Trotsky**, **Lénine** et **Mao** sont aussi enseignées et inventées de toutes pièces, mais cela crédibilise la notion de « *Guerre révolutionnaire* ». S'y ajoutent aussi des citations un peu trafiquées de **Bergson**, ou de **Georges Sorel** et **Benito Mussolini**. On ne regarde pas à la dépense. À tel point que **Maurice Duverger** en parlera, dans le *Monde* du 24 juin 1958, sous la formule « *Un Fascisme d'un type nouveau* ».

On trouve, parmi les Instructeurs, des « *Têtes pensantes* » venant du **SDECE** (Service de Documentation Extérieure et de Contre-Espionnage),

provenant de l'extrême-droite collaborationniste comme **Guy Lemonnier**, ancien cadre du **RNP** (Rassemblement National Populaire) de **Marcel Déat**, plus connu sous le pseudonyme de **Claude Harmel** (qui dirigera la revue anti-communiste *Est-Ouest*). On y trouve aussi des personnes comme **Georges Albertini** qui vient du **RNP** également ou d'authentiques *Résistants* comme **Antoine Bonnemaïson**. Tous ces gens-là sous l'influence «spirituelle» d'authentiques Réactionnaires comme **Raymond Aron**, ou **Joseph de Maistre** et **Louis Bonald** qui maudissent à tout jamais la *Révolution Française*. Et avec aussi, bien sûr, des «intellectuels» du **CNPF**. Tous réunis dans une grande famille pour casser du «*Fellagha*» présupposé «communiste» pour faire bonne mesure.

Les différents «*Cadres*» Musulmans sollicités pour former l'armature politique de l'«*Algérie nouvelle*» sont formés au **SIEGFM** (Section d'Instructions des Élèves Gradés Français-Musulmans), quelle que soit leur Unité d'appartenance (**GAD**, **GMPR**, **SAS**, etc.) *sous les Palmiers d'Arzew* (clin d'œil personnel à des amis) de 1957 à fin 1961. Le Centre de formation sera dissous le 6 juin 1961 après le *Coup d'État des 4 Généraux*.

L'Armée subit une transformation complète : non seulement elle fait de la Politique, mais aussi de l'Administratif, du Social, de l'Éducation, de la Santé. Elle prend de plus en plus la place des **Civils**. Le corollaire est qu'il lui faut alors faire en sorte que ceux-ci fassent de plus en plus de «*Militaire*», les Européens dans les **Unités terri-**

toriales (un mois de service annuel) pour le Maintien de l'Ordre et la Répression, les Algériens (**Force supplétives**) pour mener les combats militaires à sa place. La contradiction devient explosive.

Robert Lacoste va tenter de mettre en œuvre un nouveau Statut politique pour « *l'Algérie nouvelle* » en instituant un Collège unique électoral (**FSE** et **FSNA** confondus) qui est rejeté tant par le **FLN** que par les partisans de l'Algérie française. **Statut** pourtant « *bidouillé* » à loisir pour que les Européens gardent la main. Cette loi-cadre est adoptée par la **IV^{ème} République** agonisante et ne verra en fait jamais le jour.

UN RACISME LATENT ET PERMANENT

Et ce, dans une situation où les Militaires français ne se départiront jamais d'une méfiance profonde pour les **Supplétifs algériens**. Dans une brochure de l'Armée en 1956 à destination des cadres militaires, on peut lire : « *Méfie-toi, méfie-toi toujours, où que tu sois et quoique tu fasses, car la perfidie est l'arme numéro un de la **Guérilla** et les ressources de l'Âme orientale dans ce domaine dépassent tout ce que tu peux imaginer. Tous les **Musulmans** ne sont pas des terroristes, certes, mais chacun peut l'être, quelles que soient ses références.* » C'est la matrice du **Racisme** encore aujourd'hui, la Guerre d'Algérie continue encore, car tous les comptes n'ont pas été soldés.

Ce Racisme méfiant et systémique va se concrétiser par le fait que les **Harkis** ne seront

jamais vraiment équipés d'armes modernes, sauf sur le tard, pour lutter contre les **Maquisards du FLN** et les soldats de l'**ALN** (Armée de Libération Nationale) qui seront, eux, de mieux en mieux équipés, de façon moderne, et pourront rivaliser avec l'Armée française.

Celle-ci se heurtera aussi à un gros problème, quand ses effectifs augmenteront de manière exponentielle du fait de l'engagement croissant du Contingent. La formation des Soldats ne suivra pas, car selon les termes d'un Haut-Gradé : « *faire un soldat apte au combat en quatre mois d'instruction est une sinistre plaisanterie* ». Ainsi, un tiers des soldats français morts en Algérie le sont par accident et non au combat. »

Une conséquence de cette « *Guerre Révolutionnaire* » se manifeste très nettement dans les ***Journaux de Marche des Régiments***, rebaptisés pour la circonstance en ***Journal des Marches et Opérations*** (JMO), où l'on voit que le nombre de « *fuyards abattus lors de leurs fuites* » l'emporte sur celui du nombre de « *Maquisards tués au combat* ». Le faible nombre d'armes récupérées donne aussi une indication sur la véritable nature de ces « *Opérations* » qui ne sont que des liquidations physiques des personnes suspectées d'être au **FLN** ou de l'aider.

L'Armée sert aussi à l'organisation des différents scrutins qui marqueront la fin de la Guerre. Les Militaires sont invités à tout faire pour ne pas inscrire les Algériens dont le vote en faveur des

propositions de la France n'est pas sûr (car **De Gaulle** décide alors que tout le monde doit voter, même les Femmes).

Le Général **Challe**, sous couvert d'appliquer « *la Nouvelle Politique* » s'en éloignera de plus en plus dans la pratique. Le 5^{ème} **Bureau** et sa Hiérarchie parallèle l'aidera à subvertir en permanence les discours et consignes de **De Gaulle** pour leur faire dire exactement le contraire et c'est vraiment en 1961, lors du *Coup d'État des 4 Généraux* que le masque finira par tomber complètement. Les « *fraternisations* » fabriquées entre Ultras et Militaires en étaient l'annonce. **De Gaulle** le comprendra déjà lors de la « *Semaine des Barricades* » à Alger et relèvera le Général **Massu** de son Commandement le 18 janvier 1960.

À propos d'un ouvrage sur
« **Les Trotskystes et les Libertaires dans la**
Guerre d'Algérie »

En 2002, les *Éditions Syllepse* ont publié un ouvrage de **Sylvain Pattieu**, *les Trotskystes et les Libertaires dans la Guerre d'Algérie*. Pour moi, il a été intéressant à lire, car il donne une analyse d'un courant se réclamant de la **IV^e Internationale**. Il est clair que cette publication se veut être une pierre dans une tentative de ce courant aujourd'hui actif entre autres dans le **NPA** de « séduire » les **Anarchistes**, particulièrement les **Communistes-Libertaires** en vue d'une *Union-Fusion commune*. Autant dire tout de suite que la flèche a raté pleinement sa cible. Il n'y a rien dans cet ouvrage

qui peut convaincre de cet objectif assigné par son titre.

Cette conception n'est absolument pas la mienne, loin s'en faut. Dans la discussion que j'ai menée, notamment avec notre ami **Jean-Marc Raynaud** de la **Fédération Anarchiste**, j'ai toujours été clair : une *Union-Fusion* entre **Libertaires** et **Trotskyistes** (même baptisés du nom de «*Marxistes*») est un non-sens absolu, il y a trop de différences et de divergences entre les deux courants. Une telle «*Union*» serait dissolvante pour les deux et cela serait affadissant au possible. Comme je l'ai indiqué à plusieurs reprises, il faut que chacun reste ce qu'il est et toujours plus ce qu'il est.

C'est la condition *sine qua non* pour qu'une action commune soit possible, sinon chaque «*sensibilité*» se demanderait en permanence qui va manger l'autre. Cette conception du **NPA** (ou d'un secteur de celui-ci) est quelque peu «*crypto-stalinienne*» dans son essence, on peut lui attribuer aussi la formule que lui donna **Georgi Dimitrov** : «*Plumer la volaille*».

Or, une action commune est possible (et même souhaitable, nous étions bien d'accord, **Jean-Marc Raynaud** et moi là-dessus) si, comme le dit le vieil adage populaire «*Chacun chez soi et les oies seront bien gardées*». Cela a été possible en 1937 en Espagne et cela commence à se réaliser au sein de la **Libre Pensée** qui est le cadre naturel pour cela, car elle permet la rencontre de différents Courants du

Mouvement ouvrier et des actions communes sur un certain nombre de points précis.

L'ouvrage commence par un constat qui va totalement à l'encontre de l'objectif indiqué au début de ce Chapitre : le Mouvement nationaliste indépendantiste algérien était divisé en 1954 entre deux courants : le **MNA** de **Messali Hadj** et le **FLN** avec ses différentes directions dans le temps. Et les différentes Organisations se réclamant du **Trotskyisme** se sont alignées sur cette différenciation. Les Militants autour de **Pierre Lambert (PCI majoritaire)** et de **Georges Fontenis (FA/FCL)** avec le **MNA** de **Messali Hadj** et ceux autour de **Michel Raptis (Pablo)**, **Pierre Frank**, **Ernest Mandel (Germain)**, **Livio Maïtan** avec le **FLN**, inconditionnellement pour *Pablo*, moins franchement pour les 3 autres.

Donc, la **FA/FCL** était avec le **MNA**, alors que les ancêtres du **NPA** étaient pour le **FLN**. Quant à la **FA** (qui, après avoir été transformée en **Fédération Communiste Libertaire** en 1953, redeviendra la **FA** en 1954 avec **Maurice Joyeux**), elle se refusait à soutenir une quelconque lutte « *nationaliste* » qui n'avait pour seul objectif que le Pouvoir à travers l'édification d'un État algérien, les **Anarchistes** étant contre toute forme d'État. Ce n'était d'ailleurs pas la position de **Louis Lecoïn** qui soutenait les « *Nationalistes algériens* » contre la répression (voir le **Dossier** de *la Raison* de Janvier 2027). Pour une **Union-Fusion**, c'était déjà mal parti.

De la même manière que j'ai fait ce travail à partir d'une réflexion infondée de **Franz Fanon** sur les **Messalistes** et les **Harkis**, je vais m'atteler prochainement à en faire un autre sur « **Georges Fontenis versus Maurice Joyeux** » pour compléter ma connaissance, et éventuellement celle d'autres, sur cet épisode important de la vie militante.

Il n'en demeure pas moins que ce livre de **Sylvain Pattieu** est intéressant à lire, par la chronologie scrupuleuse des faits qu'il rapporte et aussi par des documents publiés. Bien entendu, il est à charge complète contre les **Lambertistes** et à décharge non moins complète des différentes formes de « **Pablisme** ». C'est la loi du genre.

Le « **Secrétariat International de la IV^e Internationale** » d'alors, qui deviendra en 1963 le **Secrétariat Unifié** se mobilisera sans compter pour soutenir le **FLN**, lui fournissant Réseaux de transport de fonds, Faux-Papiers, Soutien logistique, Fabrication d'armes et de fausse monnaie. Dans un article « **Le camarade Pablo, la IV^e Internationale, et la Guerre d'Algérie** », dans la *Revue historique* 2001/3 n° 619, aux Éditions Presses Universitaires de France, **Sylvain Pattieu** indique que **Pablo** et ses camarades d'alors décideront d'être le relais du **FLN** dans sa lutte contre le **MNA** de **Messali Hadj**, notamment en imprimant diffusant la Presse du **FLN** auprès des Algériens en France, ce qui n'est pas tout à fait « *ne pas prendre position dans le Mouvement nationaliste algérien* », en clair d'être en quelque sorte les « **Harkis du FLN** ».

À partir de 1962, il enverra en Algérie devenue indépendante des Médecins, des Enseignants, des Ouvriers qualifiés, ceux que l'on va appeler, avec d'autres, les *Pieds-Rouges* (**Sylvain Pattieu** affirme qu'ils représentaient un quart des *Pieds-Rouges*) et qui seront, à partir du Coup d'État de **Houari Boumediene** en 1965, arrêtés, emprisonnés, torturés, puis expulsés, notamment en France alors que certains étaient pourchassés par la Police française pour «*aide au FLN*».

L'ouvrage mentionne aussi l'extrême répression du Gouvernement français contre tous ceux qui soutiennent l'*Indépendance de l'Algérie*, tant ceux proches du MNA (**Pierre Lambert** et **Georges Fontenis**) que du FLN (**Pablo**, **Frank**, **Germain**, **Maïtan**). 60 journaux seront saisis de novembre 1954 au 13 mai 1958, 179 du 1^{er} juin 1958 à juin 1962. La répression fut si féroce qu'elle entraîna la disparition de la **FCL** et de nombreux procès et condamnations pour le **PCI** «*Lambertiste*» et le **PCI** «*Pabliste*». On y voit l'action d'**Yves Dechézelles**, de **Marceau Pivert**, de **Daniel Guérin**, de notre camarade **Daniel Renard**, de **Jeannette Maquart** (et non **Jeanine**) et de tant d'autres, connus ou moins connus.

La vision énamourée de l'auteur pour le **PCI** «*Pabliste*» et un peu moindre pour le **FLN**, l'amène à se contredire parfois. Page 72, il indique «*Le PCI Tendance Frank est la première organisation touchée par une répression qui concerne des activités illégales et clandestines et non un simple délit d'opinion*» et n'hésite pas à en rajouter sur le «*martyrologue*» de ses camarades.

Mais deux pages auparavant (70 et 71), il indique « *La répression touche aussi le **PCI Lambertiste** avec l'arrestation le 29 juin 1955, durant toute une nuit pour interrogatoire, de l'Institutrice **Jeanine Maquart** et celle le 30 juin pour la matinée de l'ouvrier métallurgiste **Jean Gouttefengas**. Dès le 1^{er} février 1955, une circulaire interne du **PCI** donnait des conseils aux Militants sur l'« attitude devant la police ». Cette prudence est de bon aloi car ce sont les premières touchées par la répression : sans doute y a-t-il un lien avec le fait que la répression gouvernementale concerne dans un premier temps les **Messalistes**, plus connus des services de police. Le **MNA**, et par extension les organisations françaises qui lui apportent un soutien, apparaît comme l'ennemi principal, **Messali Hadj** étant le pionnier historique du **Nationalisme algérien** et le pouvoir n'a pas encore compris la prééminence du **FLN**. »*

Il indique aussi que le soutien au **MNA**, après 1962, a complètement marginalisé le **PCI « Lambertiste »**, tant en France qu'en Algérie. On se pince pour y croire, quand on connaît le rôle des « **Lambertistes** » en France après 1962 et, sans doute, n'a-t-il jamais entendu parler du **Parti des Travailleurs** et de **Louisa Hanoune** et de **Mostefa Ben Mohammed**, cadre de l'**OS**? C'est ce qui s'appelle prendre ses désirs pour des réalités.

Mohammed Harbi, notera dans l'**Épilogue** de son ouvrage, que le **Mouvement des Droits de l'Homme** qui surgit en Algérie en 1983 repose sur trois piliers : 1- **des Personnalités indépendantes**, mais liées au Régime, 2- **des Culturalistes berbères**, 3- **des Trotskystes « Lambertistes »**

(**Kamel Souidi, Louisa Hanoune, Mostefa Ben Mohammed**). Ce n'est pas mal quand même pour des gens qui sont censés avoir disparus complètement pour leur soutien à **Messali Hadj** ! Cette pluralité, si rare sous le règne du **FLN**, fera dire à l'Humaniste et Humoriste **Fellag** : « *l'Algérie aura trois Ligues et pas de Droits* ».

On voit bien aussi qu'il y a une tendance récurrente à vouloir confier aux Appareils et à des « *Hommes providentiels* » la construction du « *Parti Révolutionnaire* ». C'est ainsi que sont encensés tour à tour le Congrès de la Vallée de la **Soumman** du 20 août 1956 et le Programme de **Tripoli** d'août 1961, « *véritable Programme révolutionnaire* » pour **Pablo** et l'amour éperdu de celui-ci (toujours à la recherche du *Nouveau-Lénine*) pour **Ben Bella**.

Après avoir tant misé sur un Travail de Fraction au long cours dans le **PCF** sous le vocable « *d'entrisme sui generis* », qui donna selon **Pablo** lui-même « *une bien maigre récolte* », c'est l'enthousiasme pour la « *Nouvelle-Gauche* » du **PSU**, porteur de tous les espoirs et de tous les raccourcis. Quand on voit que tout cela a permis *in fine* à **François Mitterrand** de faire le **Parti d'Épinay**, avec les résultats que l'on connaît, cela s'appelle vraiment la « *Course à la Chimère* ». Et, en fait de raccourcis politique « *pour construire le Parti révolutionnaire de masse* », cela a pris le tour d'une Impasse politique, comme celle de l'Andouille bien connue.

L'ouvrage de **Sylvain Pattieu** se termine par la publication de deux documents très intéressants et

révélateurs : un Rapport confidentiel de **Michel Pablo** du 25 août 1962 sur son voyage en Algérie, où il a été « *l'hôte de l'Armée (ALN-ANP) et du Bureau Politique du FLN* ». On voit que tous ses espoirs reposent sur **Ben Bella** qui « *joue un rôle clé et jouit, à l'étape actuelle, d'un prestige certain* » et qui est l'expression « *de l'interaction dialectique entre les pressions qu'il perçoit des masses, du contexte objectif en général, et de sa propre action, [qui] aura une grande influence sur l'étape en cours de la Révolution* » et surtout sur l'**Armée** qui « *dans son ensemble est traversée à l'étape actuelle par une volonté révolutionnaire réelle, dont les manifestations sont multiples dans tous les domaines.* » On retrouvera la même illusion et le même engouement sur le **MFA** (Mouvement des Forces Armées) au Portugal en 1974.

L'espoir de tout le **Secrétariat International** se porte sur l'Armée à qui il conseille d'emprunter la voie prise à Cuba qui « *grâce à l'intelligence et à l'audace suprême de la Direction avertie de la Révolution, entre dans l'Histoire, par la porte du Socialisme naissant qui se lève victorieux sur l'Humanité* » (Déclaration de **Pablo** au **CC du PCI-Frank**, d'après les notes personnelles de **Jean-Michel Krivine**).

On lit aussi un **Rapport** au Comité Central du 10 octobre 1962, d'un responsable dénommé **Driss**, d'une toute autre nature. On est frappé de la différence de forme et de fond entre le Rapport « *crypto-stalino-FLN* » de **Pablo** et celui, lucide et précis, du dénommé **Driss** qui semble connaître remarquablement le sujet et la situation réelle en

Algérie, même s'il se berce aussi de quelques illusions.

Qui est *Driss*? Dans un article publié en 2001, «*Le “camarade” Pablo, la IV^e Internationale, et la guerre d'Algérie*», **Sylvain Pattieu** relève : «*Son nom laisse à penser qu'il s'agit d'un Maghrébin, même s'il s'agit très certainement d'un pseudonyme. Michel Fiant (1928-2007) croit se rappeler qu'il s'agit d'un Marocain dont il a oublié le nom, mais Gilbert Marquis (1930-2015) ne le pense pas, sans toutefois proposer un autre nom ou envisager une autre personne. On ne peut donc s'en tenir qu'à des conjectures.*»

On y lit sur l'ALN: «Mais assoiffée de vie après tant d'années de lutte et de privations, dénuée de tout sens politique, elle se crut tout permis et se conduisit véritablement comme en territoire conquis: réquisition des meilleures villas pour les Officiers, réquisition de voitures, auto-invitation abusive et arbitraire dans les familles, mariage forcé avec des filles contre leur gré et celui de leur parents, viols, vols...

Cette situation conduisit très rapidement à une coupure entre l'ALN et le Peuple, ce dernier souhaitant vivement que l'Armée intégrât les casernes. Cette hostilité du peuple à l'égard de l'ALN, joint à l'absence de politisation de cette dernière, met celle-ci dans l'incapacité de jouer le rôle d'encadrement révolutionnaire des masses. Le seul encadrement qu'elle puisse assurer – comme elle l'a fait jusqu'à présent – est un encadrement de type militaire, donc coercitif, qui a déjà rencontré l'hostilité du peuple.

*Aussi n'y a-t-il qu'une seule perspective pour cette Armée: la reconversion qui en mènera une partie dans les casernes, une partie dans les cadres du Parti et de l'État, une partie à la terre – qui lui serait distribuée de façon prioritaire dans le cadre de la Réforme agraire prévue par les **Accords d'Évian**.*

*Si dans une première phase, **Ben Bella** s'est appuyé sur cette armée pour imposer son pouvoir, dans une deuxième phase il s'appuiera sur les masses civiles pour imposer à l'Armée sa reconversion. Dans tous les cas, étant donné la structure actuelle de l'**ANP**, son niveau politique, son degré de "liaison" avec les masses, si elle recherchait l'épreuve de force comme on en prête l'intention à son Commandant en chef, le Colonel **Boumedienne**, elle ne pourra guère s'imposer – cas peu probable et nullement souhaitable – que d'une façon putschiste...*

L'UGTA

*Son rôle pendant la lutte pour l'indépendance a été minime, car l'**UGTA** était réduite à un faible appareil installé sur un sol étranger, coupé totalement de ses masses ouvrières encadrées plutôt par le **FLN** et la **Fédération de France**.*

*Depuis l'**Indépendance**, elle commença à s'implanter sur le sol national, mais lors de la crise, son rôle ne fut nullement à la hauteur de ses possibilités. Aussi dans l'immédiat pèsera-t-elle d'un poids très faible pour un développement éventuel de la **Révolution**, en raison à la fois de la faiblesse de sa direction et de son implantation récente"; par contre, à moyen terme ses perspectives sont*

excellentes dans la mesure où elle saura se développer d'une façon autonome et offensive à l'égard du Pouvoir...

L'ÉQUIPE DE BEN BELLA

*Cette équipe, qui a pris le pouvoir dans les conditions que l'on sait, est plus hétérogène encore que ne l'était celle du GPRA. Elle comporte aussi bien des « **Chefs historiques** » que des **Oulémas**, des **Militaires** ambitieux, que des Bourgeois notoires. Il est difficile de croire que maints de ces éléments ont été intégrés en raison de leurs aspirations hautement socialistes; n'est-il pas plus sérieux de penser que cette composition vise essentiellement à rassurer les Forces conservatrices tant de l'intérieur que de l'extérieur?*

*Sur cette équipe règne un **Bonaparte** en formation, nationaliste, à "culture" essentiellement arabo-islamique, cherchant à s'affirmer en tant que Chef incontesté de l'Algérie, mais se heurtant à des difficultés beaucoup plus importantes que n'importe quel autre **Bonaparte** classique des pays sous-développés, obligé de jouer, dans une marge relativement restreinte, sur les antagonismes sociaux, les antagonismes des Fractions, l'opposition Peuple-Armée, la contradiction entre les exigences de la **Révolution** et les intérêts du Colonialisme français. Un équilibre aussi fragile et précaire impose à **Ben Bella** une attitude prudente, une politique de compromis et exclut des mesures trop radicales.»*

La perspective qu'il voit pour **Ben Bella** est :

- «L'instauration d'un régime dictatorial et l'étouffement de toute opposition – et les méthodes en cours d'exclusion et d'incarcération des Militants ne

sont qu'un avant-goût – notamment par la constitution d'un Parti unique expurgé des éléments suspects.

- *Le respect des positions du Colonialisme français par l'application "loyale" des Accords d'Évian, condition indispensable pour l'obtention de l'Aide nécessaire à l'installation et à la consolidation du Régime.*
- *L'emploi d'une phraséologie démagogique pseudo-révolutionnaire – puisé aux sources du Programme de Tripoli....»*

Si c'est plus **Boumédienne** qui réalisera cette perspective en se débarrassant de **Ben Bella**, elle n'en n'est pas moins exacte sur le fond et sur la forme.

Sylvain Pattieu est contraint de tirer, à la fin de son ouvrage, un bilan assez peu glorieux, de l'action de ses camarades : « *Les **Trotskistes**, qui n'ont pourtant jamais réussi, toutes tendances confondues, un quelconque prosélytisme en Algérie, représentent un danger politique et sont des soutiens du Régime de **Ben Bella**. **Pierre Avot-Meyer** est battu, **Albert Roux**, **Jean-Yves Le Goff** et **Michel Mazières** sont torturés, puis tous les **Trotskistes français** sont expulsés vers la France où ils sont parfois confrontés aux suites judiciaires de leur soutien au **FLN**. **Pablo** réussit à se cacher et à quitter l'Algérie pour la Suisse.*

*L'expérience révolutionnaire dans une **Algérie indépendante** tourne court, les espoirs suscités par les premiers décrets de Nationalisation et par les premiers projets d'Autogestion sont brisés, l'Algérie ne devient pas **Socialiste** et le retour en Europe est bien amer. "La*

Révolution algérienne, alliée n°1 de la **Classe ouvrière française**” pour la 4^{ème} Internationale, n’a pas atteint les objectifs que les **Trotskistes**, mais aussi d’autres à gauche et à l’extrême-gauche lui avaient fixés. »

Pieds-Noirs et Harkis

Les **Colons** vont connaître une expansion continue: de 37374 en 1841, à 633850 en 1901 cette croissante se terminera à 984031 Colons en 1954. Ils produisent plus des deux tiers de toutes les cultures en Algérie dont la quasi-totalité est exportée vers la France métropolitaine. Au cours de l’**Occupation française**, ils avaient extorqué 2,8 millions d’hectares aux **Fellahs algériens**.

Les **Pieds-Noirs** sont d’origine Français ou, et pour beaucoup, espagnole, italienne et Maltaise. Ceux-là sont devenus «*Français*» par la loi sur la Nationalité de 1889 et sont appelés «*Français de Souche Européenne*» (**FSE**).

Pendant les **Accords d’Évian**, le Gouvernement français évalue à 160 000 le nombre de Français de Souche Européenne (**FSE**) vivant en Algérie et voulant rentrer en Métropole à la cessation des hostilités. Ils seront très rapidement 680 000 entre mars (signature des **Accords**) et la fin 1962. C’est le Ministère de l’Intérieur qui gère cela, puisque les trois Départements d’Algérie étaient considérés comme français. C’est l’engorgement, proche de la paralysie.

Aussi, l’**Intérieur** s’adresse à l’**Armée** pour s’occuper des **Harkis**, non pas *Rapatriés* puisqu’ils

n'ont jamais été vraiment considérés comme Français, mais pas des Émigrants et des Étrangers non plus, parce qu'ils étaient réputés de « *Citoyenneté française* ». Leur nombre prévisible était de 3 000, mais ils seront beaucoup plus à l'arrivée (27 000 en fait et plus de 60 000 avec les accompagnants, soit 14 000 familles). Comme il ne saurait être question pour la France de les assimiler aux **Rapatriés**, « *français* » eux, ils seront parqués dans des Camps pour éviter la « *promiscuité dangereuse* » avec les Travailleurs Immigrés Algériens. Les derniers camps ont été fermés en 1975.

Wikipédia note aussi : « *Il faut préciser que les **Harkis** n'ont pas été déchus de leur Nationalité algérienne (acquise en 1963) par l'Algérie et sont donc tous binationaux (cela même si l'État algérien a généralement refusé de leur délivrer des « papiers algériens »).* » Ainsi comme le rapporte **Fatima Besnaci-Lancou** et **Abderahmen Moumen**, « *Paradoxalement, les anciens Supplétifs sont toujours considérés comme Algériens [par les autorités algériennes], la déclaration effectuée par ces derniers de la reconnaissance de la Nationalité française n'est pas avalisée par les Autorités algériennes. Leurs épouses et leurs enfants sont tout autant considérés comme des Nationaux algériens, malgré la présentation de passeports français.* »

Plusieurs dispositions légales algériennes discriminent les anciens Harkis ou leurs enfants. Ainsi, la **loi 99-07 du 5 avril 1999**, relative au « *Moudjahid et au Chahid* » prévoit, en son article 68 que « *perdent leurs Droits civiques et politiques,*

*conformément à la législation en vigueur, les personnes dont les positions pendant la **Révolution de Libération Nationale** ont été contraires aux intérêts de la Patrie et ayant eu un comportement indigne», disposition qui désigne clairement les anciens **Harkis**. De même, la loi organique n° 12-04 du 12 janvier 2012 relative aux Partis politiques précise que ne peuvent être membres fondateurs d'un Parti «les personnes nées avant juillet 1942, ayant eu une conduite contraire aux principes et idéaux de la Révolution du 1er novembre 1954».*

***Ceci est la fin d'un chapitre de l'Histoire,
un autre va s'ouvrir***

Même s'il y a quelques éléments qui aident à la compréhension des événements, ce travail sur l'Algérie n'intègre pas la suite, globalement de 1963 à nos jours, car c'est une autre Histoire, comme disait **Rudyard Kipling**, même si c'est toujours la même. J'espère que cet *Arguments* donnera l'envie à des Camarades de poursuivre le récit de l'Histoire de ce cher pays qu'est l'Algérie.

Christian Eyschen

Sources :

- *Le FLN: Mirage et Réalité* par **Mohammed Harbi**, Éditions Syllepse, 620 pages
- *Les Harkis pendant la Guerre d'Algérie* par **Joseph Piccinato**, Éditions Maisonneuve & Larose, 224 pages, 20€
- *Les Harkis, Mémoires sans issue* par **Vincent Crapanzano**, Éditions NRG-Gallimard, 296 pages, 26€
- *La Guerre d'Algérie des Harkis (1954-1962)* par **François-**

Xavier Hautreux, Éditions Perrin, 468 pages, 24€

- *Une armée «révolutionnaire»* par Denis Leroux, Éditions La Découverte, 395 pages, 24€
- *Arguments N°22 «Pour en finir avec la V^e République»*, qui publie le texte incontournable de Robert Langlade «*Comment De Gaulle a pris le pouvoir*»
- *Les camarades des Frères, Trotskistes et Libertaires dans la Guerre d'Algérie* par Sylvain Pattieu, Préface de Mohamed Harbi
- *Médiapart, Hommage à Mohammed Harbi* par Benjamin Stora :

<https://blogs.mediapart.fr/benjamin-stora/blog/010126/en-hommage-mohammed-harbi-1933-2026>

- *La mémoire enfouie des camps de regroupement de la guerre d'Algérie* par Laure Marchand, *Le Monde* :

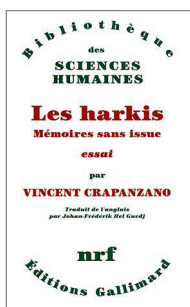
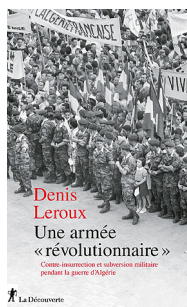
https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2026/04/01/la-memoire-enfouie-des-camps-d-e-regroupement-de-la-guerre-d-algerie_6675830_4500055.html

- *Wikipédia, Les Harkis* :

<https://fr.wikipedia.org/wiki/Harki>

- *Wikipédia, L'Association Générale des Travailleurs Algériens* :

https://fr.wikipedia.org/wiki/Association_g%C3%A9n%C3%A9rale_des_travailleurs_alg%C3%A9riens





Djanina, au centre, lors de sa venue à Niort, avec des membres de la Libre Pensée 79

ENTRETIEN DE LA LIBRE PENSÉE AVEC DJANINA, FILLE DE MESSALI-HADJ

*Djanina, nous avons été ravis de vous retrouver à Niort en cette fin d'année. Pouvez-vous nous dire ce que vous avez ressenti sur le fait de revoir la ville où vous avez séjourné avec votre père **Messali Hadj** de 1952 à 1954 ?*

J'ai été, moi aussi, très heureuse, et émue, de revenir à Niort, ville dans laquelle j'ai tant de souvenirs. Déjà, lors de ma dernière visite en 2016, j'avais éprouvé beaucoup d'émotions. Votre accueil chaleureux, et amical, au cours de ces deux séjours m'a touché profondément.

Permettez-moi, tout d'abord, de rappeler au lecteur, dans quelles circonstances je suis arrivée à Niort, où j'ai rejoint mon Père **Messali Hadj**, Leader Indépendantiste Révolutionnaire, qui a créé à Paris en 1926, le premier Parti Nationaliste Algérien « *L'Étoile Nord-Africaine* », qui réclamait l'**Indépendance totale** de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie alors colonies françaises, et qui était assigné à résidence surveillée à l'hôtel Terminus, situé à côté de la gare.

En octobre 1953, j'ai 15 ans et ma mère, son épouse, **Émilie Busquant** vient de décéder tragiquement à Alger à l'âge de 52 ans. Nous décidons d'organiser ses obsèques en France et de l'inhumer dans sa terre natale, en Lorraine, à Neuves-Maisons.

Me retrouvant alors orpheline, en rentrant de son enterrement, écrasée par le chagrin, je ne retourne pas en Algérie que je quitte définitivement pour vivre avec mon Père. Ce n'est donc pas par choix, ni pour des raisons de villégiature, que je m'installe dans votre ville.

Mon Père m'inscrit au lycée de Niort, situé avenue de Limoges, où je vais poursuivre, malgré les circonstances difficiles, ma scolarité. Même si c'est mon père qui est assigné à résidence surveillée, je subis, de fait, les mêmes contraintes et le même enfermement : haute surveillance policière lors de nos promenades à pied dans le quartier de la place de la Brèche, et de la rue Ricard, contrôles réguliers, et horaires de sorties limités.

Mon rythme de vie se résume à mes classes au lycée, à faire mes devoirs, et à vivre aux côtés de mon Père, que j'aide en assurant son Secrétariat.

Cependant, des liens de solidarité se tissent peu à peu autour de nous, grâce à certains niortais à l'esprit libre et ouvert, et nous allons par exemple, mon père et moi, être reçus régulièrement par la famille **Cardinal**. D'autres amis se joignent à cet élan de solidarité. La plupart d'entre eux sont des enseignants syndiqués au **SNI**, à la **FEN**, des ouvriers syndiqués à la **CGT**, au **Parti Communiste**, à la **Ligue des Droits de l'Homme**, et à des Associations culturelles locales, telle que le



Ciné-Club. Mon Père, qui est à l'origine de la création d'un **Cercle Zimmerwald**, à Niort, inscrit ainsi son combat politique dans la lutte anticoloniale, et anti-impérialiste, dans une Perspective Internationaliste.

Djanina, pensez-vous que l'opération de Réhabilitation de votre Père est achevée, ou faut-il encore œuvrer pour une plus totale réhabilitation ?

En ce qui concerne l'Algérie, il ne s'agit pas d'une **Réhabilitation**, mais d'établir la Vérité historique, en démontrant que la narration officielle du récit national algérien n'est pas l'Histoire, mais une histoire écrite par le seul vainqueur. Cette propagande d'État, qui tient du Révisionnisme historique, a servi, depuis plus de 60 ans de caution historique, afin de légitimer l'exercice du Pouvoir par le seul Parti unique **FLN**, très loin des processus démocratiques électoraux transparents et pluriels.

En Algérie, il a été calomnié, insulté, dénigré, accusé d'avoir trahi la nation algérienne dans sa volonté d'obtenir l'Indépendance, accusé de refuser le passage à la Lutte armée.

Son action politique a été marginalisée par la liquidation physique systématique des Militants, et des Responsables politiques de son mouvement (Parti **MNA**, Syndicat **USTA**), par le **FLN** puis, à l'**Indépendance**, le Parti unique **FLN** va interdire l'existence légale de son Parti politique. Il se verra refuser la Nationalité algérienne, et son nom, ainsi

que son Mouvement politique, sont effacés du Récit national, ainsi que des manuels scolaires et des espaces médiatiques; l'objectif étant de l'effacer de la Mémoire collective algérienne.

Le nom de **Messali** est maudit, et ne réapparaît dans l'espace médiatique algérien que dans les années 2000, ce qui aboutira à l'inauguration de l'aéroport **Messali Hadj** de Tlemcen, le 16 avril 2011, par le Président **Abdelaziz Bouteflika**.

En France son nom réapparaît un an après son décès, en exil, en 1974, dans un nouveau débat historique inauguré par la publication de deux ouvrages écrits par **Mohamed Harbi** (*Aux origines du FLN* et *FLN mythe et réalité*), qui viennent de revisiter de fond en comble une narration historique jusqu'ici approximative et événementielle.

Au retour de l'enterrement de mon Père à Tlemcen, un jeune Étudiant et Chercheur en histoire, alors Militant de la **IV^e Internationale**, **Benjamin Stora**, me contacte à Paris pour l'aider à écrire la biographie de **Messali Hadj**. Ces travaux que je qualifierai de pionniers, sont les premiers d'une longue série de publications et d'ouvrages.

**Messali Hadj sort enfin de l'ombre,
et retrouve une place centrale dans l'Histoire**

Je ne pourrai pas terminer mon propos sans mentionner que nous célébrons cette année le centenaire de la création de l'**Étoile Nord-Africaine**, première Organisation politique née à



Djanina avec son père Messali

Paris dans l'**Immigration ouvrière algérienne**, le 20 Juin 1926, réclamant l'**Indépendance** totale de l'Afrique-du-Nord, et dont **Messali Hadj** sera le Président.

Je vous tiendrai au courant des dates d'un colloque qui sera consacré à l'anniversaire de ce **Parti fondateur**, dans les prochains mois.

Enfin, permettez-moi de rappeler à vos lecteurs, le rôle essentiel de ma mère **Émilie Busquant**, une française originaire de Lorraine, issue d'une famille ouvrière **Anarcho-Syndicaliste**, qui tout au long de sa vie a milité sans relâche, et avec courage aux côtés des **Indépendantistes algériens**, et qui est avec **Messali Hadj**, à l'origine de la création du Drapeau national actuel.

Comme elle le répétait si souvent : « *Dans mon cœur de française, il n'y a pas de frontière pour la lutte pour la liberté* ».

Merci de saluer tous les camarades et les sympathisants de la **Libre Pensée**.

Djanina Messali-Benkelfat

Le 1^{er} Février 2026

Publié dans le *Bulletin Départemental de la Libre Pensée* 79,
N° 112, Mars 2026

Fédération Nationale de la Libre Pensée

SYNDICAT DE L'ENSEIGNEMENT
DE LA RÉGION PARISIENNE

Jean-Marc Schiappa

Paul Ruff

« Un militant dans le siècle »

Opération Torch, Force Ouvrière dans l'Enseignement dès 1947, Guerre d'Algérie...



ÉDITION COMMUNE THEOLIB & LIBRE PENSÉE

www.fnlp.fr

Libre pensée

Une édition commune
Libre Pensée & Theolib

Theolib

ACTUALITÉ DE LA BIOGRAPHIE DE PAUL RUFF

**Conférence à Niort, Libre Pensée,
le 25 avril 2026**

Contribution à une réflexion collective
et à un dialogue souhaité

Je tiens à m'excuser sincèrement auprès de mes Camarades et Amis de la **Libre Pensée de Niort**, mais j'ai modifié sensiblement l'objet de mon intervention. De l'histoire commune **Algérie-France**, je suis passé à une réflexion sur le Colonialisme et ses conséquences.

Il est peut-être nécessaire de préciser que mon propos n'engage que moi et que la discussion se mène très largement entre nous, au sein de la **Libre Pensée**, sur cette question comme sur toutes.

D'autant que cette année voit le centenaire de l'**Étoile Nord-Africaine**, la « *Glorieuse Étoile Nord-Africaine* », première Organisation Nationale Algérienne, fondée par **Messali Hadj**, centenaire qui verra un certain nombre d'activités qui sont déjà traitées de diverses manières par **Benjamin Stora**, que nous saluons ici.

En effet, traiter de la **Guerre d'Algérie** comme sujet historique en faisant comme si nous n'étions pas en 2026 confrontés à un sérieux problème de Racisme institutionnel serait quelque part une forme de dédain ou d'hypocrisie, c'est selon. Et je ne suis pas tellement doué pour l'hypocrisie.

Alors, disons les choses sans ambages, il existe dans ce pays un énorme problème de Racisme ; pas que dans ce pays et pas qu'en 2026, certes, mais nous vivons dans ce pays et nous vivons en 2026, il faut regarder les choses dans les yeux et les appeler par leur nom.

Et ce n'est pas un Racisme diffus, genre « *Dupont-La-Joie* », c'est un Racisme assumé, structuré politiquement et socialement. Il est consubstantiel à l'Ordre établi dans ce pays. Il est organisé. Prenons des exemples tout récents.

« En une semaine sur CNews, Bally Bagayoko aura été comparé à un Primate puis au Mâle dominant d'une Tribu primitive. Les autres Maires Noirs qui ont fait preuve de la même insolence : exercer le Droit républicain à se présenter à des élections démocratiques, poussant le vice jusqu'à triompher, ont tous subi des insultes racistes d'une rare obscénité ».

Vous connaissez, je présume, le récent communiqué du **Bureau Européen de Coordination de la Libre Pensée** rappelant une décision du Tribunal administratif de Paris et commentant « *L'abstention honteuse des pays de l'Union Européenne, à commencer par la France, sur la résolution de l'ONU adoptée le 25 mars 2026, déclarant "la Traite des Africains réduits en esclavage et l'esclavage racialisé des Africains" comme "les plus graves Crimes contre l'Humanité", condamnant cette "injustice la plus inhumaine et la plus persistante commise contre l'Humanité" n'est pas un hasard.* »

L'Est républicain du 8 avril écrit : « La commémoration de la mort de **Toussaint Louverture** qui a été organisée mardi au château de Joux par la **CCGP** s'est déroulée dans un climat très particulier. Aucun membre de la Délégation haïtienne n'a pu s'exprimer au nom des millions de Victimes des Traites négrières. Une décision due à des positions jugées trop critiques vis-à-vis de l'État français. À l'arrivée, une cérémonie très monochrome et un sentiment de gêne palpable. La preuve que ces questions liées au Racisme et au Devoir de mémoire demeurent très épineuses » .

En un mot, en 1803, le **Bonapartisme Colonialiste Français** élimine Toussaint Louverture. En 2026, les Bonapartistes colonialistes français interdisent aux successeurs de **Toussaint Louverture** de parler et où ? Dans une cérémonie en hommage à **Toussaint Louverture** !

Tout cela et quelques autres faits dans la même période jettent une curieuse lueur sur le Pays des Lumières. Il existe un contexte. À quel moment s'est-il révélé ?

Lors de la discussion sur la loi de 2004, je me souviens très bien être monté à la tribune du Congrès de la **Libre Pensée** et y avoir dit « *ce qu'ils veulent* [les tenants de la loi], *c'est la revanche de la guerre d'Algérie* » et je me souviens très bien qu'avec mes camarades et amis **Christian Eyschen**, **Marc Blondel** et la Direction de la **Libre Pensée**, nous argumentions sur le côté totalement réactionnaire de cette loi et que, ici ou là, tel ou tel se réclamant de la Laïcité ne nous suivaient pas.

Nos routes n'ont fait que diverger depuis et nos divergences s'approfondir. Ce n'est par ailleurs pas grave. Et, en effet, 2004 est un tournant. Il n'est pas nécessaire (mais pas exclu, non plus) d'être d'accord avec **Houria Bouteldja** pour partager son constat « *le terrain était prêt pour le retour du Racisme brut, sans filtre* ».

Attention, c'est un tournant dans une continuité et il faut insister sur cette continuité. Le Colonialisme et le Racisme sont inséparables du Capitalisme. Le triptyque est simple : **Capitalisme, Colonialisme, Racisme**, indissolublement liés.

Marx et Engels écrivaient dès la première page du *Manifeste du Parti Communiste* (et peut être sommes-nous passés trop vite sur cette affirmation ?) : « *Les marchés des Indes-Orientales et de la Chine, la colonisation de l'Amérique, le commerce colonial, la multiplication des moyens d'échange et, en général, des marchandises donnèrent un essor jusqu'alors inconnu au négoce, à la navigation, à l'industrie et assurèrent, en conséquence, un développement rapide à l'élément révolutionnaire de la société féodale en dissolution.* »

Le point de départ est le XV^e siècle suite à la fermeture de la route de la Soie (1453, chute de Byzance), quasiment au même moment où, sur l'autre extrémité de la Méditerranée, les Puissances catholiques, espagnole et portugaise, pour l'une, termine la *Reconquista* sur l'Europe en 1492, date ô combien symbolique, pour l'autre, débarque à Ceuta en 1415 sur la côte nord de l'Afrique, à la limite actuelle du Maroc.

Alain Bihl, dans une somme remarquable relative à ce qu'il appelle le Proto-Capitalisme, analyse ce qui va du début du XV^e siècle aux deux tiers du XVIII^e siècle. Pour ceux qui s'intéressent à la *Révolution française* donc aux conditions de son apparition, on sait que les courbes s'inversent dans le 2^e tiers du XVIII^e siècle et l'année 1763 comme moment charnière est une grille de lecture pertinente. Pour l'auteur, la Mondialisation n'est pas la conséquence du développement du Capitalisme, mais sa condition première. Commence la conquête de territoires dans lesquels les Colonisateurs vont piller les ressources (métaux précieux, bois, terres...), main-d'œuvre réduite à l'esclavage quand elle n'est pas exterminée par les armes ou les maladies importées et produire poivre, sucre, café, coton, thé.

Un texte très intéressant d'un site militant anglais résume les choses en ces termes : « *Les fondements historico-matériels de la Suprématie blanche ont été posés dès 1492, à travers la Reconquête de la péninsule Ibérique par **Ferdinand** et **Isabelle** et l'expulsion des **Maures**, ainsi que le premier voyage de **Christophe Colomb** aux Amériques. Ce dernier événement a jeté les bases du plus grand Génocide de l'Histoire mondiale et a marqué le début de la Conquête et de la Colonisation des terres non-européennes par les Européens.*

Cela s'est poursuivi jusqu'au XX^e siècle avec la Conquête et la Colonisation complètes des Amériques, la Colonisation de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, l'absorption de l'Inde par l'Empire britannique, l'absorption de l'Indonésie par l'Empire néerlandais, l'absorption

de la Malaisie d'abord par l'Empire néerlandais, puis par l'Empire britannique, la Colonisation de l'Afrique-du-Sud, la soumission de la Chine par les Guerres de l'Opium, l'absorption de l'Indochine par l'Empire français, le partage de l'Afrique entre les puissances européennes, le partage de l'Asie occidentale par les Britanniques et les Français après l'effondrement de l'Empire ottoman, et le projet de Colonisation sioniste en Palestine, qui ne sont que quelques exemples notables. »

Marx écrit : « La découverte des contrées aurifères et argentifères de l'Amérique, la réduction des indigènes en esclavage, leur enfouissement dans les mines ou leur extermination, les commencements de Conquête et de Pillage aux Indes-Orientales, la transformation de l'Afrique en une sorte de garenne commerciale pour la chasse aux peaux noires, voilà les procédés idylliques d'Accumulation primitive qui signalent l'ère capitaliste à son aurore.

Aussitôt après, éclate la guerre mercantile ; elle a le Globe entier pour théâtre. (...) Les différentes méthodes d'accumulation primitive que l'ère capitaliste fait éclore se partagent d'abord, par ordre plus ou moins chronologique, le Portugal, l'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, jusqu'à ce que celle-ci les combine toutes, au dernier tiers du XVII^e siècle, dans un ensemble systématique, embrassant à la fois le Régime colonial, le Crédit public, la Finance moderne et le Système protectionniste. (...) Ce fut la Traite des Nègres qui jeta les fondements de la grandeur de Liverpool ; pour cette ville orthodoxe le trafic de chair humaine constitua toute la méthode d'accumulation primitive. Et, jusqu'à nos jours, les notabilités de Liverpool ont chanté les vertus spécifiques du Commerce d'esclaves. »

Comme on le sait, la **Première Internationale** a envoyé ses encouragements à **Lincoln** et soutenu la Cause Nordiste contre les Esclavagistes américains.

Cela nécessite de revenir à grands traits sur certains moments de l'Histoire du Mouvement Ouvrier et Démocratique, il faudra aller plus dans le détail que l'exposé bien sommaire que je vais esquisser, faute de temps et donc de matériel préparatoire, et ce travail futur devra, évidemment, inclure la composante Libre Penseuse, y compris ses contradictions.

La vie militante de **Paul Ruff** s'insère dans tout ce contexte. Et il est fidèle à une Tradition internationaliste dont certains se sont éloignés, à commencer par les Dirigeants officiels. Cette différence est fondamentale. Et rarement les deux trajectoires auront été autant opposées que dans la période traitée dans cet ouvrage qui est schématiquement celle de la **IV^e République**.

Ici, il faut préciser une chose dans ma réflexion. Que je m'appuie, méthodologiquement parlant, sur le **Marxisme**, ne veut certainement pas dire que la **Libre Pensée** soit marxiste ni que les **Libres-Penseurs** soient marxistes (ni l'inverse, évidemment). La Libre Pensée est un carrefour et chacun et chacune y vient avec ses outils de réflexion, à condition, comme on dit dans certains milieux, de laisser les métaux à l'extérieur.

Donc le **marxisme**. Et peut-être faut-il compléter par cette lettre remarquable de **F. Engels** à **K. Kautsky** en date du 12 septembre 1882: En Angleterre, « *les ouvriers mangent allègrement leur part de ce que rapporte le Monopole de l'Angleterre sur le Marché mondial et dans le domaine colonial* À mon avis, les colonies proprement dites, c'est-à-dire les pays peuplés d'éléments de souche européenne, le Canada, la Cap, l'Australie, deviendront tous indépendants; par contre, les pays sous simple domination et peuplés d'indigènes, Inde, Algérie, les possessions hollandaises, portugaises et espagnoles, devront être pris en charge provisoirement par le Prolétariat et conduits à l'**Indépendance**, aussi rapidement que possible. Comment ce processus se développera, voilà qui est difficile à dire...

Mais par quelles phases de développement social et politique ces pays devront passer par la suite pour parvenir eux aussi à une structure socialiste, là-dessus, je crois, nous ne pouvons aujourd'hui qu'échafauder des hypothèses assez oiseuses. Une seule chose est sûre: le Prolétariat victorieux ne peut faire de force le bonheur d'aucun peuple étranger, sans par-là miner sa propre victoire. Ceci ne signifie naturellement pas que des guerres défensives de diverses sortes soient exclues (...).».

Engels pointe trois éléments, d'abord, la corruption du Mouvement ouvrier par la bourgeoisie, ce que l'on appellera plus tard « *l'Aristocratie ouvrière* », ensuite, la nécessaire Indépendance des colonies, enfin, son refus de tirer des plans sur la comète. Et certains présentent Engels comme une dogmatique ou un mécaniste...

Jacques Droz dans un article ancien, mais toujours solide dresse l'état des débats dans la **Deuxième Internationale** et la Question Coloniale. Il considère que « *La Deuxième Internationale aura beaucoup de peine à définir une doctrine en face du Colonialisme.* » Nous ne le suivrons pas dans cette description. Une abondante littérature, pas toujours de qualité, d'ailleurs, traite de la politique des dirigeants socialistes, notamment Jaurès qui « *estime que le fait colonial est un fait irrésistible et naturel* ».

On va de la radicale condamnation à l'excuse, y compris alternativement chez une même personne. Ce qui est remarquable est que tous décrivent deux phénomènes présentés comme distincts, le Capitalisme et le Colonialisme ; dans le meilleur des cas, le second serait la conséquence du premier. C'est l'opportunisme générique de la **II^e Internationale**, valable sur ce point comme sur tous les autres, et bien éloigné de la méthode de **Marx** pour qui Colonialisme et Capitalisme sont indissociables.

A l'occasion de la **Guerre des Boers**, entre 1899 et 1900, **Bernard Shaw** écrit un ouvrage, *Le Fabianisme et l'Empire* (1900), dans lequel il justifie la Mission civilisatrice du Colonialisme... Il en est de même pour **Bernstein**, le Révisionniste déclaré. « *Ce n'est qu'au Congrès de Stuttgart, en 1907, qu'eut lieu le grand affrontement d'où devait sortir la condamnation du Colonialisme.* »

Entre 1904 et 1908, dans l'actuelle Namibie, l'Armée allemande mène une campagne d'extermination systématique contre les peuples **Herero**

et **Nama**. Le Général **Lothar von Trotha** émet en octobre 1904 l'*Vernichtungsbefehl*, l'Ordre d'extermination : tout **Herero** trouvé dans les territoires allemands sera tué. Hommes, femmes, enfants. C'est le premier génocide du XX^e siècle. Des médecins allemands y mènent des expériences pseudoscientifiques sur les prisonniers.

L'Allemagne reconnaît officiellement le Génocide en 2021, soit 117 ans après les faits. Et c'est aussi les révélations sur le Congo-Belge.

Le Congrès de Stuttgart de 1907 n'est guère satisfaisant (c'est pour cela que la formule de **J. Droz** est peu opérationnelle). Qu'en dit **Lénine** ? *« Sur la Question Coloniale, la Commission a vu se dégager une majorité opportuniste, et le projet de résolution comportait cette phrase monstrueuse : "Le congrès ne condamne pas, en principe et pour tous les temps, toute politique coloniale, qui, en régime socialiste, pourra être une œuvre civilisatrice." ... La notion même de "politique coloniale socialiste" relève d'une extrême confusion. Le Congrès a eu parfaitement raison de retrancher de la Résolution les formulations citées plus haut pour leur substituer une condamnation de la Politique coloniale encore plus ferme que dans les résolutions des Congrès précédents ».*

Le Congrès condamne le Colonialisme mais en quels termes ! *« le Congrès réproouve la Colonisation actuelle »* et, évidemment, il préconise *« l'éducation de ces peuples pour l'indépendance »*. Ces peuples sont quand même essentiellement des sauvages, des inférieurs qu'il faut éduquer.

Après une très longue discussion, ce fut le point de vue de **Kautsky** qui l'emporta par 127 voix contre 108. La Minorité colonialiste est considérable. Et qu'est la politique de la Majorité animée par **Kautsky**, auteur d'un ouvrage *Socialisme et Politique Coloniale*, paru en 1907? Dans cet ouvrage, comme dans tout **Kautsky**, d'ailleurs, à l'intérieur d'un raisonnement formellement correct et bien souvent pertinent quoiqu'alambiqué, on trouve des notations étonnantes, des échappées vers son futur révisionnisme « *Si des Colons issus de la civilisation européenne s'installent sur une terre pratiquement inhabitée et se consacrent à sa culture, ils en augmentent immédiatement la capacité productive. Ils remplacent une économie arriérée, qui produit peu, mais se contente principalement de récolter ce que la nature offre gratuitement, par les méthodes de production les plus performantes de leur époque... Les États-Unis d'Amérique en sont l'exemple le plus frappant. Nous ne pouvons certes pas rejeter ce type de colonialisme.* »

Or, la Conquête de l'Ouest n'est pas rien dans l'histoire du Capitalisme et dans l'extermination des Natifs. D'ailleurs « **Hitler** a vulgarisé la notion d'espace vital en s'inspirant de la Notion de Frontière de l'Ouest américain ».

Constituée au lendemain de la Révolution d'octobre 1917, la **III^e Internationale** rompt avec les conceptions de la précédente **Internationale**. Le premier Congrès de l'**IC** de 1919 aborde la question et prépare la célèbre conférence de Bakou en 1920. Lors du 2^e congrès (1921), les Thèses sur le Colonialisme étaient adoptées.

Désormais, les Communistes devaient soutenir le combat des Peuples colonisés contre leur Colonisateur et renforcer le Prolétariat dans son combat révolutionnaire. Ainsi, le jeune **PC** français, soutint, non sans gauchisme, mais c'est secondaire, pendant la Guerre du Rif (1923-1925), la République de Rif résista durant 3 ans à la coalition formée par toutes les puissances coloniales d'Europe. Le Général **Pétain** dirigeait le Contingent français, **Franco** l'espagnol, avec gaz de combat par l'Aviation.

Cela ne va pas sans heurts. On connaît la Motion de Sidi-Bel-Abbès du 21 avril 1921, Selon ce document, «*la propagande communiste directe auprès des Indigènes est inutile parce que ces Indigènes n'ont pas encore atteint un niveau intellectuel et moral qui leur permette d'accéder aux conceptions communistes*». Ce texte est qualifié d'esclavagiste par **Trotsky**.

Parce qu'il n'y a pas Colonisation sans Racisme, sans extermination, sans Génocide ou volonté génocidaires. Il faut vider la terre du Primo-Occupant et forger la légende «*avant nous, il n'y avait rien*»; avant la France, l'Algérie n'existait pas. La Palestine sionisée, c'est «*une Terre sans peuple pour un Peuple sans terre*». C'est le versant aux Colonies des racines de la France chère aux réactionnaires. Un peuple aurait des racines. Et donc un peuple est donné une fois pour toutes.

Dans le cas de la Conquête de l'Algérie, la volonté génocidaire est nette. Et le parallèle avec

Oradour est justifié. Totalelement. De belles âmes ont invoqué les périodes historiques différentes pour récuser la comparaison. La belle affaire. **Le Colonialisme a inspiré le nazisme**. Ni plus ni moins. Ce furent les massacres, les enfumades, les razzias. **Bugeaud**. Faut-il en dire plus ?

« En juin 1848, certaines des techniques employées dans la Colonie furent en effet importées à Paris par des Officiers supérieurs – Cavaignac, Lamoricière et Changarnier notamment – qui avaient longtemps servi en Algérie ».

Figurez-vous que dans le 12^e arrondissement de Paris, il existe une rue et une école **Lamoricière** ; que va faire la Mairie de *goche* du 12^e, récemment installée ? Certainement la continuité de la Mairie de *goche* précédente ; rien. On défend le Colonialisme version **Mollet** ou version **Hollande**, mais toujours le Colonialisme.

COMMENT SE MET EN PLACE LA COLONISATION ?

La convention de capitulation entre le Général **de Bourmont**, Ministre de la Guerre de **Charles X** et le **Dey d'Alger** comportait l'engagement de la Puissance coloniale à respecter le libre exercice de la Religion musulmane : *« l'exercice de la Religion mahométane restera libre ; la liberté de toutes les classes d'habitants, leur religion, leurs propriétés, leur commerce, leur industrie ne recevront aucune atteinte »*, le 5 juillet 1830. Par l'arrêté du 8 septembre 1830 du Maréchal **Clauzel**, les Biens **Habous** qui servaient à

financer les activités religieuses et qui formaient la moitié des terres arables en Algérie ont été affectés au domaine de l'État, c'est-à-dire deux mois après la Convention de Capitulation garantissant le fonctionnement de l'Islam...

Dès 1834, se met une législation différenciée qui va prendre la forme du « **Code de l'Indigénat** ». Pour **Emmanuelle Saada**, l'Indigénat « *consacre en fait la dissociation entre nationalité et citoyenneté: loin des principes de la Révolution, les Indigènes sont des sujets français privés des droits de Citoyen* ». Comme l'écrit **Benjamin Stora**: « *Les Algériens Musulmans sont des faux citoyens d'une République assimilationniste.* »



Toute la **III^e** et la **IV^e République** se sont ainsi construites, la Citoyenneté excluait les Femmes (jusqu'en 1946), les Colonisés. Cette question (non citoyenneté) est au cœur des rapports sociaux et politiques. Et ce n'est pas de l'Histoire. « *En 1975, la Commission trilatérale publia un texte qui fit scandale, La Crise de la démocratie, rapport sur la gouvernabilité des démocraties. Samuel Huntington, dont on se souvient aujourd'hui surtout pour son Choc des civilisations, en était l'un des co-auteurs. Historiquement, rappelait-il, les Démocraties ont toujours "comporté une population marginale plus ou moins nombreuse qui ne prenait pas activement part à la politique" ».*

La Démocratie grecque se fondait sur l'exclusion des Esclaves, des Étrangers et des Femmes, la Démocratie-Censitaire sur l'exclusion des pauvres, la Démocratie-Ségrégationniste sur l'exclusion des Noirs, la Démocratie-Patriarcale sur l'exclusion des femmes... Or voilà que des « *groupes sociaux marginaux* » auparavant « *passifs ou inorganisés* » – Noirs, Indiens, Chicanos, femmes... – se mettent en tête d'être des Sujets politiques à part entière... Loin de se féliciter de ce « *déferlement démocratique* », **Huntington** s'en inquiète et il préconise d'organiser l'abstention de ces catégories. N'y a-t-il pas un rapport avec cette haine de l'élection de Maires racisés ? Du vote des Quartiers populaires ? Est-ce vraiment un problème théorique ou une continuité socio-politique ?

Guy Pervillé écrit : « *Le seul succès incontestable de la Colonisation française en Algérie fut la mainmise sur la propriété de la terre et de ses produits... Le pourcentage de la superficie agricole appropriée par les colons (environ 25 %) peut sembler modéré, à condition d'oublier qu'ils ne représentaient plus que 2 % de la population agricole totale en 1950...* »

Pour les Colonialistes, le Peuple algérien n'avait aucun droit sur sa terre parce que le Peuple algérien n'existait pas et qu'il ne pouvait demander l'application d'aucune loi ni en tant que Peuple ni en tant que Citoyen « *français* ». Les Algériens se trouvaient dans une sorte de *no-man's land* : ni français, ni algérien. Éradiquer le moindre souvenir que l'Algérie existait avant la Colonisation. Ainsi, à partir de 1830, en Algérie, un certain nombre de Mosquées furent détruites ou transformées en Cathédrales comme la Mosquée **Ketchaoua** d'Alger et devint la Cathédrale **Saint-Philippe**, la Mosquée **Ali Bitchnin** qui devint l'église **Notre-Dame des Victoires** ou la Mosquée de Constantine qui devint la Cathédrale de Constantine.

La Paysannerie est expropriée et doit survivre, très souvent en quittant l'Algérie et former la main d'œuvre industrielle en France ; on a pu dire que l'Algérie avait son Prolétariat hors du sol natal. Le **Nationalisme algérien** moderne se constitue avec l'**Étoile Nord-Africaine**, souvent appelée, à juste titre « *la Glorieuse Étoile Nord-Africaine* ». On y trouve le petit-fils d'**Abd El Kader**, **Messali Hadj** va vite devenir son Représentant, à la fois théorique et organisationnel. L'**Étoile Nord-Africaine** est créée

en 1926 à Paris, dans l'Émigration et cela doit être souligné. Au Congrès anti-impérialiste, organisé par l'**Internationale communiste**, qui se tient à Bruxelles, en Belgique, du 10 au 15 février 1927, l'**Étoile Nord-Africaine** réclame l'Indépendance de l'Afrique-du-Nord par la voix de **Messali Hadj**, son Secrétaire général.

Peu de temps après, l'**Étoile** non seulement rompt avec le Parti Communiste, mais interdit la Double Appartenance avec le **PCF**. Il s'agit maintenant d'une Organisation nationale autonome et non d'une organisation mise sous tutelle. Dans un tel contexte, l'Etoile nord-africaine est dissoute par les autorités françaises en 1929. Deuxième moment charnière dans l'édification du Nationalisme Algérien – pour reprendre la structuration définie par le regretté M. **Harbi** et qui est particulièrement opérante –, il s'agit du Meeting du 2 août 1936 au Stade municipal d'Alger, au meeting organisé par le Congrès musulman, **Messali Hadj** arrache la parole et réaffirme sa lutte pour l'**Indépendance** du pays devant 20 000 personnes : « *cette terre n'est pas à vendre* ». Discours fondateur parce que **Messali** s'oppose publiquement aux Assimilationnistes du Congrès musulman.

D'ailleurs, l'**ENA** s'oppose au *Projet Blum-Viollette* qui prévoit l'attribution de la Citoyenneté française à une minorité d'Algériens. Le **Front populaire** dissout à nouveau l'**ENA** en janvier 1937 et poursuit ses Dirigeants pour reconstitution de Ligue dissoute. Il ne passe que quelques jours entre la dissolution de l'**Étoile** et la fondation du

Parti du Peuple Algérien (**PPA**) en mars 1937. **Messali**, qui continuait à diriger le **PPA**, est contre toute Collaboration avec l'Allemagne nazie.

3 jours avant le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, le 26 juillet 1939, le **PPA** était interdit. **Messali Hadj** est arrêté, traduit devant un Tribunal militaire. Il refuse toute Collaboration avec le Régime du Maréchal **Pétain** (il répond aux envoyés du Régime « *ma déclaration, je le ferais devant le Tribunal militaire* ») et il est condamné au bagne par le **Régime de Vichy**. Les humiliations se succèdent (on lui rase la barbe, on lui rase les sourcils) et il ne cède pas. Prestige énorme augmenté par sa situation du Persécuté qui ne cède pas.

C'EST LE DÉBARQUEMENT ALLIÉ DE FIN 1942 QUI LE LIBÈRE PROVISOIREMENT

Paul Ruff et une poignée de Militants, à Alger, jouent un rôle considérable; il y a un début d'Insurrection (très minoritaire), mais qui change tout militairement et politiquement. En 1943, **Ferhat Abbas** qui a évolué et **Messali** vont créer une nouvelle organisation appelée les Amis du Manifeste de la Liberté (**AML**) qui va regrouper très vite 100 000 adhérents, ce qui est considérable. C'est le 3^e Moment Fondateur évoqué par M. **Harbi**. On a dit que cette liberté est provisoire : le 23 avril 1945, **Messali Hadj** est arrêté et déporté à Brazzaville, au Congo.

L'Organisation manifeste à l'occasion de la célébration de la Victoire le 8 mai 1945. On parle



Les jeunes à Alger, dont beaucoup de jeunes Juifs avec Paul Ruff et José Aboulker, qui désarment la Police et l'Armée de Vichy le 8 novembre 1942

d'une « *véritable irruption des Algériens sur la scène politique* ». Ils réclament notamment et même surtout la Libération de **Messali Hadj**. Sa situation est tout sauf personnelle : il symbolise le sort de l'Algérie. Comment célébrer la « *Libération* » officielle quand celui qui porte les espoirs du Peuple algérien est en prison ? La répression par les Forces militaires et policières françaises de Sétif et Guelma fait des milliers de victimes et marque véritablement le début de la **Guerre d'Indépendance**. C'est un tournant définitif, absolu. Rien ne sera comme avant, tout le monde le sait ou le sent.

Messali, qui vient d'être libéré en 1946, met en place deux organisations. La première, baptisée « *Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques* » (**MTLD**), est une sorte de vitrine politique légale classique. La seconde est l'*Organisation spéciale* (**OS**). C'est une branche armée du Mouvement Indépendantiste Algérien. **Ruff** est en Europe, comme soldat, puis comme enseignant.

Le **MTLD** connaît un succès électoral au « *Second Collège* ». À partir du Statut de 1947, il y a la mise en place du double Collège : le Collège réservé aux Européens (le premier) et le Second Collège réservé aux Indigènes musulmans. Il faut 8 fois plus de voix pour élire un député au Second Collège qu'un Député européen. À juste titre, le **MTLD** malgré cette condition se présente aux élections au Second Collège en octobre 1947 et les remporte haut la main. La plupart des Candidats nationalistes battent les Candidats de l'administration, appelés les *béni-oui-oui*. L'expression vient de là et constitue, je crois, le seul apport linguistique du Colonialisme.

En 1948 les élections seront grossièrement truquées. Les Candidats indépendantistes seront simplement arrêtés ; et seuls les Candidats de l'administration seront élus. Il y a souvent plus de voix décomptées que d'électeurs inscrits ; on ne se donne même pas la peine de maquiller la fraude.

La voie légale est condamnée. Même le très hypocrite système des deux Collèges est de trop pour le colonialisme.

C'est ce qui va encourager les éléments les plus déterminés. Une série de procès va avoir lieu, en huis clos, en 1951-1952 contre l'*Organisation spéciale* (**OS**) du **MTLD**, avec 80 plaintes pour torture et arrestations arbitraires déposées par les plaignants, toutes classées sans suite.



Après la répression d'Orléansville du 14 mai 1952, où les Forces de l'Ordre tirèrent sur la foule réunie pour un discours de **Messali Hadj**, faisant deux morts et des centaines de blessés, **Hadj** est kidnappé, déporté en France et placé en résidence forcée, justement ici à Niort, à l'hôtel Terminus (maintenant hôtel Moka) de mai 1952 à septembre 1954. Le **MTLD** manifeste en France, contre la répression et contre la déportation de son chef; la police réagit violemment à Montbéliard, au Havre et à Charleville, faisant trois morts et des centaines de blessés.

Lors de la manifestation – traditionnelle à l'époque – du 14 juillet, en 1953, à Paris, la Police tire, intentionnellement et sans sommations, sur les manifestants du **MTLD**; on compte sept morts, dont six ouvriers algériens et un syndiqué **CGT**.

Tout ceci est raconté par M. **Rajsfus** « 1953, un 14 juillet sanglant » ; oui, le 14 Juillet, le bal et les *flons-flons*, la fête de la Liberté et de l'Égalité. Passons...



Il y a une répartition des fonctions entre la vitrine légale (**MTLD** dont le sigle lui-même indique le côté légal) et l'Appareil militaire (***Organisation Spéciale*** et là aussi le sigle, simple et énigmatique montre, par ce qu'il ne dit pas, qu'il s'agit de quelque chose de secret donc de sérieux). Mais cette séparation entre deux types de fonctions va se cristalliser suivant les affinités et les orientations. Il y a les « *légaux* » qui siègent, par exemple, au Conseil municipal d'Alger avec le Maire « *Libéral* »,



Rassemblement à Paris en mémoire du massacre du 14 Juillet 1953

ce sont souvent des Notables ou qu'ils veulent l'être et ils vont se retrouver autour du **Comité Central**.

Un grand nombre d'entre eux va devenir légaliste (mais pas tous...); **Messali** est empêché d'agir directement et la jeune génération (beaucoup d'anciens soldats, d'ailleurs) avide d'action est allée structurer l'**OS**; ils sont en buttes à la répression, recherchés, emprisonnés, clandestins. Ils ne peuvent participer à la vie légale du Mouvement et, par la logique de la lutte politique, cherchent le combat. La situation internationale est favorable: la Guerre d'Indochine se termine par la défaite française de Dien-Bien-Phu en mai 1954. Le Maroc et la Tunisie connaissent des rébellions qui vont amener à l'Indépendance en 1956.



Contre les *Centralistes*, malgré l'absence de **Messali** mais sous sa direction effective, le Congrès d'Hornu de juillet 1954 avec 360 délégués – notons ce chiffre remarquable – remet le Parti sur les rails et prépare l'Insurrection décidée pour le 1^{er} janvier 1955.

L'*Insurrection* commence le 1^{er} novembre... À l'éclatement de la *Révolution algérienne*, le 1^{er} no-

vembre 1954, **Messali El Hadj**, au nom du Parti du Peuple Algérien (**PPA**), salue la Révolution et la soutient dans un message adressé à tous les Militants du **PPA** et au Peuple algérien dans lequel il déclare : « *La Révolution **el moubaraka** est là, il faut l'aider, la soutenir et adhérer pour qu'elle ne s'éteigne pas, sans se poser la question qui a donné l'ordre* ».

Voilà esquissé à grands traits que vous connaissez déjà le mouvement national avant le début de la *Révolution* et qui est le *back ground* du soutien de **Ruff** et quelques autres à ce dernier. Peut-être faut-il faire ici une parenthèse sur une tarte à la crème. Plus exactement sur une canaillerie.

Le 25 mars 2025, toujours à la pointe de ce genre de choses, **Manuel Valls** : « *L'Antisémitisme vient essentiellement du Monde Arabo-Musulman* », reprenant sous une forme vulgaire, la théorie formulée par **Pascal Bruckner** dans *Le Racisme imaginaire*, entre autres.

José Aboulker témoigne à propos de la saisie des Biens Juifs en Algérie sous **Vichy** « *Les Arabes ne participent pas. Ce n'est pas leur guerre. Mais, à l'égard des Juifs, ils sont parfaits. Des Fonctionnaires, des Doriotistes, des Agents allemands essayent de les pousser à la manifestation et au Pogrome. En vain. Quand les Biens Juifs sont mis à l'encan, une consigne passe dans les Mosquées : "Ce sont nos Frères dans le malheur. Ne prenez pas leurs biens". Pas un Arabe ne devient Administrateur de bien saisi. Connaissez-vous d'autres exemples d'une aussi admirable Dignité collective ?* ».

Personne ne fera de **Roger Hanin** un Agitateur Bolchévique, c'était simplement un homme sincère et c'est plus que pas mal. Il disait *« Je suis Juif et je dois une gratitude éternelle à l'Algérie d'avoir gardé sur sa terre et dans sa chair, des centaines de milliers de Juifs pendant des siècles et des siècles jusqu'à l'arrivée des Français, qui ont trouvé en envahissant le pays une Communauté israélite intacte, heureuse et différente. C'est cela l'Algérie... C'est cela l'Islam : le Respect, la Tolérance, l'Amour... »*, ne confondons pas **Roger Hanin** et **Enrico Macias**.

Jules Isaac, dans *Genèse de l'Antisémitisme*, insiste sur le fait qu'il n'existe ni Antisémitisme ni Antijudaïsme avant l'Ère chrétienne. Lisons la 1^{ère} *Épître de Paul aux Thessaloniens* « 14: De fait, vous, frères et sœurs, vous êtes devenus les imitateurs des Églises de Dieu qui sont en Jésus-Christ en Judée, parce que vous aussi, vous avez enduré de la part de vos propres compatriotes les mêmes souffrances qu'elles de la part des Juifs. 15: Ils ont fait mourir le Seigneur Jésus et leurs Prophètes, ils nous ont persécutés, ils ne plaisent pas à Dieu, ils se comportent en adversaires de tous les hommes ».

Sortant du Judaïsme, le Christianisme est obligé de s'en distinguer. **Louis IX**, « *Saint Louis* », introduit le port de la Rouelle comme signe discriminant, formalisant l'Antisémitisme.

Et quand **Jean-Luc Mélenchon** a parlé de cela, tous les commentateurs ont passé sous silence pour gloser sur la prononciation d'**Epstein**. Quand ces Professionnels de l'Antisémitisme parlent d'Anti-

sémitisme, ils ont tout autre chose en tête. De même quand ils parlent de la laïcité. Revenons à ce sujet.

La **Loi de 1905** ne fut jamais appliquée dans les Colonies que, pourtant, la France estimait devoir civiliser. Comment et pourquoi ce paradoxe ? La « *Civilisation* » passe par le façonnement des cultes. En 1910, **Alfred Le Châtelier**, l'une des éminences grises de la III^{ème} République sur les questions musulmanes, rappelle « *C'est par l'Algérie que nous avons pris contact avec l'Afrique musulmane. En quatre-vingts ans, nous y avons fabriqué un Islam unique au monde* ». Sommes-nous loin des tentatives faites en France depuis une vingtaine d'années de « *fabriquer un Islam unique au monde* » ? C'est le principe de la Colonisation avec l'utilisation de la Religion.

Renvoyons à **Jomo Kenyatta** : « *Lorsque les **Blancs** sont venus en Afrique, nous avions les terres et ils avaient la **Bible**. Ils nous ont appris à prier les yeux fermés : lorsque nous les avons ouverts, les Blancs avaient la terre et nous la **Bible*** ».

Voilà pourquoi il faut un Islam « *créé de toutes pièces par l'État colonial* », pour reprendre l'expression de **Raberh Achi**. Mais la **loi de 1905** fait voler en éclats cet édifice. Elle aurait dû toucher à la question foncière. En conséquence elle ne fut jamais appliquée aux Colonies. Donc dans cette séquence concentrée qu'est la **IV^e République** et qui est l'essentiel de l'ouvrage à propos duquel nous sommes réunis, que se passe-t-il ?

La Seconde Guerre mondiale pouvait aboutir à une vague révolutionnaire généralisée. Il est de bon ton dans certains milieux de dauber sur cette Révolution qui n'a pas eu lieu. Il n'est pas le lieu ici de montrer en quoi cette affirmation est pour le moins contestable à propos de l'Europe (la **Révolution italienne** et la **Guerre civile grecque**) et qu'on ne peut résumer une vague révolutionnaire à certaines formes.

Mais, surtout, depuis quand – hormis certains cerveaux occidentaux –, le monde se résume-t-il à l'Ouest européen ? Et la **Révolution chinoise** ? Et **Dien Bien Phu** ? Et l'**Indépendance des Indes Hollandaises** ? Et celle de l'**Inde** ? Et la **Révolte de Madagascar** ? Et celle du **Kenya** ? Et, évidemment, la **Révolution Algérienne** qui commence le 8 mai 1945 ? Les masses de ce que l'on appelle maintenant le Sud-Global se sont déchaînées et il n'y aurait pas eu de vague révolutionnaire mondiale ? Étonnant.

Donc il y a bien depuis l'apparition du Capitalisme (ou du Proto-Capitalisme) un combo comme on dit maintenant « *Capitalisme-Colonialisme-Racisme* ». Et une continuité.

Il est nécessaire dans cette continuité, de saisir les différents moments, les « *tournants* » et sur ce point je suis assez d'accord avec le séquençage proposé par **Houria Bouteldja** dans un article récent. 1945/1947 est une césure importante, elle évoque une « *parenthèse d'environ 80 ans qui s'est ouverte en 45* ». C'est l'ordre de Yalta et Potsdam qui

se met en place contre la vague révolutionnaire et dont un des hauts faits est la création de l'État d'Israël, avec l'appui des USA et de l'URSS.

La Guerre Froide a pour vocation d'essayer de geler les Mouvements d'émancipation, tous les Mouvements d'émancipation : les Peuples sont des pions même si on assiste à des tentatives fragiles de construire des Mouvements indépendants (**Congrès des Peuples**, par exemple).

Le Mouvement Ouvrier en France (pas le « *Mouvement Ouvrier Français* » ou, peut-être, justement était-il devenu le Mouvement Ouvrier français et plus le Mouvement Ouvrier *en France*) est sous le joug des Appareils qui se font le relais de ce partage du monde, les uns comme la **SFIO** avec l'Impérialisme américain, les autres, le **PCF** avec la Bureaucratie stalinienne. Et contre cette coalition, une poignée d'Anarchistes, de Trotskyistes, de Syndicalistes, de Socialistes de Gauche, de dissidents du **PCF**. **Ruff** est un personnage essentiel dans cette tentative aussi bien sur le plan syndical que sur le plan politique.

Que pouvaient-ils faire dans le contexte cadennassé par ce que nous appelons « *les Appareils* » ? Ils ont fait ce qu'ils ont pu, surtout en montrant qu'on n'est pas condamnés, on n'est pas obligés de suivre la **SFIO** et le **PCF**, notamment dans cette brève fracture de 1956 qui va vite se refermer avec la prise du pouvoir de De Gaulle, permise justement par ces Appareils.

Et maintenant? Actuellement, nous sommes dans une toute autre situation historique. Un tournant est la décennie 1980. Pour des raisons liées fondamentalement à la nature de l'Impérialisme, jamais satisfait, il lui fallait reprendre les terres et les richesses provisoirement abandonnées après le choc post – Seconde Guerre Mondiale (ce qui, au passage, fait litière des théories expliquant qu'il n'y a pas eu révolution après 1944). La bureaucratie du Kremlin a purement et simplement vendu l'**URSS** et ses annexes (ce qui, là encore, fait litière des théories suivant lesquelles il s'agissait d'un capitalisme d'État: un capitalisme aurait résisté, la bureaucratie a vendu).

Problème majeur, essentiel, inexpiable. Les limites du Capital, c'est le Capital lui-même. Insérer l'**URSS** dans le Marché mondial à l'époque de l'Impérialisme ne fait que créer une Nomenklatura mafieuse et n'aboutit pas à une nouvelle expansion du Capital. «*Le Capitalisme crée la Classe ouvrière et repose sur son existence*». Il faut trouver «*autre chose*». C'est l'époque de la première Guerre en Irak et du « Choc des Civilisations ». C'est «*le Nouvel Ordre Mondial*», en fait, le nouveau chaos mondial.

Houria Bouteldja écrit «*L'ennemi: l'Islam puisque le mur de Berlin n'est plus*»; dans un article essentiel et que je recommande chaudement sur l'ouvrage de **Thomas Bauer**, *La Culture de l'Ambiguïté*, article publié dans la revue numérique du Cercle international d'exégèse rationaliste *Sapere aude*, il est écrit «*l'Islam a remplacé le "Bloc*

de l'Est" *dans l'imaginaire de l'Occident réactionnaire*». Nous partageons ce point de vue.

C'est aussi, et ce n'est pas un hasard, depuis les années 1980 à maintenant, l'apathie organisée du Mouvement Ouvrier et Démocratique. La **II^e Internationale** écrit que «*le Capitalisme est l'horizon indépassable*». Des décennies mortifères, mais le Capitalisme ne peut être autre chose que lui-même. Il ne peut donner un avenir positif. C'est quoi l'horizon indépassable? Il est épouvantable. Sur tous les plans. Les Peuples en ont fait la cruelle expérience. Et c'est la Mondialisation, formule là encore utilisée à tort; on l'a vu plus haut, la Mondialisation est inséparable du Capitalisme. Elle a commencé avec la première circumnavigation de **Magellan**.

Il faut aller plus loin sur une question précise, l'Antiracisme officiel, de bon aloi, *Télérama*, *SOS racisme*, les *années Mitterrand*, «*le Droit à la Différence*» thèse horrible s'il en est, qui prépare ce qu'on appelle le Racisme décomplexé. Le Droit à la Différence, c'est simplement le droit à l'inégalité. L'Apartheid veut dire le Développement Séparé. C'est le Droit à la différence. Le premier appelle le second, le second est la vérité révélée et crue, sans hypocrisie, du premier. L'Antiracisme officiel, sans contenu, de bon ton, prépare le Racisme décomplexé. Cette conception raciale, cet Antiracisme raciste fait partie de l'apathie organisée. On ne réclame pas l'Égalité des droits qui est la seule position anticolonialiste possible.

«**Nous** les Décoloniaux qui savons (Ô combien!) que la race n'existe pas mais que tout est racialisable (la couleur de peau, l'appartenance ethnique, la religion, l'appartenance nationale...)»

Et ici, il faut préciser quelque chose. Le terme «*Racisé*» est parfaitement adapté, il désigne simplement une réalité : la race n'existe pas, le Racisme existe, donc les individus victimes de Racisme (et non pas d'une remarque raciste en passant, à l'arrêt d'un bus, mais d'un Racisme social, permanent, total, régulier en quelque sort, qui passe par ces remarques quotidiennes) existent. Les attentats de **Charlie** et d'ailleurs servent de prétexte à ce Racisme brut.

«*Le Racisme est toujours un Racisme de la classe possédante utilisant la petite-bourgeoisie effrayée. Il s'agit des déclassés en Allemagne d'après 1918, des bobos en France, ceux qui sont leurs propres patrons, ceux qui sont dans la création, la com', la pub', qui ouvrent un restau light-bio-cuisine du monde en faillite dans trois mois, qui sont terrorisés parce que la crise économique va les frapper durement et qui tournent leur haine avec un réflexe de Petits Blancs*» «*Mais la bête n'est pas repue*». Et elle ne peut pas l'être.

Il y a des soubassements matériels, économiques et sociaux à ces reclassements politiques, à ces expressions curieuses et inusitées qui apparaissent un peu partout sur la planète, en un mot c'est l'impasse du monde impérialiste, nous nous sommes exprimés sur ce point dans différents supports. Il n'est plus possible de jouer la comédie.

«*Les eaux glacées du calcul égoïste*» dont parle **Marx** imposent d'aller vite et fort, très vite et très fort : «*Trump n'a plus le temps pour la mascarade*».

En même temps, contre cela, une *Nouvelle Culture Politique*, appelée parfois (formulation que je ne fais pas mienne, mais que j'utilise pour notre compréhension commune) «*Gauche de Rupture*» surgit.

Autres temps, autres mœurs. Ce qui implique, aussi, pour la **Libre Pensée**, une réflexion, une sorte d'auto-réflexion. Elle passe par une extrême attention aux questions cléricales, religieuses, théologiques, mais pas seulement. Nous menons cette réflexion, permettez-moi de vous le confier.

La situation est extrêmement mouvante et personne ne peut prétendre (sauf des farfelus) être l'Avant-Garde Révolutionnaire reconnue comme telle par les Peuples en mouvement.

C'est assez ridicule que cette propension ici ou là aux «*Manifestes au Prolétariat Mondial*», à ces RRRRévolutionnaires de laboratoire envoyant oukases et injonctions au reste du monde. «*Ni chah ni Mollah*», par exemple. Comme on parle de l'Iran, on peut parler du Roi des Perses et de ce que **Lénine** disait à **Clara Zetkin** : «*Nous ne sommes pas Xerxès qui faisait fouetter la mer avec des chaînes*».

Un profond, un tellurique remaniement politique est en cours au niveau mondial et pose, ceci soit dit en passant, un énorme problème de

revisite stratégique. On est allés au bout d'une logique qui n'est plus de mise, une sorte de fonctionnement que l'on qualifie actuellement de « *Vertical* » dont le modèle organisationnel permanent serait la **III^e Internationale** avec, dépendant d'elle, une Internationale syndicale, une Internationale des paysans, une Internationale des jeunes, une Union Mondiale de **Libres Penseurs**, je ne sais quoi encore. Il n'est pas, d'ailleurs, jusqu'à la réappropriation de la *Charte d'Amiens*, ramenée à ses authentiques origines anti-capitalistes et anti-militaristes, alors qu'elle est dévoyée par certains en un Indifférentisme généralisé, qui ne soit concernée.

Il est ici nécessaire et pas seulement pour rendre hommage à ce valeureux Militant récemment disparu qu'était notre ami, le Libertaire Libre Penseur **Jean-Marc Raynaud**, de rappeler son propos sur « *une Union basée non sur une unité, mais sur des unités particulières rassemblant, sauf sur quelques grands principes faisant l'unanimité, d'écrasantes majorités parfois différentes selon les sujets abordés, ne se fera pas d'un coup de baguette magique. Il nous faudra assumer nos passés respectifs. En débattre. Et nous débarrasser de nos sectarismes respectifs en faisant le pari que les uns et les autres, tout en gardant le sens de la famille, aurons le courage, sinon de se remettre en question, du moins de se dépoussiérer en actualisant leur rapport au monde* ».

D'un certain point de vue, c'est ce que se fixait la revue **La Commune** en 1957 avec **Paul Ruff**, **Pierre Lambert**, **Edgar Morin**, **Yves Déchezelles**, l'avocat de **Messali**, **Marceau Pivert**. Elle était



confrontée au choc entre deux grandes consciences, la Conscience de classe étouffée par les appareils et la Conscience nationale, colonialiste, créée par la Bourgeoisie et relayée par les Appareils – vote des Pouvoirs Spéciaux par les Députés socialistes et communistes donnant les pleins pouvoirs à l'armée pour casser la révolution algérienne. De vrais antiracistes, de vrais anticolonialistes que ces députés. Ils rompent la Solidarité émancipatrice au profit de la solidarité nationale, de la Conscience nationale, de la conscience colonisatrice blanche.

On peut émettre des réserves de formulation sur le texte militant que j'ai mentionné plus haut mais, pour l'essentiel, j'en partage le propos.

« Le développement de la Conscience de classe prolétarienne – la capacité de la Classe ouvrière à comprendre son rôle historique et à agir collectivement pour défendre ses intérêts – découle de l'expérience partagée des Travailleurs dépossédés par le Capitalisme et se manifeste à travers la lutte politique. Par exemple, lors des Guerres impérialistes, les Travailleurs sont confrontés à un choix : soutenir la classe dirigeante de leur nation et succomber au chauvinisme national, ou affirmer leur Indépendance de classe et s'opposer à la politique guerrière. Concrètement, la bourgeoisie s'emploie activement à obtenir le consentement et la

participation de toutes les classes de la Nation pour soutenir sa compétition avec les autres Nations impérialistes et sa poursuite de la Conquête, de la Colonisation et de l'Exploitation des Peuples situés en dehors du cercle impérialiste».

*«Le **Fascisme** n'est donc pas un phénomène exceptionnel, mais systémique, et n'a rien à voir avec la barbarie de ses méthodes. Les méthodes de répression et d'extermination employées par les gouvernements fascistes en Europe avaient toutes été mises au point et perfectionnées par les gouvernements démocratiques libéraux européens dans le contexte du Colonialisme et de la construction impériale des années 1880 et 1890. » **Aimé Césaire** a bien indiqué que le Nazisme était la transposition en Europe des mœurs colonialistes.*

«Aux États-Unis, la "Démocratie" capitaliste par excellence, la Suprématie blanche est ancrée dans le Droit américain depuis sa fondation. La race est une construction sociale (c'est-à-dire qu'elle est déterminée par les croyances et les fondements sociaux, et non par une réalité physique)».

Le système politique américain est explicitement et volontairement un système ségrégationniste. Le pays qui se réclame du «*Melting Pot*» est le pays le plus séparé du monde. Mais le modèle assimilationniste français est aussi une supercherie historique.

*« Par conséquent, l'auto-organisation des **Noirs** est une question préalable et une condition essentielle à l'unité de classe entre Travailleurs Noirs et Blancs,*

*comme l'ont souligné indépendamment **Malcolm X**, **Lénine** et **Trotsky**.*» Considérer cela comme du Communautarisme est, dans le meilleur des cas, une ânerie; ce n'est pas une coïncidence chronologique si **Black Lives Matter** a éclaté, dans une séquence chronologique qui voit une organisation se disant Socialiste aux USA revendiquer 100 000 adhérents, que l'élection de **Mamdani**, racisé, comme Maire de New York est un événement mondial...

*« En effet, la lutte des **Noirs** est avant tout une lutte nationale d'un genre particulier, née des circonstances spécifiques des États-Unis, nation coloniale de peuplement construite comme nation blanche. »* Peut-on considérer que la lutte des Racisés est une lutte nationale d'un genre particulier, dans les conditions spécifiques de la France, issues à la fois des Traditions révolutionnaires de **1789** et de la **Commune de Paris** et, aussi, contradictoirement des traditions colonialistes, et cela dans un moment d'intense brassage démographique, de décomposition sociale et de recomposition politique? En tout cas, l'exposé de ce soir est, avec votre permission, un moment de ma réflexion en ce sens. Et seulement cela. C'est aussi pour cela que l'échange qui va suivre entre nous est important.

Allant vers sa conclusion, le texte poursuit *« Ce processus a non seulement enrichi les Travailleurs européens, mais les a aussi conditionnés à s'identifier à leur bourgeoisie par un sentiment de supériorité raciale partagée, conférant à cette dernière une apparence de naturel et d'immuabilité ».*

Ici, j'aurai tendance à mettre une sérieuse nuance, il est fait comme si cette tendance était absolue, frappant «*les Travailleurs européens*», uniformément et globalement, alors que des rivalités, des concurrences, des éloignements sont plus la règle que l'identification ; en outre, cet enrichissement très relatif («*les 30 Glorieuses*») est fini et jette dans la décomposition des couches qui se croyaient immunisées.

On verra dans la biographie de **Paul Ruff**, que, par exemple, les tickets de rationnement ont continué jusqu'en 1949 ; les choses ne sont pas simplistes. Avec la crise systémique de l'Impérialisme, c'est autrement plus compliqué et plus âpre. «*Des décennies de stagnation du niveau de vie, de désindustrialisation économique, de mutations culturelles et de changements démographiques ont exacerbé les insécurités des Américains blancs, alimentant le retour des idéologies nativistes et racistes*».

Souvenons-nous du propos d'**Engels**, citons **J. Droz** «*Et ce furent souvent les ouvriers les plus pauvres, les moins instruits, qui se sont montrés les plus chauvins*», ce qui, au passage, souligne l'importance – malgré les limites que nous connaissons – du travail d'éducation de la **Libre Pensée** et met en valeur tant la politique de destruction de l'Éducation par l'Impérialisme (qui a besoin d'une main d'œuvre ignare) que de la trahison délibérée des Grands Chefs du Mouvement Ouvrier qui ont démolé tous les centres et écoles de formation au profit de «*think tanks*» élitistes.

Les choses se nourrissent mutuellement. À propos de la situation en 1956-1958, **Ruff** écrivait : « ... On a envoyé en Algérie toute une Jeunesse qui a eu l'impression d'être littéralement abandonnée par les grandes organisations politiques et mêmes syndicales... Beaucoup ont participé ou assisté à des exploits qu'il leur sera difficile d'oublier... Il y a là des éléments qui ne peuvent s'intégrer dans la vie normale du pays, qui ont des comptes à régler avec la société et qui demain risquent de fournir la base d'un véritable fascisme... » En soulignant « Seulement, il existe aussi une masse de plus d'un million d'êtres, qui sont nés en Algérie, qui tiennent ce pays pour leur patrie. Ils ont joui jusqu'à présent d'une situation tant économique que politique, très privilégiée ».

Nous avons en son temps comparé la *GRRR* *Rande* manif pour **Charlie** aux rassemblement pro-Algérie française sur le forum d'Alger en mai 1958, c'est de même nature avec les privilèges, réels ou supposés, de Petits Blancs, beaucoup plus supposés que réels, d'ailleurs.

Ce qui suppose d'ailleurs une politique positive comme l'ont fait, en leur temps, en Illinois, les **Black Panthers** en direction des Pauvres Blancs, notamment regroupés dans *Young Patriots*. Je ne dis pas que c'est facile ; je dis que c'est indispensable.

Les choses se tendent et s'éclaircissent. À l'autre bout de l'échiquier politique, des forces ouvertement racistes, organisées par le Capitalisme clérical, se regroupent. Le texte que j'ai cité poursuit : « L'accession de **Trump** à la position dominante de

leader idéologique représente un retour à la norme des sensibilités blanches américaines. »

Oui, « *La bourgeoisie n'a pas été capable de trouver une alternative à **Trump**. Parce que la bourgeoisie US ne veut pas d'une alternative à **Trump*** ». « ***Trump** est, à la fois, le représentant de l'Impérialisme (et d'un certain point de vue le meilleur), sa caricature et son fossoyeur.* » c'est, en quelque sorte, la vérité des prix.

Le Super-Impérialisme est impossible et la tentative de **Trump** de le créer est vaine. On le voit en Iran. D'où le conflit avec le Pape, conflit majeur, sur lequel nous nous sommes exprimés. Nous sommes dans une situation historique qu'il faut apprécier pour en tirer les conséquences nécessaires.

Parce que nous sommes dans une situation historique totalement nouvelle, telle est notre manière d'être fidèle au combat anticolonialiste de **Paul Ruff**.

Jean-Marc Schiappa

DES MILITANTS

De Pierre à Paul... Ruff en passant par l'anarchie

La sortie récente d'un ouvrage de Jean-Marc Schiappa sur l'histoire militante de Paul Ruff, « un homme libre, résistant, syndicaliste de la CGT-FO, dirigeant du Syndicat des enseignants de la région parisienne, un des fondateurs du CLADO (Comité de liaison et d'action pour la démocratie ouvrière), partisan de l'indépendance de l'Algérie et de tous les peuples colonisés, révolutionnaire prolétarien, militant lutte de classes », permet de mettre également pleinement en lumière l'histoire d'un autre militant anarchiste d'envergure, mais peu connu : son oncle Pierre Ruff.

Avant de brosser son portrait, il convient de dire quelques mots de la famille Ruff. Celui-ci a son origine en Alsace et a connu les affres de beaucoup d'Alsaciens après la guerre de 1870 et l'occupation allemande. Elle fut et s'en va « migrer » dans d'autres régions de France et aussi en Algérie, comme beaucoup à l'époque.

La famille Ruff est israélite, une partie va se convertir au protestantisme, notamment « Libéral », pour s'intégrer dans la petite et grande bourgeoisie, parce que la religion de Martin Luther était la religion chrétienne la plus proche du judaïsme (culture du livre, notion de « Peuple élu » par la théorie de la prédestination, refus d'un clergé intermédiaire entre « Dieu » et le croyant ; le pasteur est, comme le rabbin, un homme de savoir et non de culte). Beaucoup, en France comme en Allemagne, feront de même, comme, par exemple, les parents de Karl Marx.

Cet aspect nourrit une sensibilité « universaliste » qu'on prêtait au judaïsme à une certaine époque, du fait de la diaspora. Cela a bien changé, du fait qu'aujourd'hui, plus de 80 % des Juifs demeurent aux USA ou dans l'État d'Israël et que le sionisme est en fait un ultranationalisme raciste. Mais à l'époque, cette culture fournira un très grand nombre d'internationalistes dans

tout l'arc-en-ciel des militants qui voulaient œuvrer à l'émancipation humaine. C'est pourquoi la famille Ruff va compter un grand nombre d'anarchistes et de trotskystes.

Pierre Ruff, un antimilitariste convaincu

Pierre Ruff, né le 19 août 1877 à Alger et mort en déportation au Camp de Neuengamme (Allemagne) le 15 mars 1944, est un correcteur, syndicaliste et militant anarchiste français.

Issu en 1877 d'une famille bourgeoise juive à Alger où son père, Michel Ruff, tient une librairie jusqu'en 1902, il en est le fils aîné et a trois frères : Ernest Ruff, dit Charles Lusty (né en 1883) et Maurice Ruff (né en 1896) et père de Paul Ruff) et un autre, prénommé Paul aussi. Le nom de plume ou « pseudo » de son frère, Charles Lusty, est directement inspiré du prénom de la femme d'Alfred Dreyfus. Antimilitariste convaincu, Pierre Ruff subit de nombreuses condamnations. Le 14 septembre 1907, il est jugé par le cour d'Assises de la Seine et écroué de trois ans de prison pour « provocation à la désobéissance et au meurtre adressée à des militaires ». En octobre 1911, Pierre Ruff fut un des fondateurs du Club anarchiste communiste et cosigna son manifeste. Il est arrêté, ainsi que Louis Lecoin, secrétaire de la Fédération communiste anarchiste, en novembre 1912, et condamné à cinq ans de prison pour « provocation au meurtre, à l'incendie et au pillage » à la suite de la publication, en octobre 1912, d'une affiche appelant les conscrits à la désobéissance.

En août 1915, il signe l'appel « aux anarchistes, aux syndicalistes, aux hommes » avec Louis Lecoin, qui fut publié en Suisse dans *Le Réveil communiste anarchiste* n° 423 du 20 novembre 1915. En décembre 1916, alors qu'il est libéré depuis un mois, il est à nouveau arrêté avec Louis Lecoin et Claude Contant



L'ANNÉE DU BARRAGE DES CONGRÈS
DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE ANARCHISTE,
DE 1936 À 1937

« pour publication et distribution dans la rue d'un manifeste du Libertaire » intitulé « Imposons le paix ».

Dès le 9 novembre 1936, il participe à une réunion des Amis du Libertaire où il fait, selon la police, « les propos les plus violents » contre Gravel, Kropotkine et Malata, partisans de l'Union sacrée et contre l'Appel des 16 (qui étaient en fait TS), qui, sous couvert de dénoncer « le barbarisme allemand », s'alignait sur la bourgeoisie dans l'union la plus « nationale ». En 1937 et 1938, il correspond avec Victor Serge, lui-même emprisonné, qui saluait son courage et exprimait le regret de ne pas l'avoir côtoyé avant.

En août 1938, Lacombe le persuade de revenir à l'Union anarchiste communiste révolutionnaire (UACR). Dans Le Libertaire du 30 novembre 1938, sous la signature d'Époulet (qui était « pseudo » : une minuscule parmi la masse), il signe une nécrologie au vitifol de Georges Clemenceau : « Un sinistre vireux est mort ». Cet article entraîne des poursuites contre le géant du journal, mais Pierre Ruff revendique l'article. Il est alors poursuivi et condamné en correctionnelle, le 9 juillet 1939, à six mois de prison et 500 francs d'amende. Il est incarcéré du 4 octobre 1939 au 4 avril 1941.

Les 10 et 11 août 1935, il participe à la Conférence nationale contre la guerre et l'union sacrée tenue à Saint-Denis et, en novembre, il est désigné à la Commission administrative de l'Union anarchiste (UA). Son mandat est reconduit au Congrès d'avril 1936, où il présente aux congressistes un rapport sur le fascisme.

Pendant l'occupation allemande, le fait d'avoir exprimé ouvertement ses opinions et son passé de militant anarchiste lui vaut d'être arrêté le 24 août 1942, interné en octobre, puis déporté en Allemagne, et interné sous le matricule 30.534 (Block E) au camp de Neuengamme où, selon Louis Loutet, il aurait été envoyé au crématoire la veille de l'arrivée des Américains.

Paul Ruff, le neveu-militant de Pierre Ruff, au cœur de la lutte des classes

Paul Ruff était fidèle à ses convictions tant politiques que syndicales, fort d'une expérience de jeune responsable dans la Résistance, à Alger, qui aboutit les 7 et 8 novembre 1942 au succès de l'opération Torch avec les alliés, « la première libération ». L'action des quelque 400 jeunes, dont une majorité de porteurs de l'étoile jaune, qui paralyseraient les centres vitaux d'Alger pour faciliter le débarquement et éviter toute effusion de sang est depuis largement oubliée, alors qu'à Oran et au Maroc, le tribut en vies humaines fut beaucoup plus élevé.

En 1947, il choisit la CGT-Force ouvrière contre la CGT-PCF et devient l'un des principaux animateurs de la tendance FO dans la FEN (Fédération de l'Éducation nationale). De 1947 à 1954, date à laquelle la double affiliation sera interdite, il avait excellentement diagnostiqué ce qu'allait devenir la FEN, totale-



ment cogestionnaire du ministère de l'Éducation nationale avec l'État. Il fut un dirigeant de l'ancêtre du SNEP. Il combattit sans relâche le stalinisme et le gaullisme, allié de circonstance mais de longue durée, pour l'indépendance du mouvement ouvrier. Il dut sans cesse à rassembler les militants « autre de classes » pour la défense des intérêts des travailleurs, qu'il ne confondait pas avec « l'intérêt général » promu par les partisans de l'association capital-travail. Véritable internationaliste, il combattait aux côtés des libertaires et des trotskistes pour l'indépendance de l'Algérie et la libération de Messali Hadj, perpétuellement emprisonné par tous les pouvoirs, de Vichy à de Gaulle, en passant par la SFIO, le MRP et le PCF. L'ouvrage de Jean-Marc Schiappa est une page d'histoire indispensable à la connaissance des militants ouvrier, des anarcho-syndicalistes et des syndicalistes, ouvrant sans relâche à la double tâche assignée par la Charte d'Amiens de la Vieille CGT en 1906.

Christian Eychen

Sources

<https://matron.fr/piere-jules-dictionnaire-des-anarchistes/>
https://fr.wikipedia.org/wiki/Pierre_Ruff

Paul Ruff, en militant dans le siècle

Éditions Libre Pensée et Thémis - 395 pages
En vente à la Librairie de la Libre Pensée
10/52 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 Paris
Tél. : 01 46 54 21 50, mail : librairie@fpd.fr
10 € + Frais de port

À partir de 3 exemplaires : 7 € + Frais de port
Chèque à l'ordre de : Libre Pensée

SYNDICALISME LA LUTTE DÉCRASSE



UN MASSACRE EN KABYLIE – ALGÉRIE, 1956
par SAFIA KESSAS ET FABRICE RICEPUTI

70 ans après, **Safia Kessas**, Documentariste, rend public, dans un livre intitulé *Un massacre en Kabylie – Algérie, 1956*, un terrible évènement à partir d'un témoignage de son père, recueilli à la fin de sa vie : le 23 mai 1956, trois mois avant la tenue du Congrès éponyme où fut adoptée la plateforme du Front de Libération Nationale (FLN), un bataillon du 11^{ème} Régiment d'Infanterie coloniale procède à un crime de guerre effroyable dans trois villages dominant la rive gauche de la *Soummam*, Aït-Soula, Tazrouts et Agouni.

L'Historien **Fabrice Riceputi**, spécialiste de la répression durant la Guerre d'Indépendance de l'Algérie, lui apporte son concours pour mettre au jour, sur le fondement d'archives privées et de témoignages oraux des survivants et survivantes du drame, un nouvel épisode de la barbarie coloniale, sans cesse à l'ordre du jour depuis 1830.

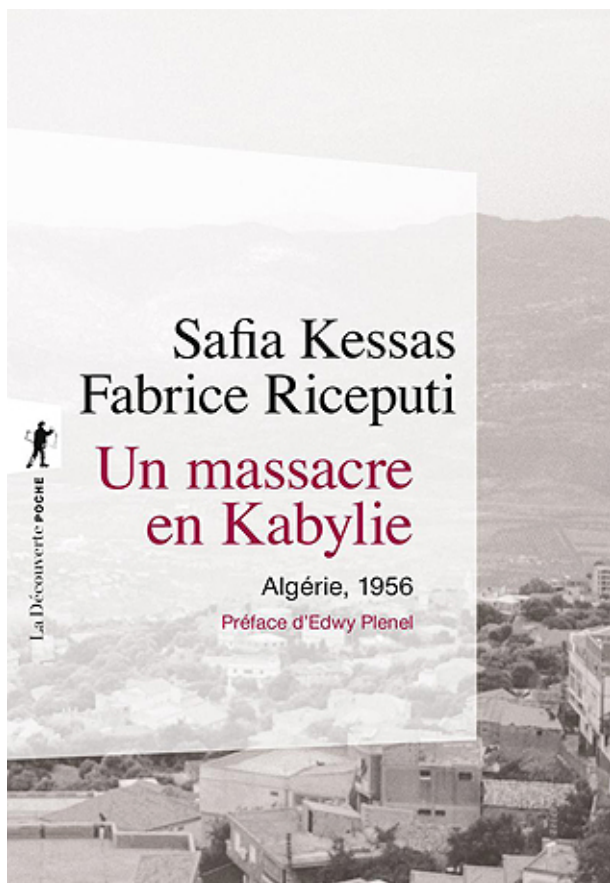
Sans préjudice des assassinats de masse en métropole même, notamment ceux des 14 juillet 1953 et 17 octobre 1961, celui-ci s'inscrit dans le parcours sanglant infligé aux Peuples d'Algérie qui va des enfumades des Sbéhas (1844) et du Dhara (1845), organisées par **Bugeaud** et **Pélissier**, aux « *corvées de bois* » des années 1954 à 1962 en passant par l'anéantissement de la petite ville de Laghouat, en 1852, et les massacres de masse de Sétif, Guelma et Kherrata, le 8 mai 1945.

Sur le fondement d'une liste de suspects, douze jours après le Crime de guerre perpétré à Oudjehane, le Capitaine **René Harvut**, Commandant la Section Administrative Spéciale (**SAS**) de Vieux-Marché, désigne et fait abattre d'une balle dans la tête, les 75 hommes suspects d'intelligence avec le **FLN**. Par ailleurs, ainsi qu'en rend compte un chapitre entier de l'ouvrage, les militaires se livrent à des agressions sexuelles et sexistes de grande ampleur. Ils forcent toutes les femmes à se dénuder entièrement. Selon un témoin, leur devise est simple : « *Les femmes qui nous plaisent, on les baise, les hommes qui ne nous plaisent pas, on les tue.* »

Ce travail qui repose sur un dialogue fructueux entre histoire et mémoire est à lire ainsi que l'intéressante préface d'**Edwy Plénel**.

Dominique Goussot

Un massacre en Kabylie – Algérie, 1956 par **Safia Kessas** et **Fabrice Riceputi**, Préface d'**Edwy Plénel**, Éditions La Découverte, 147 pages, 12€





LE DÉSERTEUR DE BORIS VIAN

Monsieur le Président
Je vous fais une lettre
Que vous lirez peut-être
Si vous avez le temps.
Je viens de recevoir
Mes papiers militaires
Pour partir à la guerre
Avant mercredi soir.
Monsieur le Président
Je ne veux pas la faire
Je ne suis pas sur terre
Pour tuer de pauvres gens.
C'est pas pour vous fâcher,
Il faut que je vous dise,
Ma décision est prise,
Je m'en vais désert.

Depuis que je suis né,
J'ai vu mourir mon Père,
J'ai vu partir mes Frères
Et pleurer mes Enfants.
Ma mère a tant souffert
Qu'elle est dedans sa tombe
Et se moque des bombes
Et se moque des vers.
Quand j'étais prisonnier,
On m'a volé ma Femme,
On m'a volé mon âme,
Et tout mon cher passé.
Demain de bon matin
Je fermerai ma porte

Au nez des années mortes,
J'irai sur les chemins.

Je mendierai ma vie
Sur les routes de France,
De Bretagne en Provence
Et je dirai aux gens :
 « Refusez d'obéir,
 Refusez de la faire,
 N'allez pas à la guerre,
 Refusez de partir »
S'il faut donner son sang,
Allez donner le vôtre,
Vous êtes bon apôtre
Monsieur le Président.
Si vous me poursuivez,
Prévenez vos gendarmes
Que je n'aurai pas d'armes
Et qu'ils pourront tirer. *

* Le poème d'origine comporte une fin différente qui a été censurée pour la chanson

Que j'emporte des armes
Et que je sais tirer

Le Déserteur est une chanson écrite par **Boris Vian** en février 1954 (lors de la *Guerre d'Indochine*), composée avec **Harold B. Berg** et enregistrée dans sa forme définitive l'année suivante. Son anti-militarisme a provoqué beaucoup de polémiques.

BORIS VIAN

LE DÉSERTEUR





JE NE RÉPONDRAI PAS

Lettre de **Claude Sixou** (*Joseph Sixou*) adressée, en 1956, au Président de la République **René Coty**. **Claude Sixou** né le 11 juin 1931 en Algérie est mort le 10 juin 2011 en France. En 1956, il avait créé, à Paris, avec une dizaine d'intellectuels, le **Comité des Juifs algériens pour l'Indépendance**.

Cette lettre a été publiée dans *l'Action* (ancêtre de *Jeune Afrique*), éditée en Tunisie, le 2 décembre 1957, sous la présentation suivante « *Un israélite algérien, M. Joseph Sixou, ingénieur de l'aéronautique, nous communique la lettre ci-dessous qu'il a adressée à M. René Coty, Président de la République française, pour lui expliquer les raisons de son ralliement au FLN* ».

Je ne répondrai pas

Monsieur le Président de la République française,

Le sursis qui m'avait été accordé par l'autorité militaire pour terminer mes études venant à expiration, je dois être appelé incessamment pour accomplir le **Service Militaire**. J'ai le devoir de vous informer que je ne répondrai pas aux convocations qui pourraient m'être adressées et de vous expliquer en détail les raisons de mon attitude :

Je suis né à Tiaret en Algérie le 11 juin 1931 et j'y ai vécu plus de 20 ans de ma vie. Très tôt, j'ai eu l'occasion de vérifier personnellement la fausseté de l'affirmation des gouvernements français selon laquelle l'Algérie serait une province française.

C'est lorsque je vins en France pour la première fois et que je liais connaissance avec des démocrates français que j'ai commencé à prendre conscience qu'il y avait des causes profondes aux maux dont souffrait ma patrie ; j'acquis la conviction, qui ne s'est nullement démentie par la suite, qu'il était possible de construire une **Algérie libre, heureuse** à condition d'abattre l'odieux Régime Colonial qui lui avait été imposé voilà plus de cent vingt ans.

Il m'apparut que mon devoir était d'œuvrer à hâter la venue de cet heureux événement. Il n'en fallut pas plus au ministre de l'Air en exercice pour m'exclure, sous un prétexte futile dû à mon inexpérience, de l'École nationale supérieure de l'aéronautique où j'avais été admis après trois années de préparation à un concours difficile.

Je suis retourné dans mon pays où j'ai exercé pendant un an le métier de maître auxiliaire d'enseignement au collège de Tiaret ; aujourd'hui quelques-uns parmi les meilleurs de mes élèves musulmans sont militaires dans l'**Armée de Libération Nationale**.

L'année suivante j'ai suivi les cours de la Faculté des sciences d'Alger : c'est là, à la Maison des Étudiants Musulmans, que j'ai lié quelques-unes de ces amitiés qui comptent dans la vie d'un homme ; de mes amis, les uns sont déjà glorieusement tombés pour leur patrie, les autres sont dans la lutte.

C'était pour moi la première fois que je me trouvais mêlé aussi intimement aux masses profondes de mon Peuple sur la seule base où la rencontre était possible, sur la seule base où la rencontre était possible, sur la base de l'**Anti-colonialisme**.

En deux ans, je fis dans cette voie des progrès extraordinaires : cette carapace d'incompréhension qu'on avait accumulée entre deux communautés sœurs fondait comme neige au soleil de l'estime réciproque ; je redécouvrais les multiples affinités qu'un siècle d'une politique d'assimilation forcée n'avait pu faire disparaître ; je découvrais, et cela croyez le bien, cela sera porté au terrible dossier d'accusation du **Colonialisme français**, que j'avais une Patrie, que je n'en avais jamais eu qu'une et que j'avais été incapable de la voir pendant plus de vingt ans...

En septembre 1954, en application d'une loi d'Amnistie (qui d'ailleurs avait été votée principalement en vue de réhabiliter certains Collaborateurs) je fus réadmis à l'École nationale supérieure de l'aéronautique.

Dans les conditions qui étaient celles de l'Algérie à cette époque, il était de mon devoir de revenir en France pour y étudier afin de préparer à ma Patrie un de ses cadres techniques dont elle aura un si urgent besoin dans un proche avenir.

Comme des millions d'Algériens, j'ai accueilli les nouvelles du 1^{er} novembre 1954 avec un

indicible sentiment de joie et de fierté: il me semblait que j'attendais ce jour depuis la défaite d'**Abd el-Kader**.

En vérité, il ne s'y mêlait qu'une seule appréhension, celle de voir ces hommes valeureux se faire massacrer jusqu'au dernier (comme cela est déjà arrivé tant de fois), avant d'avoir pu grouper derrière eux l'ensemble du **Peuple algérien**. Je n'ai jamais dissimulé ces sentiments dans la mesure où j'estimais que leur manifestation contribuait à approcher l'heure où cesserait cette tuerie « *imbécile et sans issue* » pour la France.

C'est ce qui me valut, sans doute, les dernières mesures des services de la **Sécurité-Air**: annulation de mon contrat de travail avec la **Snecma** et radiation de la liste des Promus au grade de sous-lieutenant de réserve sanctionnant les cours de l'**Instruction Militaire Obligatoire** où j'avais obtenu des notes suffisantes. [...]

Si je vous ai exposé en détail toutes les raisons personnelles de mes actes, Monsieur le Président de la République, c'est qu'il se trouve en France des gens pour dénier aux Algériens non-Musulmans tout sentiment de Patriotisme: ils trouvent plus commode de les affubler du nom de traître, alors que, comme il ressort clairement de ce que je vous ai exposé, la véritable trahison serait pour moi d'agir d'une autre façon; c'est aussi parce que, **Algérien de culture française**, j'ai toujours raison de m'inquiéter de la détérioration croissante des rapports Franco-Maghrébins. Je désire passionné-

ment une collaboration amicale et fructueuse dans tous les domaines entre la **France** et l'**Algérie**; mais ni moi, ni aucun autre Patriote Algérien n'acceptera jamais plus que cette association soit celle du *Cavalier et du Cheval*.

C'est pourquoi, avant qu'il ne soit trop tard, dans l'intérêt du Peuple français aussi bien que dans celui du Peuple algérien, dans l'intérêt même des Français qui vivent de leur travail en Algérie, il faut reconnaître l'**Indépendance de l'Algérie** et négocier avec le **Front de Libération Nationale**.

Joseph Sixou

Ingénieur de l'aéronautique

***ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ
DES LIBRES PENSEURS DE FRANCE***
que vous soyez libre penseur ou pas

**ENTRAIDE ET SOLIDARITE
APPORTE DES SECOURS
ET DES AIDES INDIVIDUELLES:**

Votre conjoint est en EHPAD ou bénéficie d'un Plan d'aide à domicile, ENTRAIDE ET SOLIDARITE peut vous aider chaque mois. ENTRAIDE ET SOLIDARITE peut vous verser une bourse d'étude. Le reste à charge pour une prothèse dentaire, des lunettes est trop élevé... ENTRAIDE ET SOLIDARITE peut vous aider à faire face

**ENTRAIDE ET SOLIDARITE
AIDE DES ASSOCIATIONS**

TADAMOUN WA TANMIA qui gère des Centre de secours de réfugiés au Liban, à Saïda, chassés de leur foyer par **TSAHAL** et qui scolarise ensemble des enfants libanais, syriens et palestiniens déplacés et assure le suivi d'enfants handicapés.

L'ASSOCIATION LIBANAISE DE PHILOSOPHIE DU DROIT pour des actions de bienfaisance au Liban.

L'UNION JUIVE FRANCAISE POUR LA PAIX qui apporte une aide quotidienne aux Gazaouis affamés, victimes d'un génocide.

Et, les **COLLECTIFS DE SOUTIEN DES MINEURS NON ACCOMPAGNÉS DE PARIS, LYON ET TOULOUSE** victimes de la politique de répression, de discrimination et de racisme de notre gouvernement qui constitue l'un des aspects les plus ignobles et les plus revendiqués de la coopération entre le régime Macron et l'extrême-droite.



***POUR PERMETTRE À
ENTRAIDE ET SOLIDARITÉ
DE CONTINUER À AGIR
AIDEZ-LA :***

Devenez bienfaiteur

En remplissant et retournant, accompagné d'un RIB,
le mandat ci-dessous

contact@entraideetsolidaritelibrespenseurs.org

ou allant sur notre site :

<https://www.entraideetsolidaritelibrespenseurs.org>

Pour une demande de secours, d'aide, de conseil, de
renseignements sont à adresser à

contact@entraideetsolidaritelibrespenseurs.org

Dépôt légal : à parution

"Le code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes des paragraphes 2° et 3° de l'article L122-5, d'une part, que les *«copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective»* et, d'autre part, sous réserve du nom de l'auteur et de la source, que *«les analyses et les courtes citations justifiées par le caractère critique, polémique, pédagogique, scientifique ou d'information»*, toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle, faite sans consentement de l'auteur ou de ses ayants droit, est illicite (art. L122-4). Tout représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, notamment par téléchargement ou sortie imprimante, constituera donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L 335-2 et suivants du code de la propriété intellectuelle." Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite, sauf autorisation de l'Éditeur et du Centre français d'exploitation du droit de copie. CFC, 3 rue d'hautefeuille, 75006 Paris.

responsable d'édition : **Christian Eyschen**
maquette : **Philippe Floris**